

Liberta ساهمة و

جديد



بطاقة الوقود Liberta

طريقة جديدة للإستخلاص تعوّض وصولات
و أصحاب المهن الحرة و تمكّن من التصرف



Apple iPhone 5 **S** Futuriste



À partir de
599^{DT*}

Prix du pack avec
MOBI

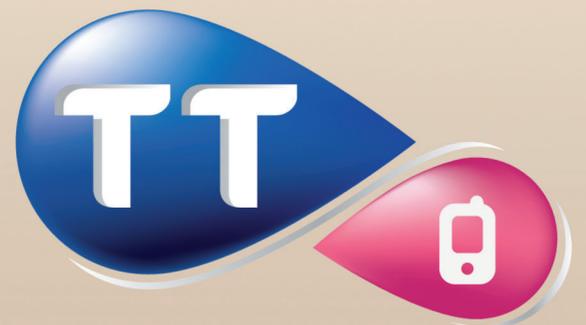
Existe en: Gold, Silver & Blanc.



Profitez des packs mobiles iPhone 5S de TUNISIE TELECOM aux meilleurs prix et bénéficiez selon le forfait choisi des avantages suivants :

- Appels en ILLIMITÉ**
- Internet Mobile **3G+** en ILLIMITÉ***
- SMS en ILLIMITÉ****
- Appels vers l'international au prix du national

LE FUTUR NOUS APPELLE
www.tunisiatelecom.tn
1199



* Pour tout engagement de 24 mois.
** A partir de 5 numéros préférés de TUNISIE TELECOM jusqu'à ILLIMITÉ vers tous les opérateurs en TUNISIE avec MOBI Max.
*** A partir de 5 Go jusqu'à ILLIMITÉ avec MOBI Blue et MOBI Max.
**** A partir de 1.000 SMS jusqu'à ILLIMITÉ avec MOBI MAX vers tous les réseaux en TUNISIE.
Le pack iPhone 5S est également disponible à d'autres niveaux de prix en fonction du forfait choisi et de la période d'engagement.



Par Taoufik Habaieb

Editorial

2014

Il faut savoir espoir garder

Peut-on envisager l'année 2014 qui commence avec optimisme et confiance ? Celle écoulée avait ensanglanté la Tunisie, à commencer par l'assassinat de deux figures emblématiques de l'opposition, Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi, véritable électrochoc qui a fait chuter deux gouvernements successifs du parti islamiste Ennahdha, conduits par Hamadi Jebali et Ali Laarayedh, et éclater la Troïka. Elle a été également marquée par la recrudescence du terrorisme jihadiste, concentré au Chaambi, mais étendu à d'autres régions, exerçant sa tragique menace sur l'ensemble du territoire. L'économie et les finances y ont laissé des plumes, touchant le fond. Ni le développement régional, ni l'emploi, véritables revendications de la révolution, n'ayant trouvé la moindre réponse. Encore une annus horribilis qui vient gâcher les promesses du 14 Janvier.

Combien de fois le peuple était encore obligé de descendre dans la rue par centaines de milliers, de se mettre en sit-in— le Bardo en garde souvenir— et de crier fortement son indignation, son impatience de voir la Constitution consensuellement finalisée, sans hold-up des uns au détriment des autres. Pour clore cette transition si longtemps prolongée et aboutir aux élections tant attendues.

Toute cette lutte n'aura pas été vaine puisque l'équilibre des forces en présence a changé. Sous la pression de la rue, des forces politiques et de la société civile incarnée par le Quartet, et sans doute les encouragements des «amis de la Tunisie» et de ses bailleurs de fonds, le gouvernement drapé dans la légitimité des urnes a fini par céder. Le relais est en train de passer, à l'issue d'un éprouvant Dialogue national, à un gouvernement de compétences indépendantes qui sera formé

par Mehdi Jomaa. Si le calendrier fixé est bien respecté, le mois de janvier verra également la finalisation de la Constitution, la mise en place de l'ISIE 2 et même l'adoption de la loi électorale. Ce sera là un scénario bien optimiste.

Trois ans après la révolution, l'attente semble trop longue pour les Tunisiens, impatients de voir l'ordre et la stabilité rétablis, l'économie relancée, et une réelle démocratie instaurée. Mais dans le cycle des grands bouleversements similaires de par le monde, les délais risquent de prendre plusieurs années. Ce qui est positif pour la Tunisie, c'est que l'histoire s'accélère, le paysage politique se recompose de manière plus équilibrée et la capacité de résilience s'affirme plus déterminante. Faire partir un gouvernement élu, sans coup d'Etat ni violence, mais par la légitimité consensuelle, est en soi un premier grand acquis pour la démocratie naissante. Le concept même de quartet et de dialogue national qu'il a initié est également une avancée majeure.

La renonciation à des politiciens ayant dépassé l'âge canonique, malgré la forte insistance de leurs parrains, est une victoire pour la jeunesse. L'arrivée aux commandes d'une équipe de relève qui se veut harmonieuse et cohérente, formée de jeunes talentueux, compétents, indépendants est un signal fort pour rassurer le pays et encourager les bailleurs de fonds. Autant de facteurs qui permettent d'envisager l'avenir avec optimisme et espoir.

Les Tunisiens n'ont d'autre choix que d'y voir la dernière ligne droite vers les élections ouvrant la voie à la stabilité. Une année de plus, il faut savoir espoir garder. ■

Bonne & heureuse année 2014.

T.H.



Mehdi Jomaa

14



Dossier spécial : Algérie

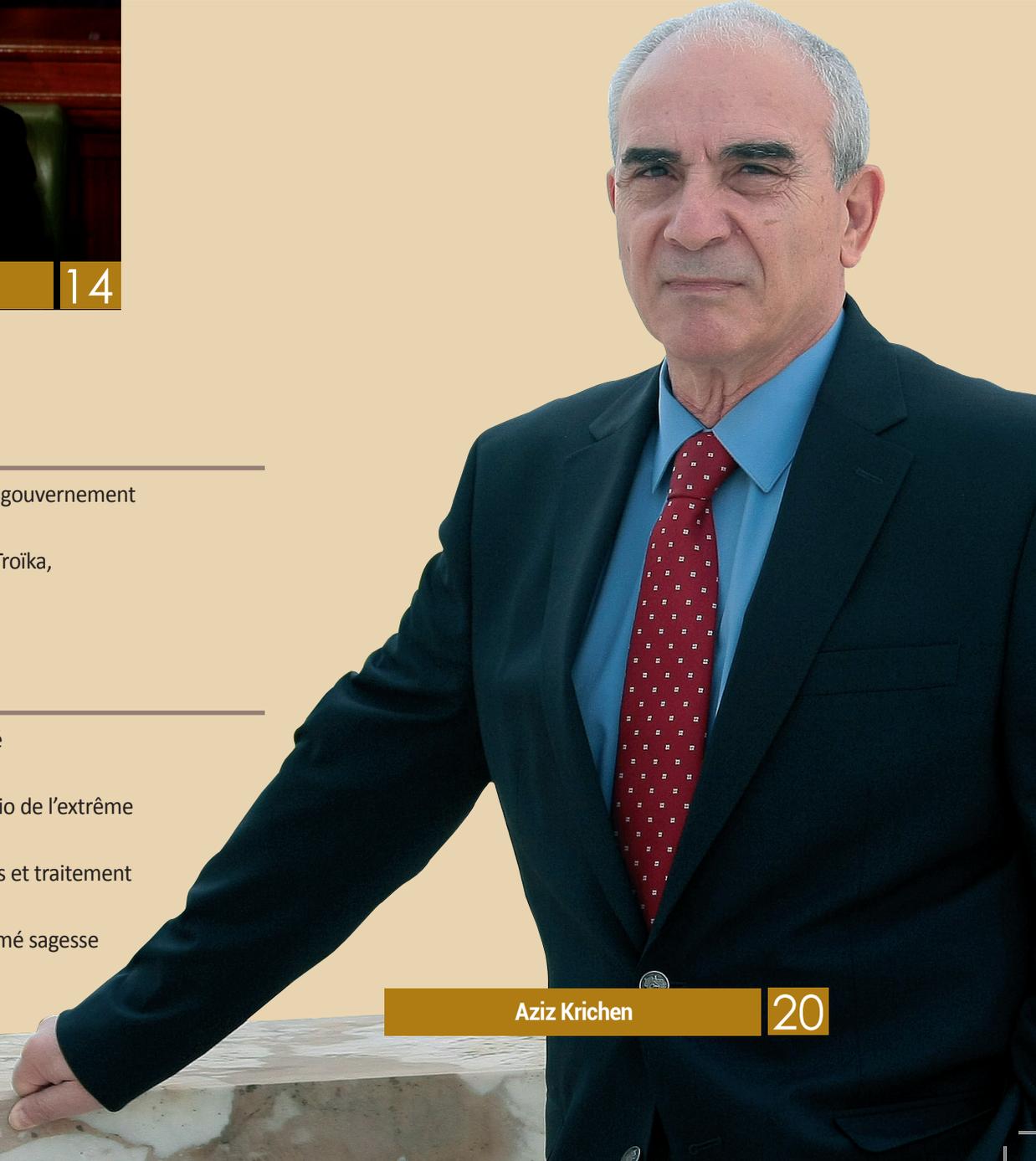
62

A la une

- 14 Mehdi Jomaa : Le plus jeune chef de gouvernement depuis l'indépendance
- 20 Aziz Krichen: Ma famille n'est pas la Troïka, mais les forces d'avenir
- 24 Elite, où es-tu donc ?
Par Walid Bel Hadj Amor

Nation

- 28 Culture politique et langage de vérité
Par Habib Touhami
- 31 Le terrorisme en Tunisie ou le scénario de l'extrême
Par Habib Dlala
- 36 Terrorisme : Causes, génèse, objectifs et traitement
Par Général Saïd El Kateb
- 41 Saïda Rached : Un militantisme nommé sagesse



Aziz Krichen

20

Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Taoufik Habaieb

CONSEILLER
Hédi Behi

COLLABORATEURS

• Hélé Béji • Anissa Ben Hassine Kalfat
• Walid Bel Hadj Amor • Ahmed Ben Hammouda • Monia Ben Jémia • Raouf Ben Rejeb • Mohamed Larbi Bouguerra
• Faouzia Charfi • Mounira Chapoutot
• Remadi • Habib Dalala • Rafik Darragi
• Samy Ghorbal • Mourad Guellaty
• Azzedine Guellouz • Safya Hachicha
• Mohamed Ali Halouani • Houcine Jaidi
• Jaoua • Tawfik Jelassi • Dr Essedik Jeddi
• Moez Joudi • Elyès Jouini • Emna Kallel
• Maher Kallel • Nouredine Ketari
• Chedli Klibi • Salsabil Klibi
• Habib Mallakh • Samir Marrakchi
• Abdelwahab Meddeb • Emna Menif
• Mansour Moalla • Ahmed Ounçies
• Mehdi Taj • Habib Touhami
• Olfa Youssef • Riadh Zghal
• Dr Saadeddine Zmerli • Dr Sofiène Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur de Studio)

Raid Bouaziz
(Designer)

PHOTOS

Mohamed Hammi - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz
(Directrice Marketing)

Bourane Ennaifer Hajem
(Directrice Communication)

APPUI

Habib Abbassi
Lamia Alayet
Myriam Ben Zineb
Samira Chfilla Krifa
Sérine El Anes
Fayçal Mejjadi
Leïla Mnif
Hamdi Mzoughi
Chaouki Riahi

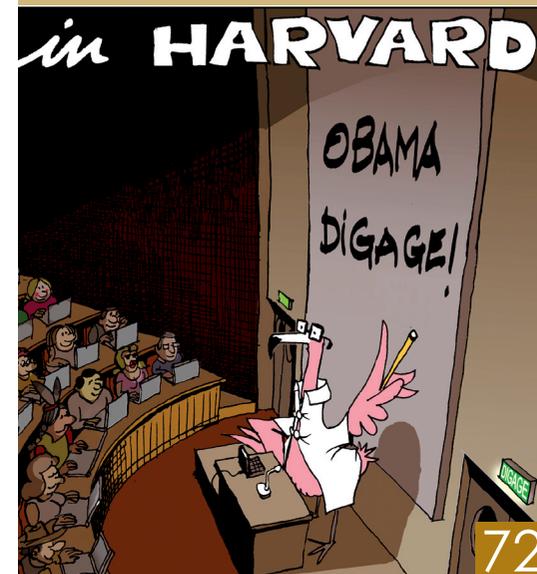
IMPRESSION

Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène,
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
abonnement@leaders.com.tn
marketing@leaders.com.tn
redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn



Economie

50 Bourse de Tunis : 12 introductions en 2013 et 390 MD de fonds levés

54 La fusion-absorption des banques publiques
Par Abdelmajid Fredj

56 Dépréciation du dinar tunisien : Pourquoi autant de peur?
Par Prof. Sami Mouley

60 L'argent du sport : Le nerf de la guerre
Par Mohamed Kilani

Dossier : Algérie

62 Une ingérence plébiscitée?: L'Algérie rêvée des Tunisiens
Par Samy Ghorbal.

70 Tunisie-Algérie : Mot d'ordre, coordination tous azimuts
Par Raouf Ben Rejeb

Société

72 - Z - à Harvard : «J'ai reçu une énorme claque»

80 Bastardo : Le film évènement de Néjib Belkadh

82 Education : La mosquée peut-elle se substituer à l'école?
Par Mohamed Larbi Bouguerra

90 Abdelaziz Thaalbi : Naissance du mouvement national tunisien

94 La Tunisie antique et islamique

100 Les nouveaux «bien-pensants» de Michel Maffesoli

104 Cérémonie en l'honneur de Mandela : Le bal des hypocrites

Billet

112 La vraie politique se moque de la politique



قيم تجمعنا
Des valeurs à partager

ر مثمر يخليك توفر اموالك و بالك مرتاح و يتوافق
دامية عن طريق المضاربة معناها شراكة بينا و بينك
و مالبداية طريقة اقتسام ارباح جد تنافسية

حساب توفير نفع و إستنفع

حساب توفير هو ادخار ما
مع مبادئ المالية الإسلامية
نخدمو اموالك و نحدّدو ما

مصرف الزيتونة
BANQUE ZITOUNA





40ème anniversaire du Club Tahar Haddad L'inoubliable Jalila Hafsia

La célébration du 40ème anniversaire du Club culturel Tahar Haddad, fondé en 1974, ne pouvait commencer sans un hommage émouvant à sa fondatrice Jalila Hafsia. Ecrivaine, journaliste et animatrice culturelle, elle a été, dès 1966, la cheville ouvrière du Centre national d'art vivant implanté à l'entrée du parc du Belvédère. Et la voilà chargée, en 1974, d'ouvrir la première structure culturelle dans la médina de Tunis, le Club Tahar Haddad. Ces makhzen du Dar Lasram, magasins à provisions et écuries rattachés au palais, deviendront rapidement un espace exceptionnel où se retrouvera la fine fleur de la jeunesse tunisienne férue de littérature, d'arts plastiques et de débats. De futurs grands talents de la culture tunisienne y effectueront leurs premiers essais.

Fin décembre dernier, Jalila Hafsia, 86 ans, était ravie de retrouver ce lieu qui lui reste le plus cher et ses fidèles amis, ne s'attendant pas à un hommage aussi élogieux. En ces temps d'oubli et d'ingratitude, son émotion ne pouvait qu'être grande.

Expo-vente des biens confisqués L'ardoise à régler

Sa valeur symbolique était de permettre aux Tunisiens de se réapproprier tant d'œuvres d'art, bijoux, montres de luxe, accessoires, tapisserie, meubles, bibelots précieux, et autres voitures de luxe, confisqués au Palais Sidi Dhrif, résidence de Ben Ali. Avec, en prime essentielle, la promesse de reverser le produit de leur vente aux œuvres sociales et aux projets de développement. L'expo-vente de cette caverne d'Ali Baba a laissé cependant une lourde ardoise qu'il va falloir désormais liquider.

Organisée sous haute protection au Casino Cléopâtre, à Gammarth, appartenant à la société Montazah de Gammarth (entreprise publique), elle a été inaugurée par Hamadi Jebali le 19 décembre 2012 et ouverte au public moyennant un billet d'entrée fixé à 30 DT. Mais si l'engouement du public a été très fort durant les premières semaines, surtout par curiosité, et pour l'acquisition de menus lots, le trafic des visiteurs a rapidement baissé et le montant des ventes s'est avéré bien réduit. Face aux lourdes charges de loyer, de gardiennage et d'exploitation, décision a été prise de fermer l'expo-vente en avril 2013. La grande partie des œuvres et pièces exposées ayant été récupérées par le ministère de la Culture au titre de la préservation du patrimoine national, les recettes totales n'ont pas dépassé 1,2 million de dinars. Quant aux charges à payer, elles seraient de l'ordre de 250 000 D, dont 100 000 DT de loyer, hors eau et électricité et pénalités de retard. Contrat de location résilié, abandon des pénalités de retard, nouveau contrat de magasinage des invendus dans les locaux du sous-sol du Casino, cession des vitrines d'exposition et équipement de sécurité en faveur du ministère de la Culture pour utilisation dans les musées et d'autres mesures sont envisagées pour clore le dossier.



BIAT : Ladjimi passera le relais en juin prochain à Agrebi

Avec son raffinement coutumier, Slaheddine Ladjimi, jusque-là directeur général de la BIAT depuis sept ans, quittera son poste en douceur. L'annonce en a été faite fin décembre en conseil d'administration et l'échéance fixée à fin juin prochain, c'est-à-dire après l'approbation des comptes de l'exercice 2013, par l'assemblée générale ordinaire. Il passera alors le relais à Mohamed Agrebi, directeur de la comptabilité et des finances au sein de la banque. Avec la promesse de continuer à siéger au conseil d'administration, en tant qu'administrateur, selon le vœu des actionnaires principaux.



■ Mohamed Agrebi

■ Slaheddine Ladjimi

CE QU'UNE JAGUAR PEUT
FAIRE, AUCUNE MACHINE
NE PEUT LE FAIRE.



Une Jaguar créée et non pas fabriquée. Puissante, agile et instinctive. Aussi différente que vous. Aussi vivante que vous. Découvrez la Jaguar XF, laissez-vous emporter et posez-vous cette question: "How alive are you?"

XF 2.0L TURBO ESSENCE, 240 CH DIN, équipée de série d'une boîte de vitesse automatique 8 rapports avec mode sport et palettes au volant.

ALPHA INTERNATIONAL TUNISIE vous propose un test drive.

JAGUAR-ME.COM

HOW ALIVE ARE YOU?

À PARTIR DE
135 600 DT TTC



JAGUAR

ALPHA INTERNATIONAL TUNISIE

SHOWROOM DU LAC: LIMITE DU BOULEVARD B-LOTISSEMENT EL KHALIJ,
1053 LES BERGES DU LAC: TÉL:+216 71 860 115



Besoin d'informations ?
Une question ?
L'UBCI est à votre écoute



Centre de Relations Clients

- Consultation des opérations courantes (solde, historique,...),
- Prise de rendez-vous avec un Conseiller Clientèle,
- Informations sur les services de l'agence, GAB, Western Union, change, horaires d'ouverture, adresse agences,
- Simulation de crédit,
- Demande d'opposition sur carte,
- Informations sur les produits et services UBCI.



UBCI GROUPE BNP PARIBAS
الاتحاد البنكي للتجارة والصناعة

La banque d'un monde qui change

www.ubci.tn

Prix Akademia de la liberté de la presse: Notre collaborateur Mohamed El Hammi honoré

Notre collaborateur et photographe Mohamed El Hammi a obtenu le prix Akademia de la liberté de la presse. Ce prix, qui lui a été remis au cours d'une cérémonie tenue à la faculté de Manouba, est destiné à honorer les journalistes pour leur «*contribution à la liberté d'expression et à la crédibilité médiatique*». D'autres journalistes ont également été primés, notamment Boubaker Ben Akecha et Wassim Bel Arbi, le journal *Le Maghreb* et Radio Tataouine. Toutes nos félicitations aux récipiendaires.



L'ambassadeur d'Allemagne à Tunis promu directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères

Berlin – Correspondance spéciale pour *Leaders - Courte*, mais intensive. Quinze mois seulement après sa désignation en tant qu'ambassadeur d'Allemagne à Tunis, Jens Plötner doit reprendre bientôt le chemin de Berlin où le nouveau ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, vient de le nommer directeur de cabinet. Il gardera encore son poste à Tunis, jusqu'à probablement fin janvier, le temps de faire ses adieux et que son successeur soit officiellement désigné. Pour la diplomatie allemande, la Tunisie est devenue depuis la révolution un poste important et le nouvel ambassadeur qui y sera accrédité fera l'objet d'un choix rigoureux.

Depuis son arrivée à Tunis en août 2012, Jens Plötner a bénéficié, comme il l'a souligné plusieurs fois, de l'excellent travail accompli par son prédécesseur, Wolf Kerll, durant les dernières années de la dictature puis au lendemain de la révolution. Continuant sur cette même lancée, il s'est distingué par beaucoup de dynamisme, un franc-parler et de larges contacts dans les différentes sphères. Très à l'aise dans ses fonctions à Tunis et étrennant à peine le nouveau siège de l'ambassade aux Berges du Lac, il ne s'attendait pas à ce qu'il reparte de si tôt. Mais, voilà que son nouveau ministre l'appelle à ses côtés pour lui confier la direction de son cabinet.

En fait, l'ambassadeur Plötner connaît bien le ministre Steinmeier pour avoir été son porte-parole (2008-2009), lors de son premier passage en tant que ministre des Affaires étrangères. Puis, en poste à Tunis, il l'avait reçu fin mars dernier lors de sa visite en tant que chef de l'opposition allemande, (président du groupe parlementaire du SPD). Ce fut pour lui l'occasion de rencontrer Laarayedh, Ben Jaafar, Ghannouchi et Caïd Essebsi, notamment.

La Société du Lac veut récupérer 90 ha

Pas moins de 90 ha auraient été «*arrachés*» à très bas prix à la Société de promotion du Lac de Tunis (SPLT) par des membres de la famille de Ben Ali et des sociétés immobilières leur appartenant. Répartis en plusieurs lots de diverses superficies dont certains à vocation industrielle avaient bénéficié d'un changement de vocation, ils font aujourd'hui l'objet d'une quinzaine d'affaires en justice intentées par la SPLT pour les récupérer en annulation de contrats de vente. Cherchant à éviter les longs délais que pourrait prendre la justice à trancher toutes ces affaires, un processus de transaction à l'amiable a été engagé sous les auspices de la présidence du gouvernement. C'est ainsi qu'une commission placée sous la tutelle du ministère des Finances et regroupant les représentants de la Commission nationale de gestion des biens confisqués, les ministères de l'Équipement et des Domaines de l'État, devait proposer un arrangement à soumettre au chargé du contentieux de l'État. Résultat des courses espéré : injecter sur le marché immobilier dans cette zone très prisée 90 ha à mettre aux enchères.

DÉCÈS



• **Mahmoud Sellami**, un des pionniers de l'industrie à Sfax, fondateur de SORÉTOL

• **Mohamed Habib Braham**, gouverneur de Gafsa, de l'Ariana, de Monastir, de Bizerte, chargé d'affaires au Koweït et ambassadeur à Tripoli.

• **Slaheddine Belhaouane**, écrivain et scénariste pour la radio et la télévision tunisiennes.

Les prénoms en vogue en Tunisie après la révolution

Après les années 90 marquées par l'essor des prénoms mexicains, des «Raquel» et autres souvent rejetés à la mairie, et encore plus récemment le boom des prénoms turcs, plus accessibles et surtout plus politiquement corrects, l'heure est peut-être aux prénoms «révolutionnaires». Nous avons mené l'enquête pendant deux mois, et recensé, dans la plus grande maternité de Tunis, les prénoms les plus usités afin de définir la tendance actuelle.

Nous avons dressé les listes par sexe:

Les prénoms des filles

- Emna
- Imen
- Nour
- Ghofrane
- Eya
- Rahma
- Daiâa
- Isrâa
- Yakine
- Ayat
- Islem
- Khouchouâ
- Amatollah
- Chahd El Islem
- Sajeda
- Essil
- Ibtihel
- Mayar
- Hidaya
- Rimen
- Nour El Houda
- Tawhid
- Katr Ennada
- Ela Allah
- Ghayda

- Ferdawss
- Takwa
- Ouswa
- Tasnime
- Saja
- Mayee
- Raouaa
- Hadir
- Rimess
- Lamis
- Soujoud
- Baraa
- Nour El Islem
- Sudein
- Sadil
- Yathreb...

Les prénoms des garçons

- Mohamed
- Edem
- Sajed
- Amenallah
- Orsonène
- Moomen
- Seifeddine
- Mohamed Ayhem
- Yacoub
- Mohamed Sirat
- Mohamed Oubayd,

- Montassar Billeh
- Mohtadi
- Mootassem Bellah
- Oubaidallah
- Monib
- Jihed
- Mohamed Barae
- Mohamed Ezer
- Seif Allah Al Masloul
- Esser
- Arjain
- Mouayed
- Seif El Islem
- Aysser
- Mohamed Yakine
- Mohamed Morsi
- Maysem
- Rawed...

L'exotisme des prénoms importés a bel et bien fait place à une tendance non pas révolutionnaire, mais religieuse. Porter son prénom comme on porte un étendard, tel est le credo de la nouvelle génération.

VOYEZ LA VILLE AUTREMENT



Programme Y&R

PEUGEOT RECOMMANDE TOTAL Photo non contractuelle.

 Devenez fan de Peugeot Tunisie sur www.facebook.com/Peugeot.TN

NOUVEAU CROSSOVER PEUGEOT 2008

MOTION & EMOTION



STAFIM ET SON RÉSEAU :

Rue du Lac Léman - Les Berges du Lac - 1053 Tunis - Tél. : (216) 71 86 04 44 - (216) 71 10 44 00 - (216) 71 80 60 22 - Fax : (216) 71 86 26 22.

• Pour plus d'informations, contactez votre agent Peugeot le plus proche. Liste du réseau disponible sur www.peugeot.com.tn



Mehdi Jomaa

Le plus jeune chef de gouvernement depuis l'indépendance

**«Ce sera mon équipe,
ma décision,
ma responsabilité!»**

«Je serai à l'écoute de tous, mais le choix des membres du gouvernement m'appartient en définitive. Ce sera ma décision, mon équipe et ma responsabilité», affirme clairement, à Leaders, le chef du gouvernement nommé, Mehdi Jomaa. ■■■

Sorti du chapeau à la toute dernière minute et à la surprise générale, après 50 jours de rebondissements successifs, pour former un gouvernement de compétences nationales indépendantes, il divise, à 51 ans, presque par deux l'âge des candidats à la Kasbah qui l'ont précédé, comme Ahmed Mestiri (88 ans) et Mustapha Filali (92 ans). Un vent de jeunesse et de fraîcheur qui donne le moral à toute une génération montante, frustrée de voir le commandement de sa révolution confisqué par la gérontocratie avide de pouvoir.

Dans le dossier spécial que nous lui consacrons, les lecteurs découvriront comment il a été choisi, les coulisses de ce qui s'est réellement passé ce 14 décembre 2013, comment il a appris sa nomination, dans quel milieu familial et valeurs fondatrices il a été élevé et quel a été jusque-là son parcours. Des révélations exclusives qui permettent de mieux cerner sa personnalité et de saisir les raisons de son choix. Fidèle à sa vocation de faire connaître les jeunes compétences tunisiennes, *Leaders* avait présenté, dans son numéro 12 du mois de mai 2012, la success story de Mehdi Jomaa, alors très peu connu en Tunisie. Les plus attentifs s'en souviennent, mais personne n'avait pressenti un parcours aussi fulgurant.

Mehdi Jomaa affronte son destin *«avec assurance et sérénité»*. *«En toute indépendance et en totale conformité avec la feuille de route du Dialogue national»*, souligne-t-il. Le poids de la charge qui lui repose désormais sur les épaules est tellement lourd qu'il doit s'entourer du maximum de chances pour réussir. Certains prêtent à des puissances étrangères un rôle déterminant dans sa désignation. Le quotidien *Le Monde*, pourtant connu par son sérieux, va jusqu'à relayer, en appui, un post circulant sur les réseaux sociaux, montrant Mehdi Jomaa partageant un méchoui dans une gargote sur la route de Béja, avec l'ambassadeur d'Allemagne à Tunis, Jens Pöltner, désormais promu directeur de cabinet du nouveau ministre



Comment il a été choisi

Ce soir-là, la réunion de la Coordination de la Troïka butait sur un grand obstacle: le candidat d'Ennahdha, Ahmed Mestiri, ne suscite que de plus en plus de rejet de la part de l'opposition. Le blocage est total. Cherchant une autre alternative, Marzouki lance à Laarayedh: *«Avez-vous dans votre gouvernement, parmi les indépendants quelqu'un qui pourrait faire l'affaire et serait acceptable?»* Le chef du gouvernement marque un silence, tourne dans sa tête les membres de son équipe, puis avance prudemment: *«Il y a Si Lotfi Ben Jeddou, ministre de l'Intérieur, et le ministre de l'Industrie, Si Mehdi Jomaa...»* Marzouki, Ghannouchi et Ben Jaafar connaissent bien Ben Jeddou, mais n'arrivent pas à mettre un visage sur le nom de Jomaa. Un ange passe, puis la discussion rebondit sur d'autres candidats...

Ce n'est pas l'unique fois que le nom de Mehdi Jomaa est évoqué. Au Bardo, lors des réunions du Dialogue national, Taher Hmila, constituant et fondateur du parti du «Décollage pour l'avenir», le propose dans la foulée. Certains journaux en parlent, mais rares sont ceux qui y prêtent attention.

Il va falloir attendre la décisive journée du 14 décembre. Un vote placera Mohamed Ennaceur en première position, mais Ennahdha met son veto. Jomaa vient juste après lui et Jaloul Ayed n'est pas loin. Il ne restait plus qu'à passer à l'ultime round opposant les deux. Houcine Abbassi s'assure qu'Ennahdha n'a pas de veto contre Jomaa. Rached Ghanouchi qui a annulé à la dernière minute son déplacement à Sfax où il devait présider un grand meeting a préféré conduire lui-même la délégation d'Ennahdha jusqu'au dénouement final. Il demandera alors de consulter. Quittant la salle, il s'isolera pour appeler l'un de ses plus proches. *«Vous le connaissez bien, lui dit-il, comme il le confiera plus tard, en a-t-il l'étoffe? Est-il digne de confiance?»* La réponse était affirmative: *«Il est compétent!»*

Ghannouchi revient dans la salle et donne le feu vert de son parti. Un large sourire éclaire alors plus d'un visage. Ouided Bouchammoui, Hichem Elloumi, Houcine Abbassi, Bouali Mbarki et bien d'autres ne pouvaient retenir leur satisfaction. Jomaa était-il leur candidat? L'avait-il gardé en dernier recours? Difficile à dire avec précision. Mais, pour eux, comme pour d'autres partis, la situation se débloque, on peut passer à l'ultime vote, le Dialogue national a été sauvé. ■

des Affaires étrangères. Avec son humour coutumier, le diplomate s'en défendra en disant : «*Si cela avait été aussi simple pour faire conclure le dialogue national, on l'aurait fait il y a bien longtemps*». Ni

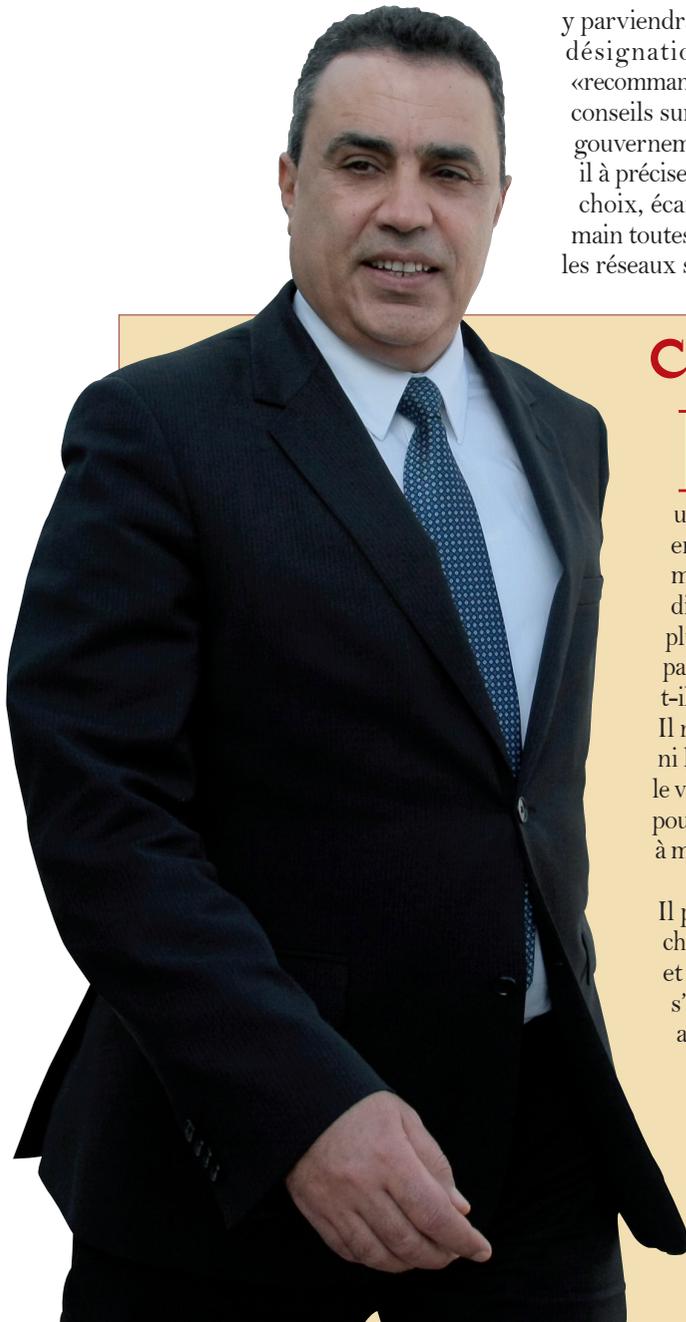
«méchoui-diplomatie», ni «*keftéji-politique*». La raison de son choix est tout autre.

Bien qu'on lui assigne beaucoup plus des missions «techniques», son gouvernement sera en fait hautement politique puisqu'il aura à rallier en sa faveur le spectre le plus large possible de forces politiques, économiques et sociales. Leur soutien sera déterminant. A quelles conditions y parviendra-t-il. Dès l'annonce de sa désignation, il croule sous les «recommandations» de candidats et les conseils sur la configuration du futur gouvernement. Mais, jusque-là, tient-il à préciser, il n'a pas encore fixé son choix, écartant ainsi d'un revers de main toutes les listes qui circulent sur les réseaux sociaux. S'il a multiplié les

contacts avec les dirigeants de partis politiques, organisations nationales, et diverses personnalités, il a prêté une oreille attentive à leurs analyses et les a invités à lui faire part de leurs propositions sur les actions à mener, sans pour autant évoquer, à ce stade, de candidatures.

Trois critères et trois considérations

Nommé en mars dernier à la tête du ministère de l'Industrie, Mehdi Jomaa a surpris tout le monde, en arrivant tout seul, sans le moindre conseiller spécial, reconduisant tous ceux qu'il y avait trouvés. «*Mon équipe, c'est vous*», leur avait-il lancé, galvanisant leurs énergies. Cette fois, c'est à la tête de son équipe ■ ■ ■



Ce jour-là

Encore un samedi, ce 14 décembre, loin de la famille, seul au bureau, profitant du grand calme pour bien potasser ses dossiers. Aucun parapheur ne doit rester sur sa table de travail. Vers 14 heures, un proche parent finit par l'arracher de son courrier pour partager ensemble de savoureux petits mulets (*mejjel*) et une méchouia, à la mahdoise. A table, la discussion roule sur le Dialogue national et les différents candidats en lice. Mehdi Jomaa sait que son nom revient avec plus d'insistance ces dernières 24 heures, mais il n'y prête aucune attention particulière. Il n'a qu'un seul espoir : que ce dialogue aboutisse. Acceptera-t-il de rempiler dans un nouveau gouvernement si on le lui demande? Il n'y a pas beaucoup réfléchi, ne sachant ni celui qui sera à La Kasbah, ni le poste qu'il lui proposera. A sa famille restée en France, il avait fait le vœu de cesser d'être ministre de l'Industrie dès le 15 décembre, espérant pouvoir la retrouver et reprendre son travail. Son vœu sera exaucé. Mais, à moitié seulement, puisqu'il sera choisi pour former le nouveau cabinet.

Il prolongera l'après-midi avec quelques amis d'enfance puis rentrera chez lui. La soirée s'annonce comme d'habitude : lecture, surf sur internet et un peu de télé, la radio est en marche. Les nouvelles commencent à s'accélérer et les coups de fil à pleuvoir. C'est Houcine Abbassi qui annonce la nouvelle sur les ondes. Les appels téléphoniques se font plus nombreux, on le félicite de partout. Serein, il garde la tête froide.

Il mesure la charge qui lui pèsera désormais sur les épaules. Il ne commencera à le réaliser que lorsqu'une équipe de la Garde présidentielle vient frapper à la porte de son appartement. «*Mabrouk! Nous sommes chargés d'assurer votre sécurité*». Ce ne fut que le début...

■■■ qu'il compte prendre ses fonctions à la Kasbah. Le contexte et les enjeux sont bien différents. Sur quelle base choisira-t-il ses ministres ? *«Je me suis fixé trois critères principaux et trois considérations essentielles, révèle-t-il à Leaders. Les critères sont : l'indépendance, non seulement politique mais aussi vis-à-vis de toute source et forme d'influence, la compétence et l'intégrité. Quant aux autres considérations, il s'agit de la cohérence et de la cohésion générale de l'équipe, l'âge et le genre – avec une bonne participation féminine – et la représentation des régions. L'expérience managériale précédente est également nécessaire ».*

Pour le moment, le futur chef du gouvernement s'arrête là, préférant ne pas en dire plus. Comme à l'accoutumée, il n'est guère prolix avec les médias, travaillant toujours loin des micros et des projecteurs, mais dans ses nouvelles fonctions, il sera amené à s'y résoudre. Communiquer bien peu, clairement et utile sera indispensable et il le sait parfaitement. Répartissant ses audiences



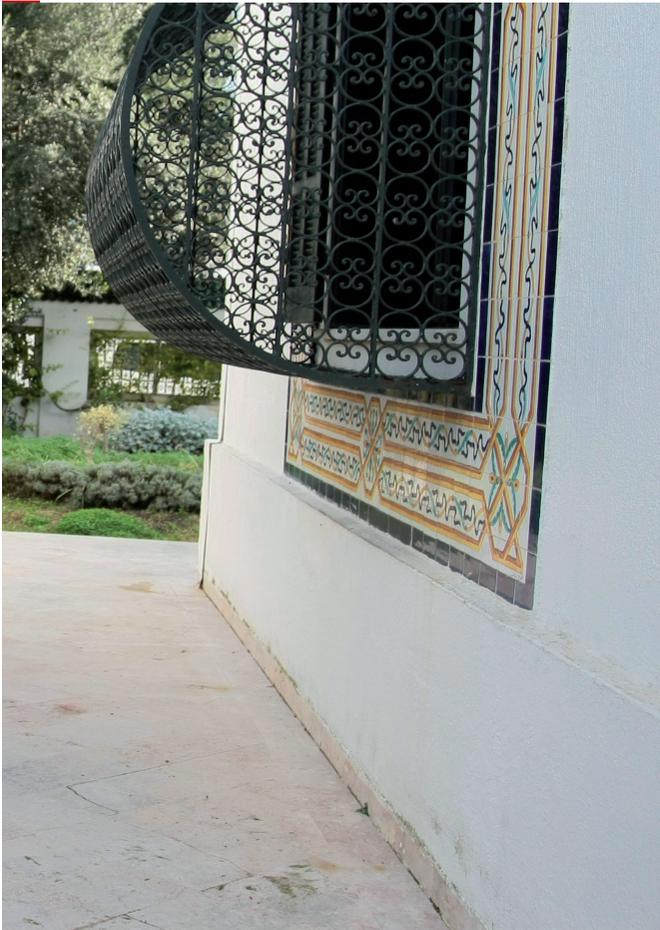
«Al Mokhtar» : une famille très unie

Lorsqu'on s'adresse à lui en Monsieur le chef du gouvernement «Al Mokhtar» (nommé), Mehdi Jomaa esquisse un léger sourire. Cela lui rappelle feu son père Mokhtar et ces affectueux «*Yerham Sil Mokhtar*» que lui lançaient ceux qui l'ont connu.

Avec son diplôme de la Zitouna et sa licence (Alimya), Mokhtar Jomaa, natif de Bekalta, était rapidement recruté en tant que greffier au tribunal de Mahdia où il épousera une cousine de l'ancien ministre des Affaires étrangères de Bourguiba, Mohamed Masmoudi. Elle lui donnera six enfants, cinq garçons et une fille. L'aîné, Lotfi, s'est spécialisé dans l'exportation et le négoce, réussissant à s'implanter à Dubaï et opérant dans de nombreux pays arabes. Son cadet, Ghazi, embrassera la carrière diplomatique et gravira, à coups de concours et d'application, les échelons jusqu'à occuper des postes d'ambassadeur à Buenos Aires, Ankara et New York, avant d'être relevé de ses fonctions de chef de cabinet du ministre, après l'arrivée de Rafik Abdessalem. Les autres sont dans le secteur privé.

Connu pour son sérieux, mais aussi pour son ouverture d'esprit et sa modernité, tout en cultivant ses racines identitaires profondes, le père sera bientôt appelé au cabinet du ministre de la Justice, puis nommé chef du service de la justice et de la législation. Il quittera alors Mahdia pour s'installer avec sa famille au Bardo et c'est ainsi que Mehdi sera inscrit au Lycée Khaznadar. Rapidement, le jeune lycéen, fêru de mathématiques, prendra le pli et se retrouvera à l'ENIT. La France l'accueillera en 1988, pour une recherche de DEA. Il finira par s'y installer (Lire sa bio-express).

Très famille et attaché aux valeurs, Mehdi Jomaa héritera de son père l'ouverture d'esprit et le respect de l'autre, ne jamais rien imposer. Sa mère incitera toujours ses enfants à cultiver leur intelligence et se donner l'ambition d'exceller dans tout ce qu'ils entreprennent. Lui aussi aura une famille nombreuse. Sa femme, basketteuse comme son père Khaled Snoussi (Radès) et économiste de formation, lui donnera cinq enfants, âgés aujourd'hui de 5 ans et demi à 15 ans et demi. En toute innocence, lorsqu'on félicite son plus jeune enfant pour les nouvelles fonctions de son papa, il répond : «*Oui, je sais, il est Premier ministre de l'Industrie !*» Sans se tromper : quand l'industrie va, tout va !



entre son bureau au ministère de l'Industrie et Dar Dhiafa à Carthage, mise à sa disposition, il est en phase d'écoute, de réflexion et de synthèse. L'essentiel à ses yeux, tel un manager, est de clarifier la vision générale assignée par la feuille de route, fixer les priorités, définir le concept de son gouvernement et son architecture, fixer les termes de références et les descriptions de poste et lancer alors un appel à candidatures. Son choix risque d'être limité.

Où puiser les grosses pointures ?

Dès le lendemain de sa nomination, d'actuels ministres «indépendants» ont fait part à Mehdi Jomaa de leurs «bonnes dispositions» à rempiler sous sa conduite. Qui pourra-t-il garder et qui doit-il éconduire ? Avant même d'y songer, beaucoup de voix s'élèvent pour lui demander avec insistance d'écarter tous les membres du gouvernement sortant, «indépendants» compris, mais aussi tous les ministres qui avaient servi sous

Bourguiba, Ben Ali, Ghannouchi 1 et 2, Essebsi et Jebali. Plus encore, certains vont même jusqu'à y ajouter les principaux noms qui avaient fait l'objet de délibérations du Dialogue national.

Où pourra-t-il puiser alors les bons profils recherchés en dehors des politiques ? Le vivier est restreint : la haute administration, le secteur privé, les professions libérales et la société civile. Ceux qui connaissent bien Mehdi Jomaa savent que son loisir préféré est la pêche à la ligne. Il éprouve, en effet, un grand plaisir à traquer calmement le bon poisson, un à un, avec patience, mais dès qu'il sent le fil frémir, il tire rapidement sa pêche. Même si, à présent, il y a urgence, il ne manquera certainement pas de nous surprendre le jour où il annoncera la composition de son équipe.

Un changement de style

Quel est son programme, quelles seront ses dix premières grandes décisions et que fera-t-il chaque jour durant ses premiers 100 jours à la Kasbah ? Il ne le dit pas, mais l'élaboration de son plan est certainement bien avancée, en attendant de le figurer avec son équipe. Ce qui est certain, c'est que ce plus jeune chef de gouvernement depuis l'indépendance insufflera un sang neuf à la Kasbah et opérera un véritable changement de style. Un nouveau management gouvernemental dont la Tunisie a grand besoin. Les défis ne manquent pas, les cadeaux empoisonnés aussi. Chacun lui lance un «soutien critique» et le prévient d'une «mise à l'épreuve», refusant de lui accorder «un chèque en blanc». En fait, c'est l'ensemble de la classe politique, économique et sociale qui est mise à l'épreuve. C'est à elle de démontrer qu'elle peut laisser ce gouvernement travailler et l'assurer de l'indispensable soutien à conduire la Tunisie vers des élections libres et indépendantes, en toute transparence. Gardant la tête froide, et se gardant de se retrouver dans une bulle qui le coupe de la Tunisie profonde, Mehdi Jomaa affiche assurance et sérénité. Il faut avoir la foi. Laïque ? ■

T.H.

Bio-Express

De Khaznadar à la Kasbah

Né sous une bonne étoile ? Mehdi Jomaa, 51 an, doit beaucoup à un heureux concours de circonstances. Tout avait commencé après son diplôme d'ingénieur obtenu à l'ENIT (1988), par un séjour de recherche censé être de courte durée en France, dans le cadre d'un DEA en mécanique, calcul et modélisation des structures. Son encadreur, le Professeur Mohamed Jaoua, l'avait orienté vers Hutchinson où il sera rapidement recruté au sein de Paulstra Industrie comme ingénieur de développement calcul scientifique. Promu, successivement, responsable du calcul scientifique, chef du service technique, responsable du bureau d'études aéronautique, ferroviaire et industriel et directeur technique de la division Aéronautique et Défense, il sera directeur général et nommé membre du comité de direction en 2009. Son périmètre couvre 6 filiales qu'il visite sans cesse, au moins une fois tous les deux mois.

Juin 2012, il participait au Salon professionnel Planète PME de Paris lorsqu'il tomba sur un condisciple de l'ENIT, devenu ministre-conseiller chargé des Affaires économiques, Ridha Saïdi, qui accompagnait Hamadi Jebali, invité d'honneur du Grand forum. Jebali le repêra et lorsqu'il envisagera de former, en février 2013, un gouvernement de compétences indépendantes, il se souviendra de lui et lui proposera d'en faire partie. Jomaa hésitera, prendra le temps de réfléchir, de consulter sa famille et d'en parler avec sa hiérarchie. Il finira par accepter «pour rattraper un devoir de service national» qu'il n'a pas eu l'occasion d'effectuer sous les drapeaux. La démission de Jebali le soulagera un peu... juste pour quelques jours et voilà son successeur Ali Laarayedh qui lui renouvelle la proposition. C'est ainsi qu'il sera nommé le 13 mars 2013, ministre de l'Industrie. Il y fera ses preuves.

Un autre «coup du hasard» jouera en sa faveur. Un certain 14 décembre 2014...



Par Mansour Moalla

On a enfin un chef de gouvernement et une nouvelle phase, la cinquième, s'ouvre dans le parcours d'une révolution perdue dans des affrontements entre les fractions politiques.

Le cinquième gouvernement ?

D'où cette succession de gouvernements «provisoires» et «transitoires» condamnés à l'échec et qui, par définition, ne pouvaient guère réaliser les objectifs de la Révolution : d'où une liberté dans l'insécurité et la menace terroriste, la crise économique et financière, l'agitation sociale, l'affaiblissement et la perte d'autorité de l'Etat, la détérioration des services publics, la «politisation» excessive des municipalités devenues des «délégations spéciales» abandonnant nos rues à toutes sortes de décombres et de déchets, illustrant l'impuissance des autorités.

Il est impératif aujourd'hui de mettre un terme à un processus aussi destructif et qui ne peut que conduire le pays à l'arriération sur tous les plans.

Il est absolument nécessaire aujourd'hui de quitter les réflexes de la politique politicienne qui restreignent les ambitions des uns et des autres à la conquête d'un pouvoir qui ne peut être efficace que s'il est respecté et appuyé par la population.

Ce sont ces réflexes qui expliquent cette succession de gouvernements provisoires et inefficaces alors que la Révolution aurait dû provoquer un sursaut national et l'union de toutes les forces vives pour sauver le pays, lui éviter le désordre et l'anarchie et pour lui permettre de redresser son économie et de poursuivre son développement grâce à l'établissement d'un plan judicieux et d'une constitution civile et démocratique.

Au lieu de cet effort salutaire, on a vécu trois ans sans constitution, sans plan de développement, à la dérive, au gré des événements, menaçant les voisins et les grands de ce monde dans leurs intérêts stratégiques. Et les uns et les autres de se plaindre de cette «intervention» dans nos affaires intérieures. Celle-ci n'aurait pas existé si nous avions mieux géré nos propres affaires. Et l'incapacité ne peut que provoquer toutes sortes d'interventions.

Il nous faut aujourd'hui nous reprendre et choisir une voie plus efficace, plus nette, plus claire, plus compréhensible pour l'ensemble des compatriotes.

Vu l'inefficacité du système en place, on va tenter pour la seconde fois d'utiliser le mécanisme d'un gouvernement non partisan composé de personnalités compétentes.

...La précipitation, la confusion et l'inorganisation sont à éviter à tout prix. Celles-ci ayant manqué, la première expérience d'un gouvernement de «compétences» a échoué...

Ce second essai ne doit pas échouer comme celui qui l'a précédé.

Or l'échec est inévitable si certaines conditions ne sont pas réunies.

1. La personnalité choisie, Mehdi Jomaa, qui part avec un préjugé favorable, doit disposer de tous les pouvoirs nécessaires pour échapper à toute subordination et faire face à toutes les tâches difficiles qui l'attendent. L'équipe gouvernementale conduite par son président doit disposer du temps et des moyens nécessaires pour accomplir la mission qui lui incombe : sauver le pays et redresser l'économie. On doit lui faire confiance et ne pas l'enfermer dans un délai restreint de nature à la perturber et la conduire aux solutions de facilité.

2. Le gouvernement doit s'occuper prioritairement des questions les plus urgentes : en premier lieu, l'insécurité et le terrorisme qui n'autorisent guère la tenue d'élections dans des conditions rassurantes, et en second lieu, le redémarrage de l'économie, incompatible avec l'insécurité, la restauration de la confiance, la reprise des investissements, l'équilibre de la balance des paiements pour éviter la cessation de paiements, le redressement de la monnaie nationale, le pauvre dinars tombé au plus bas, ayant débuté à la parité de 2,38 dollars US, le dollar ne valant alors que 0,420 millime et parvenant aujourd'hui à valoir 4 fois plus, soit 1,6503 millime. Exprimé en dollars, le dinar ne vaut plus aujourd'hui que 0,412 cent au lieu de 2,38 dollars. C'est l'inverse de sa parité de départ.

3. Les tâches politiques doivent revenir à un Haut comité politique national regroupant les représentants des partis de la Troïka, ceux de l'opposition et ceux enfin de la société civile conduits actuellement par les quatre organisations du Dialogue national. Ce comité ne doit pas être pléthorique, 18 personnalités, 6 de chaque groupe avec une présidence assumée par chaque groupe tous les 3 mois. Ce comité doit être permanent et constituer le seul partenaire du gouvernement pour éviter des interventions politiques intempestives. La tâche principale du Haut comité consiste dans l'approbation définitive de la Constitution, de l'ISIE et de la loi électorale et la préparation des élections de façon à éviter le contrôle de celles-ci secrètement ou de manière avouée par un parti ou une fraction quelconque. Il sera ainsi occupé à plein temps et devra siéger en permanence jusqu'à la fin de cette dernière et ultime période «transitoire». Ce comité représentera pleinement les forces politiques, économiques et sociales du pays mieux qu'une Assemblée politique dont le mandat est terminé depuis plus d'un an.

4. Le gouvernement et le Haut comité politique national constitueront ensemble le Conseil de la République qui

jouera le rôle d'une Assemblée délibérative pour établir les lois et les règlements nécessaires à la gestion des affaires publiques. Il est présidé par une personnalité indépendante choisie par les membres du Conseil de la République. Il jouera le rôle de chef de l'Etat intérimaire.

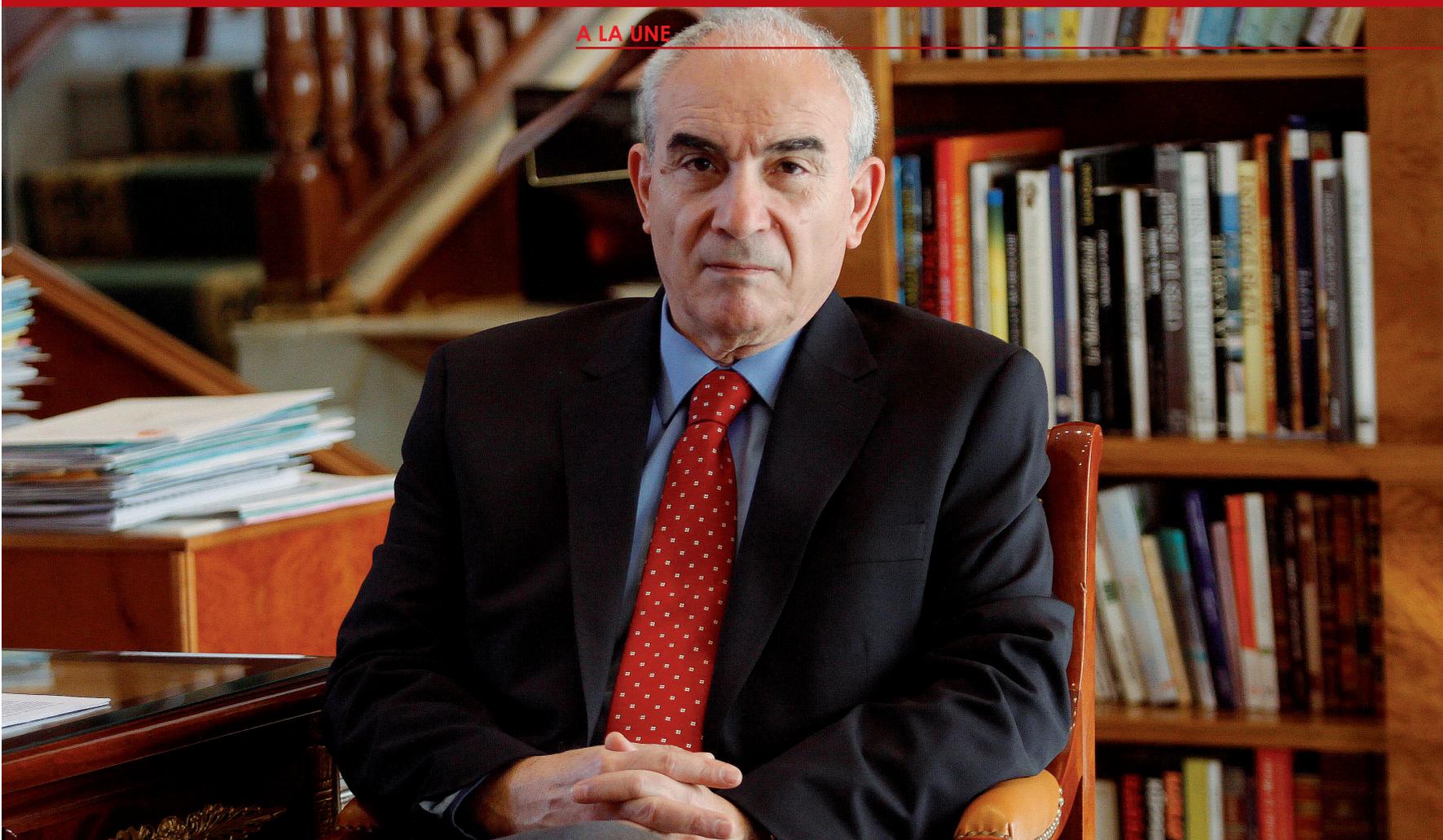
5. Ce nouveau dispositif institutionnel adapté aux nécessités de l'heure doit d'abord recevoir l'accord des parties concernées. Ce consensus n'est cependant pas suffisant. Il peut s'effriter et disparaître. Il doit être confirmé par le suffrage universel au moyen d'un référendum qui peut intervenir rapidement, ne nécessitant ni loi électorale, ni ISIE, ne donnant pas lieu à une distribution de sujets entre majorité et opposition. Ce référendum est nécessaire pour conférer une pleine légitimité aux institutions qui vont avoir à clore une période transitoire avec le succès souhaité. On n'a pas le droit de risquer un échec qui sera alors particulièrement néfaste sous prétexte qu'on veut aller vite pour des raisons inavouées et inavouables.

La précipitation, la confusion et l'inorganisation sont à éviter à tout prix. Celles-ci ayant manqué, la première expérience d'un gouvernement de «compétences» a échoué après de nombreux mois de tergiversations et la mise en échec de son promoteur par son propre parti !

Si on se précipite, comme on s'évertue à le proclamer ici et là pour paraître plus «démocrate», on finira par perdre le bénéfice du travail qu'aurait pu accomplir le gouvernement de compétences, des élections précipitées avec leur cortège de discours électoraux, d'accusations réciproques, de fausses promesses ou, pire, de tentations matérielles dans ce monde et même dans l'au-delà. Méfions-nous. Soyons patients. Donnons le temps au gouvernement, au Haut conseil politique national et à ce Conseil de la République d'agir calmement et avec sagesse, bénéficiant d'une légitimité renouvelée, celle utilisée actuellement n'étant plus valable (*). C'est en travaillant ensemble au sein de ces institutions de manière constructive qu'on peut renforcer l'union nationale et arriver aux élections dans une atmosphère apaisée, un pays calme, une économie qui repart et sans trop d'agitation sociale. Peut-être alors qu'on pourra éviter, après ces élections, un gouvernement privilégiant l'intérêt supérieur du pays à ses intérêts partisans, ce qui serait une victoire de la démocratie et la délivrance du pays. ■

M.M.

(*) Faire dépendre le sort du gouvernement de compétences de l'ANC, c'est l'obliger à s'aligner sur la politique de la majorité de cette Assemblée ou se voir harcelé, perturbé et finir par échouer, échec aujourd'hui inacceptable et qui sera considéré comme une trahison nationale.



Aziz Krichen

«Ma famille ne se réduit pas à la Troïka; ma famille, c'est le pays tout entier !»

Quel rôle l'élite doit-elle occuper dans la Tunisie d'aujourd'hui ? L'élite, qu'elle soit intellectuelle ou économique, a toujours existé, sa contribution a évolué avec la situation du pays. Dans l'ancien régime, elle a eu des visages multiples.

Un projet alternatif, porté par les patriotes et les démocrates, au-delà des clivages idéologiques et de la bipolarisation, est indispensable d'urgence pour la Tunisie, estime Aziz Krichen. Premier

conseiller auprès de Moncef Marzouki à la présidence de la République, fort de ses 40 ans de militantisme, homme libre dans sa pensée comme dans ses propos, il met en garde contre les tentations hégémoniques et les risques de dérives autoritaires.

Appelant à une large union nationale pour construire la démocratie, il annonce dans cette interview son intention de s'impliquer totalement dans l'élaboration d'une telle alternative. Au passage, il s'explique sur les raisons de sa démission du CPR, tout en restant à Carthage ; il revient sur sa critique publique du Livre noir, évoque ce qu'il considère comme le fait le plus significatif accompli durant ses deux années à la Présidence et sa plus grande frustration, ainsi que ses relations de travail avec Marzouki. Il lève enfin le voile, ne serait-ce que partiellement, sur le complot dénoncé cet été. Interview.

Comment pouvez-vous à la fois rester premier conseiller auprès du président de la République et démissionner de son parti ?

Il y a aujourd'hui beaucoup de confusion dans le pays. Les gens mélangent deux choses très différentes : l'activité partisane et le service de l'Etat. Je suis hostile à l'orientation actuelle du CPR. N'ayant pas réussi à le faire changer de position, je le quitte – pour rester en conformité avec mes propres convictions. Quand le Président m'a appelé à ses côtés, il y a deux ans, je n'étais d'ailleurs pas membre du CPR ; je retrouve par conséquent ma situation initiale. La politique de la Présidence ne se décide pas au BP du CPR.

La polarisation de la vie politique est telle que les gens sont obnubilés par les querelles partisans, oubliant qu'il y a l'Etat, que je place au-dessus de tout, et que cet Etat doit continuer à fonctionner. Je donnerai un seul exemple : une des missions essentielles de la Présidence, à travers le Conseil de sécurité nationale, est de veiller à la sécurité du pays et des citoyens, en organisant notamment la lutte contre le terrorisme. Quand on participe à ce Conseil, on ne s'amuse pas à démissionner. On accomplit son devoir, indépendamment de ses états d'âme.

Qu'est-ce qui vous oppose au CPR ?

Je me suis fait la promesse d'en informer en priorité les militants. La question essentielle, c'est le sectarisme, le refus de comprendre que le contexte actuel est plein de dangers et que le pays a besoin d'être rassemblé et non pas divisé. Je n'en dirai pas plus pour le moment.

Deux ans passés à Carthage, quel fait majeur significatif revendiqueriez-vous le plus ?

Le jour où l'on dressera le bilan de cette période, on ne mentionnera pas un fait précis, mais une orientation générale. Chaque fois que le pays s'est trouvé confronté à une situation de crise – nous en avons connu cinq ou six sérieuses – je

me suis efforcé, aux côtés du Président, de favoriser une solution négociée, consensuelle, rejetant le passage en force et la fuite en avant. Bref, j'ai cherché à rassembler, jamais à séparer. C'est dans cet esprit que j'ai agi pour imposer des personnalités indépendantes dans les ministères de souveraineté après la démission du gouvernement Jebali ; c'est dans cet esprit aussi que j'ai participé au dialogue entre partis au printemps dernier ; c'est dans cet esprit enfin que j'ai demandé publiquement, dès le 5 août dernier, le départ du gouvernement Laarayedh et son remplacement par un gouvernement d'union nationale. Dans les situations de transition, la tentation de l'affrontement peut être suicidaire. On sait quand ça commence, on ne sait pas quand ni comment ça peut finir.

Et votre plus grande frustration ?

Que l'image de la Présidence ait fini par être contaminée par les clivages idéologiques qui divisent le pays ; que l'on n'ait pas toujours su maintenir une position d'unité et de rassemblement, qui transcende la bipolarisation. Il faut dire que l'on n'a pas été beaucoup aidés par les uns et les autres. Les ministres CPR du gouvernement assument à cet égard une lourde responsabilité.

Vous avez nettement pris vos distances à l'égard du Livre noir et dénoncé sa publication

J'ai en effet critiqué cette initiative, je ne vais donc pas y revenir. J'aimerais cependant ajouter qu'elle a eu une conséquence indirecte très positive : elle a rendu nécessaire l'adoption par l'ANC du projet de loi sur la justice transitionnelle, un projet laissé dans les tiroirs depuis des mois. C'est en quelque sorte un mal pour un bien.

En fait, vous n'êtes pas dans les règlements de comptes et les clivages, mais pour une large union

J'ai œuvré ma vie durant pour la révolution et la chute de la dictature. Quarante-huit heures seulement après le 14 Janvier, j'ai

évoqué dans une lettre ouverte, depuis mon exil en France, la nécessité d'un large front uni, mettant en garde contre le risque de se laisser entraîner dans les clivages identitaires. En mars 2011, j'ai rédigé un long texte programmatique intitulé précisément « Où réside le devoir : dans la division ou dans l'unité ? » Deux mois plus tard, j'allais encore plus loin. M'adressant aux dirigeants des partis ayant formé l'ossature du Collectif du 18 octobre 2005, j'ai appelé à aller ensemble aux élections, dans le cadre de listes communes, pour qu'il n'y ait ni vainqueurs ni vaincus parmi l'ancienne opposition à Ben Ali. Faute de quoi, pronostiquais-je, nous allions consacrer nos énergies à nous combattre les uns les autres, au lieu de travailler en commun à la réalisation des objectifs de la révolution. Malheureusement, mes mises en garde n'ont pas été entendues tout de suite.

Dès le départ, j'étais convaincu que cette unité était indispensable pour maintenir le cap, démanteler le système de l'ancienne dictature mafieuse, jeter les fondements d'un Etat de droit, tout cela en apprenant à vivre ensemble, y compris en se contrôlant mutuellement. Après les élections du 23 octobre, je n'ai jamais considéré que mes amis ne pouvaient se trouver qu'à l'intérieur de la Troïka et que je n'avais que des ennemis dans l'opposition. Je n'ai jamais succombé à un tel manichéisme. Il y a une différence radicale entre les règles du jeu dans une démocratie pleinement constituée et les règles pour une démocratie à construire.

Votre position auprès de Marzouki ne doit pas être facile

Votre question n'a pas beaucoup de sens. Je suis engagé en politique depuis plus de 40 ans, depuis 1966 très exactement, année de mon premier emprisonnement. On ne peut pas dire que je suis inconnu au bataillon. Et tout le monde sait que je n'ai pas l'habitude de m'asseoir sur mes convictions. Je n'ai jamais été un benî-oui-oui, ni sous Bourguiba ni sous Ben Ali. Il n'y a pas de risque que je me mette aujourd'hui à pratiquer la langue de bois. Je crois avoir été parmi les tout premiers, en janvier 2011, à appeler à l'élection

d'une nouvelle assemblée constituante. Après le scrutin du 23 octobre, j'ai continuellement œuvré à l'élargissement de la Troïka, ce qui est en train de se réaliser aujourd'hui à travers la formule du gouvernement de compétences. Combattues ou incomprises au début, plusieurs de mes propositions ont fini par être traduites dans la réalité. La transition exige l'unité, mais elle exige aussi la critique et l'autocritique, sans quoi l'on se prive de la capacité de corriger ses propres erreurs. Il n'y a eu dans le monde arabe que deux vrais soulèvements révolutionnaires : le premier en Tunisie, le second en Égypte. Je félicite les Tunisiens d'avoir évité la catastrophe survenue en Égypte. Nous ne sommes ni meilleurs ni pires que les autres, nous avons commis de nombreuses erreurs, mais nous avons su maintenir le cap sur la démocratie. Ce n'est pas rien.

Comment voyez-vous les prochaines élections ?

J'ai une inquiétude et une espérance. L'inquiétude, c'est la bipolarisation. Elle a eu tendance, ces trois dernières années, à s'aggraver, au lieu de s'atténuer. Nous subissons l'affrontement de deux frères ennemis, dont les querelles font obstacle au progrès politique et économique du pays depuis des décennies. Naguère, le RCD au pouvoir désignait les islamistes comme son ennemi n°1. Cette désignation faisait de ces derniers la seule alternative crédible au régime et orientait vers eux un grand nombre de ceux qu'il mécontentait, marginalisant ainsi les autres forces d'opposition.

Depuis deux ans qu'il est au pouvoir, le parti Ennahdha emploie la même technique. Il désigne Nida Tounes — où ont trouvé refuge beaucoup d'hommes et de réseaux de l'ancien régime — comme son adversaire principal. Cette légitimation officielle a produit des résultats semblables : elle a poussé vers le parti de BCE un grand nombre des mécontents actuels et réduit à peu de chose le reste de l'opposition.

Dans les deux cas de figure, les forces intermédiaires — composées pour l'essentiel de courants démocratiques et

progressistes — se retrouvent laissées pour compte. Les destouriens forment une famille politique légitime. Tout comme la famille islamiste. Je n'éprouve à leur égard aucun sentiment de rejet ni d'exclusion. Bien au contraire. Mais je ne veux pas que la famille dont je suis moi-même issu — la famille des démocrates et des progressistes — continue à se placer à leur remorque. Je ne veux pas pour elle un rôle d'auxiliaire ni un statut de supplétif. Je le veux d'autant moins que je ne vois pas comment la transition démocratique peut s'accomplir et devenir irréversible sans une contribution décisive de sa part.

C'est à ce niveau que se situe mon espérance. Le camp démocratique est aujourd'hui fragmenté, sans programme distinctif, sans leadership incontesté. Je veux travailler à faire changer cet état de choses. Lors des prochaines élections, sans remettre en question la légitimité des uns et des autres ni la nécessité d'alliances de gouvernement les plus larges possibles, je souhaite que nous allions à la bataille sous notre propre drapeau, que nous ne soyons pas noyés dans des fronts électoraux dirigés par d'autres que nous. Je veux que nous puissions, demain, compter et peser. Cet espoir est-il réalisable ? Je n'ignore pas les difficultés de la tâche. Mais je sais aussi que nous nous trouvons à un moment de notre histoire où tout s'est accéléré et où la scène politique est en pleine effervescence. Je sais également que l'alternative démocratique est attendue par de très nombreux citoyens, hors des partis et dans les partis. Je veux en tout cas consacrer à ce projet l'essentiel de mes efforts dans la période qui s'ouvre.

Dans différentes interviews à la presse étrangère, Marzouki a parlé d'un complot, mais nous n'avons entendu parler d'aucune enquête ouverte

Qui vous dit qu'il n'y a pas d'enquête ? Ces questions sont trop sensibles pour être dévoilées dans les médias. On n'en parle pas publiquement, mais on agit.

Soyez plus précis

Pour donner un éclairage indirect à cette affaire, on peut rappeler qu'au lendemain même du coup d'État en Égypte, certains gouvernements se sont empressés d'injecter des sommes considérables dans ce pays. Il y a des régimes, notamment au Golfe, qui ne supportent pas beaucoup nos expériences de démocratisation. Et ces régimes ont des réseaux, des clients et des moyens financiers, beaucoup de moyens. La réalité de leurs tentatives de déstabilisation chez nous est avérée.

Est-ce facile de travailler avec Marzouki ?

En ce qui me concerne, oui. Et c'est même stimulant. Le Président est un homme d'une grande culture et d'une grande intelligence. Il y a entre nous une vraie relation de confiance, même si nous ne sommes pas toujours d'accord. Cela étant, je suis peut-être son premier conseiller, mais je ne suis pas plus que cela. Je le conseille, mais je ne décide pas à sa place. Je donne des avis, propose des analyses mais, en définitive, il est seul maître de ses décisions. C'est cela la règle du jeu. Et il est normal qu'il en soit ainsi. On n'a pas à le juger sur ce que je pense ; on n'a pas à me juger sur ce qu'il fait. ■



الإدخار مع QNB يُربحك أكثر مما تتوقع.



لجنة غير ملزمة للشراء، قانون المسابقة مودع لدى عدل الإسهاد السيد: نور الدين الخلفي
العنوان: 44، شارع النخيل، رهوف، 2051، المحكمة الابتدائية الأولى تونس - 2
قانون المسابقة متواجد في المقر الرئيسي للبنك العنوان



إدخار مع QNB وتأهل لدخول السحب على جوائز فاخرة :

الجائزة الأولى : سيارة شيفروليه كروز

الجائزة الثانية : 5 دفاتر إدخار بقيمة 1000 دينار الدفتر الواحد

الجائزة الثالثة : 5 أبل أي باد ميني

*تطبق الشروط والأحكام

آسيا، إفريقيا، أوروبا، الشرق الأوسط qnb.com.tn



Par Walid Bel Hadj Amor

Quel rôle l'élite doit-elle occuper dans la Tunisie d'aujourd'hui ? L'élite, qu'elle soit intellectuelle ou économique, a toujours existé, sa contribution a évolué avec la situation du pays. Dans l'ancien régime, elle a eu des visages multiples.

Elite, où es-tu donc ?

De celle qui, clientéliste, a contribué à asseoir la dictature et à la renforcer et qui n'a pas hésité à en tirer profit, à celle qui a pris ses distances, jouant à la politique de l'autruche, tournant le dos au pays, renonçant à ses prérogatives, ne prenant aucun risque, aucun engagement. Or il ne peut y avoir d'élite sans capacité d'intervention, d'engagement en faveur du changement. Il n'y a pas d'élite dans le statu quo de la pensée dominante, dans la bien-pensance du politiquement correct. L'élite doit déranger, secouer, agiter des idées pour solliciter l'intelligence de la société.

Le terme élite ayant originellement pour racine le fait d'être élu (la même racine se retrouve en arabe), s'est petit à petit mué en la désignation d'une catégorie minoritaire dotée de qualités acquises ou de privilèges innés. L'élite avait à l'origine un sens positif permettant d'opposer la méritocratie, capacité de la république à proposer un avenir, à l'aristocratie et sa capacité d'offrir une naissance. Il faut dire que le terme fut affaibli de sens différents selon les civilisations, et en particulier dans le fait d'y intégrer ou non la classe dirigeante et de reconnaître ou non à l'élite une influence politique.

L'élite a-t-elle une légitimité aujourd'hui, un rôle à jouer dans la construction du pays et du système démocratique ? Cette question est d'autant plus posée qu'il y a une forte tendance à délégitimer l'élite et n'utiliser ce terme que sous une forme péjorative, pour dénigrer sa potentielle contribution. C'est ainsi que l'élite est devenue la définition d'une minorité omnipotente, responsable de tous les maux. La classe politique a d'autant plus tendance à dénigrer l'élite du pays qu'elle confond souvent l'élite avec le pouvoir de l'argent et les mafias en tous genres. Cette confusion voulue est tendancieuse et populiste, elle cherche à opposer la jeunesse majoritaire, révolutionnaire et progressiste à une élite minoritaire, velléitaire et conservatrice.

Il faut tout d'abord relever que le principe même de conférer un rôle prédominant à l'élite est a priori contradictoire avec le principe de la démocratie électorale, censée conduire à une représentation nationale conforme à la cartographie du pays. Mais voilà, le principe de l'élection n'est peut-être pas que chacun vote pour celui qui le représente le mieux, mais plutôt pour celui qui est le mieux à même de le porter plus avant. Si l'on se contentait d'une représentation nationale médiane, cela ne permettrait pas d'espérer

« Les esprits d'élite discutent des idées, les esprits moyens discutent des événements, les esprits médiocres discutent des personnes. »

(Jules Romains)

l'élévation de la pensée vers l'excellence. Notre constituant, pittoresque et truculent, l'aura reconnu à ses dépens. Conduire nécessite des qualités au-dessus de la normale, et ce n'est faire injure à personne que de le reconnaître.

C'est pour cela que l'élite doit prendre conscience de son rôle au sein de la société. Elle doit renoncer au confort acquis, et se contraindre à jouer un rôle de repère pour baliser le chemin vers la justice, l'éthique et la vérité. Elle doit être en mesure de renoncer à ses avantages pour mettre sa notoriété au service de la communauté, en mettant en avant le savoir plutôt que l'opinion. Encore faut-il qu'elle se reconnaisse dans les attentes populaires, vouloir les concrétiser plutôt que de les orienter.

Jusqu'à-là, au-delà de s'engager en politique, l'élite s'est bornée à conseiller plutôt qu'à gouverner, partant du principe qu'il fallait mieux limiter ses ambitions pour ne pas être rangée dans le camp des opportunistes, recherchant le pouvoir pour raffermir sa position. Elle doit accepter pour cela de se mouvoir, dorénavant, dans un environnement moins protégé, à prendre plus de risques et assumer son rôle vis-à-vis de la communauté avec plus de responsabilité politique et sociale en général.

La Tunisie a désormais besoin d'une élite progressiste qui s'engage loin de tout calcul, et qui soit en mesure de sortir le pays des chemins communautaires, des dérives religieuses pour inspirer l'avenir et engager une dynamique nouvelle.

Il ne faudrait pas que cette élite sombre dans la peur de la solidarité. La solidarité n'est pas l'antithèse de la méritocratie, mais sa grandeur. Comme chacun sait, faire partie de l'élite n'est pas seulement une question de mérite, mais parfois de chance, d'opportunité, ou de bonne étoile. La solidarité n'est ni l'aumône, ni la bonne conscience. C'est la conviction que ce qui est bon pour la communauté est bon pour l'individu, pour peu qu'il assume son appartenance à cette communauté.

En Tunisie, on parle souvent des opportunités ratées, on vit toujours sur l'idée qu'on se fait du pays et de son potentiel, jamais de ses résultats, de sa réalité. Ce potentiel est-il réel, ou est-ce une utopie entretenue pour maintenir l'espoir, et éloigner les soupçons d'une classe dirigeante amorphe ? Chaque année, depuis des décennies, la Tunisie compte les occasions ratées et empile les faillites.

Le rapport PISA a défrayé la chronique en Europe. Il est passé sous silence en Tunisie. Ses conclusions sont sans appel, le système éducatif tunisien fabrique de la médiocrité et continuera à le faire. La Tunisie est en queue de peloton, 60ème sur 65 économies des pays de l'Ocde et pays partenaires, pour ce qui est du score de la performance en

mathématiques. Or ce que nous explique ce rapport, c'est qu'il s'agit là d'une donnée prédictive fiable quant à l'avenir de ces jeunes adultes, et que cela influe directement sur leur capacité à suivre des études supérieures. Quel rapport avec l'élite et son rôle en démocratie, me diriez-vous ? Le rapport PISA indique que *«les individus très performants en mathématiques sont plus susceptibles de faire du bénévolat, de se considérer comme acteurs plutôt que comme des objets des processus politiques»*. En résumé, ce sont ceux-là qui formeront des citoyens à part entière, en mesure de s'engager et d'apporter quelque chose à la construction d'une démocratie.

Il faut savoir que l'écart entre la Tunisie et le pays le plus performant, soit 225 points sur l'échelle de la culture mathématique, représente l'équivalent de 5 à 6 années d'études pour un élève de 15 ans. Lorsque l'on sait que dans le même temps, l'écart entre les élèves les plus performants et les élèves les moins performants, dans un même pays, est de 300 points en moyenne, l'on se dit qu'il doit y avoir beaucoup d'analphabètes diplômés dans notre pays. Le rapport rappelle, par ailleurs, que *«de piètres compétences en mathématiques limitent sérieusement la capacité des individus à accéder à des emplois plus gratifiants et rémunérateurs»*, et que *«dans l'action publique, l'équité, l'intégrité et l'ouverture dépendent aussi des compétences des citoyens»*.

Rien de tout cela n'est surprenant, et il n'est pas nouveau non plus que personne n'en parle. Il faut reconnaître qu'il y a en Tunisie, comme ailleurs, une forme de connivence, voire de solidarité, entre médiocres, qui consiste à cacher la poussière sous le tapis et à tourner le dos pour mieux nier la réalité. Une forme de : Je te tiens, tu me tiens par la barbichette !

Il y a en Tunisie une forme de pensée dominante, *«que tout doit passer par l'Etat, et son administration»*, qui finit par écraser l'esprit d'initiative et créer des distorsions dans les politiques publiques. Rien d'étonnant à cela lorsque l'on se fie au discours lénifiant sur la Tunisie et son système éducatif performant, son infrastructure, son système de santé, son administration et j'en passe, des preuves du miracle tunisien comme aimaient à le répéter les uns et les autres, élites du premier rang.

Ce pays n'est pas gouverné, il est administré comme au temps de la colonisation, pris en otage par une classe incompetente qui ne connaît rien à l'économie, ni à l'entreprise, et encore moins à la gestion. Au mépris d'une élite arrogante et spectatrice, le pays est aujourd'hui sous la coupe d'une administration incompetente, agissante.

Il ne manquerait plus qu'un gouvernement de technocrates issus de cette caste, et la Tunisie passera définitivement sous le régime de la République de fonctionnaires. ■

W.B.H.A.



Culture politique et langage de vérité

Les Tunisiens ne se rendent hélas pas compte que leur pays a besoin d'être réformé en profondeur et que les réformes institutionnelles et politiques ne constituent pas une fin en soi.

Ils n'ont pas conscience non plus que sans réformes de structure, leurs problèmes socioéconomiques ne pourront jamais être résolus. Le champ de la réforme se réduit pour eux au juridique et au constitutionnel, conformément à ce que leur assènent, à dessein et à longueur de journée, les médias, les politiques et les juristes. Un exemple suffit pour illustrer cette «déconnexion» des réalités. Si l'on admet que le chômage des diplômés du supérieur constitue l'un des défis les plus importants à relever, il faut admettre aussi que sa résorption graduelle requiert que l'on procède, concomitamment, aux réformes de la formation universitaire et professionnelle, la réorientation de la stratégie industrielle et économique vers des activités à haute intensité de capital et plus de valeur ajoutée, la transformation des relations entre le monde industriel et économique et les centres et pôles de recherche, le transfert graduel de la «compétitivité» de l'économie nationale du coût de la main-d'œuvre et du tripatouillage monétaire vers l'amélioration de la productivité de l'ensemble des facteurs et enfin la consolidation de l'assise financière et statutaire des entreprises, sans oublier les réformes fiscale et financière qui doivent accompagner l'ensemble.



Par Habib Touhami

Or depuis trois ans, rien n'est concrètement fait, proposé ou discuté à ce propos. La raison est que ni les gouvernements successifs, ni les partis politiques, ni les élus, ni la presse, ne veulent dire les vérités qui fâchent. Au contraire, ils ont tous choisi délibérément d'anesthésier une population prête à l'être, en la laissant croire qu'il suffit de presque rien pour que toutes les difficultés socioéconomiques s'estompent, sans efforts, sans sacrifices et sans réformes de structure. Il s'agit là, bien évidemment, d'un mensonge éhonté. Se pose alors la question suivante : le langage de vérité est-il compatible avec les calculs électoraux et la nature forcément simplificatrice et tapageuse des médias? La réponse est évidemment non. En fait, quand les Tunisiens se plaignent, à juste raison, de la nullité de leurs dirigeants et de leurs élus, ils ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes. «*Accabler les élus, c'est accorder une étrange impunité aux électeurs*». Ils ne se rendent pas compte non plus que le traitement que leur réserve le microcosme politique et médiatique ne procède, en définitive, que d'un réel mépris et que «*toute forme de mépris, si elle intervient en politique, prépare ou instaure le fascisme*» selon la formule d'Albert Camus.

Dans les circonstances actuelles, on ne voit pas comment un gouvernement, issu d'un régime des partis et composé de militants ou de technocrates et non d'hommes d'Etat, pourrait trancher dans le vif sur un grand nombre de problèmes urgentissimes et épineux. En effet, certaines décisions ne peuvent plus attendre : âge de départ à la retraite, financement des dépenses nationales de santé, déficit et dommages collatéraux de l'assurance-maladie, reconquête administrative, juridique, environnementale

et sécuritaire du domaine forestier, etc. Et dans la mesure où nous avons raté le coche, puisque nous n'avons pas réussi à réformer le pays «*à l'occasion de la révolution*», nous serions condamnés, ou à déclencher une autre révolution, plus organisée et salvatrice cette fois-ci, ou à intégrer l'obligation de réformer en douceur selon des modalités opposées pourtant à notre culture cyclothymique méditerranéenne et arabomusulmane et contraires au régime politique que l'on a mis en place.

On ne le répètera jamais assez. La chute du régime de Ben Ali n'est pas due au harcèlement de l'opposition politique ou à l'action des défenseurs des droits de l'homme. Elle est due en grande partie à l'incapacité du régime de répondre aux aspirations économiques, sociales et régionales de la population tunisienne ; au fait que l'économie tunisienne n'arrivait plus du tout à évoluer en osmose avec l'environnement intérieur et extérieur ; que les injustices ont atteint un niveau tel que la vie du plus grand nombre est devenue incertaine et insupportable ; que les rigidités sociales et l'iniquité économique ont réduit considérablement la base sociologique des classes moyennes ; et enfin que les évolutions institutionnelles et économiques se sont écartées irrémédiablement des évolutions démographiques et sociologiques.

Bref, la chute de Ben Ali est due en grande partie au fait que son régime s'est montré incapable ou dispensé de procéder aux réformes de structure qui s'imposaient. Aujourd'hui encore, la problématique se pose dans les mêmes termes, la sécurité en moins. ■

H.T.

«بأبأ ملبسش عزام الأمان، فلانا عزانا و ايتام»

ساره بن غنية

ما يصيرش كان على غيرك

نخليك

إنت و ضميرك

Agissons ensemble

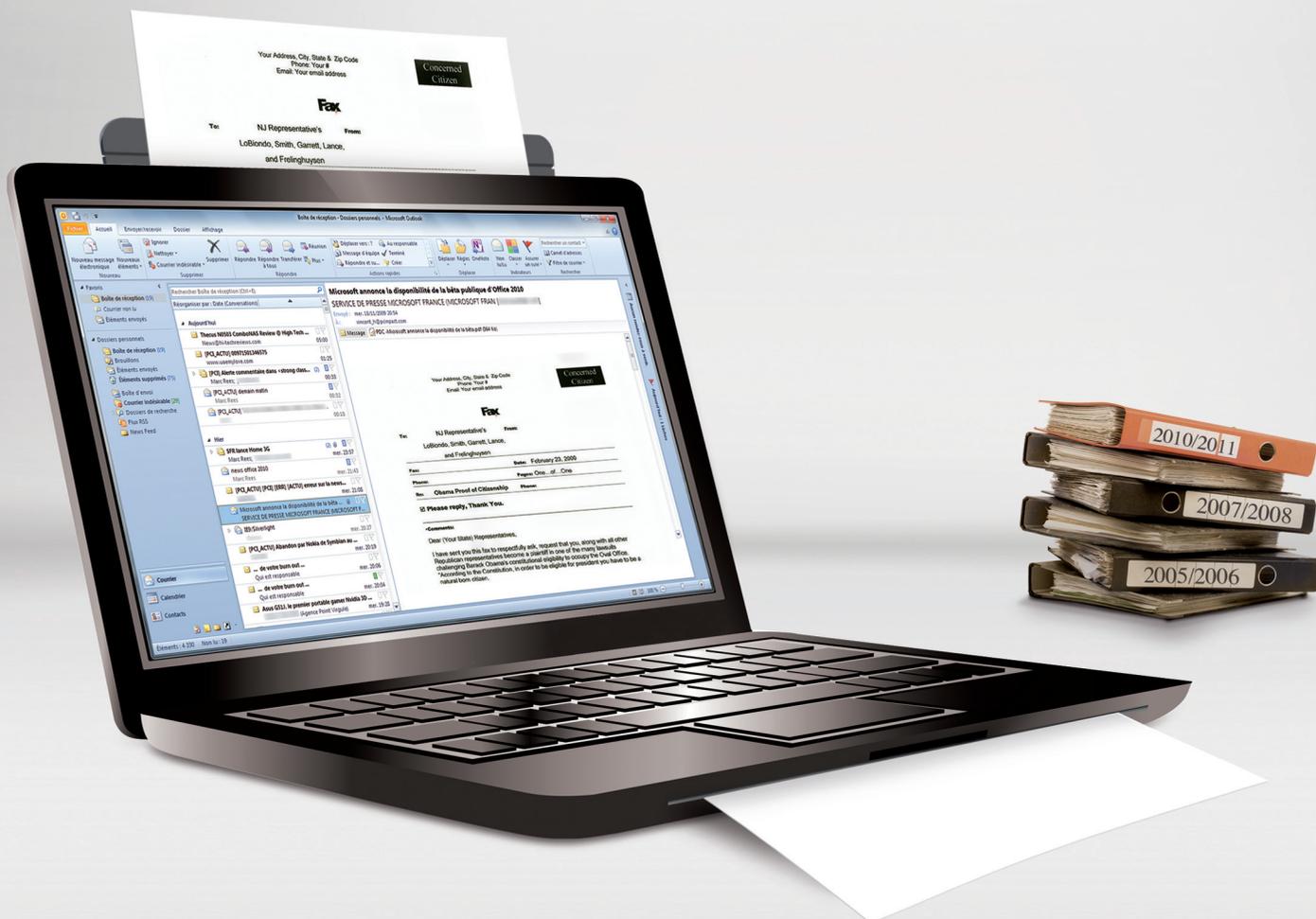


Les Ambassadeurs de la Sécurité Routière



ALPHA HYUNDAI MOTOR

G-Fax



G-Fax, la solution fax par internet de GlobalNet pour votre entreprise

Moins chère qu'une solution fax classique, vous offre mobilité, confidentialité, traçabilité

Envoyez vos fax par internet, où que vous soyez, au bureau, à la maison, ou en voyage.

Plus besoin d'appareil fax, ni de logiciel ou de papiers.

Avec nos forfaits, plus de surprises dans les factures téléphoniques.

Enfin, vos fax ont un coût fixe.

www.gnetbusiness.tn • 70 132 142

gnet 
Business



Le terrorisme en Tunisie Ou le scénario de l'extrême

Quand on passe graduellement de l'averse de rhétorique que débitaient des prédicateurs aux intimidations et menaces répétées dont fait l'objet l'élite politique et intellectuelle, puis à la violence ouverte culminant à Chaambi, il n'y aurait plus qu'un pas à franchir pour mettre sérieusement en péril la sécurité du territoire et des citoyens et compromettre l'avenir du pays.

Quand, pendant deux années entières, le pouvoir, pourtant légitimé par les élections du 23 octobre, n'y oppose que laxisme et indulgence, la peur finit par se généraliser. Ce laxisme et cette indulgence sont si flagrants qu'on en viendrait à se demander si ceux qui nous gouvernent ne sont pas carrément complices du projet islamique radical. En tout cas, la prise de conscience tardive des défis sécuritaires et surtout des nouveaux enjeux géostratégiques auxquels la Tunisie est confrontée témoigne d'une totale incapacité d'anticiper le risque majeur et d'œuvrer, de la meilleure manière, de l'éviter sinon d'en amoindrir l'impact. Quand la sécurité du territoire et des

citoyens ne relève plus seulement de la vigilance policière, compliquée par le pistage des marchands d'armes et groupuscules terroristes retranchés dans les reliefs ou en cavale, et quand l'« ennemi » est identifié, clairement désigné et quelquefois localisé, la géopolitique cède la place à la géostratégie, à la géographie militaire d'un pays à la fois menacé de l'intérieur et mal servi par son voisinage immédiat. Sans vouloir développer le scénario d'une guerre asymétrique imminente, il est important d'envisager, dans une prospective tendancielle, l'éventualité du risque extrême compte tenu des observations suivantes:

1. Al Qaïda, faut-il le rappeler, est une organisation dont l'action s'inscrit dans une optique transnationale ciblant le cœur de l'Occident. Or les «révolutions» arabes, qui ont balayé ou mis à mal les régimes personnels centralisés, ont aidé à la «territorialisation/atomisation» des franchises d'Al Qaïda. Ce double processus est rendu possible grâce à l'instabilité des Etats où l'islamisme «ikhouani», aujourd'hui très présent dans la vie politique et sociale, s'emploie à saper les bases de

l'Etat moderne et à démanteler les modes de vie existants. Tout en manifestant soutien et fidélité à la centrale terroriste des fondateurs, les organisations jihadistes «locales» qui opèrent dans la zone Sahel-Sahara, au Maghreb et en Irak-Ech-Chem», tendent désormais à éviter la connotation terroriste d'Al-Qaïda auprès des populations locales et des puissances en guerre contre le terrorisme jihadiste. Rebaptisé «Etat islamique d'Irak», Al-Qaïda d'Irak, qui a prêté allégeance à Al Qaïda de Dhaouahri, et qui a annoncé, sans prévenir le Front Al-Nusra (confiné à l'intérieur de ses frontières nationales) que l'Irak et la Syrie formeraient une seule et unique terre de jihad (ou califat du Levant), cette organisation pousserait les factions jihadistes étrangères les moins « universalistes » venues simplement pour soutenir les « révolutionnaires » syriens à quitter la Syrie et développer le jihad dans leur pays (ou aire) d'origine ou à trouver (provisoirement) refuge en Libye. Ce qui laisse prévoir le reflux progressif des combattants du jihad en Tunisie, pourtant déclarée terre de prédication («*Ardh dawaa*»). Ces nouveaux afghans expérimentés et aguerris ■■■



Par Habib Dlala

■■■ conforteraient les groupes jihadistes dans notre pays et dans son voisinage immédiat.

2. Révélée lors de l'invasion du Nord du Mali par le document rédigé en juillet 2012 et trouvé dans les ruines de l'Office de la radiotélévision à Tombouctou par deux journalistes français, le 16 février dernier, la nouvelle stratégie d'Aqmi donne à réfléchir. Sans abandonner la pratique des coûts d'éclat déstabilisateurs (attentats à la bombe et prises d'otages...), l'auteur du document, qui n'est autre que Abdelmalek Droukdel, préconisait, pour la prise de contrôle d'un territoire aussi déshérité et mal maîtrisé que le Mali, « la douceur et la sagesse ». Ce revirement du religieux au politique permettrait de duper les populations et éviterait d'attirer les soupçons des Occidentaux, prompts à intervenir. *«L'ennemi aura plus de difficulté à recourir à cette intervention si le gouvernement comprend la majorité de la population (de l'Azawad), que dans le cas d'un gouvernement d'Al-Qaïda ou de tendance salafiste jihadiste»*. Ainsi, le terroriste jihadiste de type Aqmi, « localement » revu et corrigé (indépendamment de la centrale d'Al-Qaïda), laisserait la place au stratège qui vise, dans l'Occident musulman, non plus les coûts d'éclat mais la conquête du pouvoir.

Ce revirement rapprocherait le jihadisme violent et impatient de l'islamisme politique dont l'action relève de la stratégie du « Tamkine » préconisant la « possibilisation » graduelle du projet politique islamiste. Le déploiement d'hommes de main censés fidéliser l'administration, l'armée et la police non encore acquises, et d'imams-prédicateurs, chargés de l'imprégnation idéologique de la société, devrait préparer à l'assaut final du pouvoir. L'endoctrinement de la société se fait déjà à travers une longue série d'actions: le parrainage de caravanes d'aide aux plus démunis, la création de milices de protection de la révolution et de brigades de police parallèle agissant contre les « mauvais mœurs », le recrutement de jeunes candidats au jihad, l'accueil de cheikhs étrangers invités à exciter les foules, l'intensification des activités de prédication locale dans les mosquées et dans les associations religieuses d'action charitable

et de prédication, la multiplication des écoles coraniques, et enfin, l'organisation de rassemblements spectaculaires, véritable démonstration de force générant, de l'avis du gouverneur, de « *bénéfiques incidences économiques* ». L'Islam politique des plus modérés aux plus radicaux s'implique dans ce manège au nez et à la barbe du gouvernement. Pour brouiller davantage les pistes, l'Islam jihadiste, qu'on désigne officiellement du nom d'Ansar Echaria, s'abstient de revendiquer les crimes sanglants qu'il a commis.

3. La translation d'axe du terrorisme sahélien (subsaharien) vers le Nord à la faveur des révolutions arabes crée une « convergence jihadiste » au contact des frontières terrestres de la Tunisie avec l'Algérie et la Libye. Cette convergence a une double conséquence : recentrer la menace sur la Tunisie, « ventre mou » de la défense de l'Afrique du Nord, et la rapprocher des voisins proches d'Europe, de la France et de l'Italie à l'Allemagne et au Royaume-Uni. Soutenue par une contrebande fortement impulsée par le chaos libyen, elle viserait, après Tombouctou, via les confins du désert et les sites de montagne, les lieux à forte valeur symbolique, comme Kairouan et Damas. Curieusement, ces lieux se trouvent presque sur le même parallèle que celui de Kandahar-Kabul-Mazar Charif !

La convergence jihadiste tire de gros avantages de la porosité grandissante des frontières, de l'anémie des centres et relais locaux de pouvoir ainsi que de la fragilité des couches sociales marginalisées, celles n'ayant plus rien à attendre de l'autorité centrale. Les débordements sur l'Algérie créeraient une vaste zone de repli mettant en péril le seul Etat expérimenté et outillé dans la lutte contre le radicalisme religieux. La Libye, pays éclaté et instable, servirait par contre de base arrière assurant les entraînements et la fourniture d'armes et de munitions. Plus perméables que jamais et souvent violées par de redoutables contrebandiers, les frontières tuniso-libyennes entretiendront durablement la menace sur le territoire tunisien.

4. Constatant la débâcle de l'entreprise islamiste afghane autour de Kandahar-Kaboul-Mazar Charif, les jihadistes radicaux visent désormais les hauts lieux de l'Islam sunnite situés au Sud de la Méditerranée tels que Tombouctou (centre de l'Islam africain), Kairouan (berceau de l'Islam de l'Occident musulman) et Damas (capitale de la dynastie des Omeyyades). Mais quand on sait que la ville de Kairouan, cinquième haut lieu de l'Islam choisi par Ansar Echaria pour ses rassemblements annuels, il est aisé d'imaginer et d'admettre que le salafisme jihadiste (et ses alliés ou « invités », scientifiques et modérés) la lorgne pour servir de capitale au (sixième) califat de l'Occident musulman. C'est probablement à cette fin que la phalange baptisée « Katiba Okba Ibn Nafaâ », qui a proclamé allégeance à Aqmi-Al Qaïda, a emprunté son nom de guerre au fondateur de la Grande mosquée de Kairouan. C'est probablement à cette fin aussi que les combattants jihadistes s'accrochent obstinément au mont Chaambi, pivot central de l'action jihadiste en Tunisie sur la voie menant en droite ligne à la capitale des Aghlabides via Kasserine.

5. Aujourd'hui, les Tunisiens mesurent la gravité des événements qui se sont produits à l'Ouest du pays et ce depuis les affrontements survenus le 10 décembre 2012 entre des éléments de la Garde nationale et un groupe armé à Dernaya, une localité frontalière de Bouchebka (de la délégation de Fériana-Kasserine) et qui ont coûté la vie à un adjudant de la Garde nationale (Anis Jelassi). La situation tourne au psychodrame quand, le 30 avril 2013, les trois premières mines explosent à Chaambi, posées par des combattants-fantômes d'obédience islamiste. Douze vaillants garçons, soldats de l'armée et de la Garde nationale censés procéder, comme dans le cas précédent, à une opération de ratissage, sont gravement blessés. D'autres mines exploseront à Chaambi, laissant de nouvelles victimes. Le bruit des canons, nouvelle méthode de ratissage, a réduit temporairement au silence les combattants (invisibles). Le 29 juillet 2013, soit seulement quatre jours après l'assassinat de ■■■

Technologies et réseaux sociaux au service des clients Air France

L'ère du numérique a complètement modifié les relations entre les clients et les compagnies aériennes. Grâce à Internet et aux technologies mobiles, les passagers peuvent maintenant accéder, en toute autonomie, à une information actualisée en temps réel et à de nouveaux services. C'est cette nouvelle dimension qu'Air France a voulu prendre en compte.

Des sites internet et des applications pour gérer ses voyages 24h heures sur 24 depuis son ordinateur, son téléphone mobile ou sa tablette.

Acheter son billet, s'enregistrer et recevoir sa carte d'embarquement électronique directement sur son mobile, gérer ses réservations, consulter les horaires des vols en temps réel, accéder à son compte Flying Blue et retrouver de nombreuses informations utiles au voyage: tout cela est possible sur les 150 sites Air France (www.airfrance.tn pour la Tunisie), également disponible en version mobile (mobile.airfrance.com). Et pour les possesseurs de smartphones et de tablettes, l'application Air France gratuite permet un accès personnalisé et plus rapide.

Sur leurs mobiles, les clients sont pris en charge à distance

Air France a constaté que 99% de ses passagers fidélisés utilisent un mobile qu'ils portent ou tiennent constamment à leur proximité. C'est ce qui a incité au lancement de «Air France Connect», un service exclusif et gratuit d'information proactif disponible pour tous les passagers de tous les vols Air France et KLM dans le monde, sans inscription ni abonnement. Concrètement, grâce au numéro de portable et à l'adresse e-mail que le client a indiqués lors de l'achat de son voyage, Air France pourra l'informer dès 14 jours avant le départ par téléphone, SMS ou e-mail, d'un retard, d'un changement de porte d'embarquement, voire d'une éventuelle annulation de son vol ou, après décollage, de la livraison différée de ses bagages. Ce service va même jusqu'à proposer, le cas échéant, une solution alternative: nouvel horaire, ou nouveau vol.



Sur tablettes, des applications gratuites pour préparer et agrémenter son voyage

Outre l'application Air France, déclinaison du site internet mobile, la compagnie propose l'application «Inspiration by Air France», disponible sur Ipad et Windows Surface, qui inspire les désirs d'évasion grâce à de grands visuels, une navigation facile et un accès direct aux meilleurs tarifs pour préparer le voyage. De son côté, «AF Press» est une nouvelle

application exclusive offrant, aux clients équipés de tablettes iOS, Android, Windows 8 ou RT, la possibilité de télécharger gratuitement une sélection de magazines et de journaux dès 24 heures avant leur vol et jusqu'à l'heure du départ pour les consulter avant, pendant mais aussi après leur voyage. Enfin, «Air France Music» sur Iphone et Android permet de découvrir toutes les sélections musicales d'Air France mais aussi de participer aux animations régulièrement proposées.

Air France aux côtés de ses clients 24h sur 24 et 7j sur 7 sur les réseaux sociaux

Désormais, Air France propose une assistance 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 à ses clients sur les réseaux sociaux, pour être toujours au plus proche de leurs attentes. Une question relative à leur voyage, un doute sur leur horaire de vol ou une envie de modifier leur réservation ? Air France répond directement à ses clients - en français ou en anglais - sur Facebook depuis sa page officielle et sur le compte Twitter @AirFrance en mentionnant #AirFrance.

Grâce aux conseillers Air France désormais disponibles 24h sur 24, ce sont donc maintenant plus de 3 millions de fans sur Facebook - dont plus de 78 000 en Tunisie - et 475 000 followers sur Twitter qui bénéficient d'une assistance à toute heure du jour ou de la nuit, où qu'ils soient dans le monde.

Air France est présente sur 7 plateformes sociales - Facebook, Twitter, Instagram, YouTube, Pinterest, Google+, Sina Weibo et LinkedIn - où elle propose assistance, informations sur ses produits et services, jeux-concours et promotions, au plus proche des attentes de ses clients.

■ ■ ■ Mohamed Brahmi, le pays bascule de nouveau dans l'horreur. Huit jeunes appartenant aux forces spéciales sont tombés dans une embuscade où ils sont brutalement tués et sauvagement mutilés. Avec ces nouveaux assassinats, le rideau n'est pas encore tombé sur ce psychodrame national. Outre le ratissage terrestre et le pilonnage des lieux suspects, le recours à l'aviation devient une nécessité et la traque continue, s'étend au bassin de Kasserine et au jebel Semmama, réalisant quelques résultats encourageants mais insuffisants pour laver ce qui est ressenti par nos troupes comme une atteinte à la fierté nationale.

Le malaise général qui s'installe dans le pays est amplifié par le silence des autorités concernées et le départ inattendu du chef des armées. Avec ses combattants invisibles, incrustés dans les rugosités du relief, Chaambi devient le principal acteur du jihadisme, certainement pas l'unique. Les montagnes du Nord-Ouest ne tarderont pas à s'impliquer à leur tour, peut-être avant la zone des chotts situés au Sud des petits chaînons de la région

de Gafsa. En effet, le couloir allant de Chaambi-Semmama (via le bassin de Kasserine) jusqu'à Kairouan (et au Sahel), au croisement de l'axe Sud (de Ras Jedir à Tunis via Médenine et Sidi Ali Ben Khélifa) vient d'être doublé par un deuxième couloir, ou axe de fréquentation jihadiste, liant Ghardimaou et alentours à la capitale, passant par Goubellat, Borj El Amri, Mornaguia, El Battan, Manouba et Oued Ellil-Ettadhamen, Le Kram et La Goulette où de nombreux incidents ont été signalés. Le transfert symbolique du troisième congrès de Ansar Echaria à Kairouan le 21 mai 2013 à la Cité Ettadhamen est significatif de l'importance que revêt pour le déploiement des hommes d'Ansar Echaria dans l'immense aire métropolitaine de Tunis. Enfin, les événements de Sidi Ali Ben Aoun pourraient marquer le début d'activation de l'axe des chotts vers Kairouan.

Toutes ces observations convergent pour dire que l'envol de l'islamisme radical place la «convergence jihadiste» dans le centre de la Tunisie qui s'inscrit bel et bien dans une logique de conquête du

pouvoir. Tel est l'avatar du laxisme politique d'un pouvoir que ni les lenteurs de la transition, ni les rétrogradations répétées de la note souveraine, ni le glissement du dinar, ni le chômage et la marginalité croissante, ni les incessants mouvements sociaux, ni la menace sécuritaire chronique, ne semblent émouvoir. Or l'absence d'alternative politique, la faillite économique, le mécontentement social et l'instabilité persistante accroissent nos vulnérabilités et créent les conditions favorables à l'instauration d'un régime radical. Et même si ce risque extrême est d'une probabilité d'occurrence très faible, l'envisager permet de guider l'action des instances chargées de la défense du territoire et de la nation. Car, détrompons-nous : le loup est dans la bergerie et les moments d'accalmie ne dureront pas. Alors, mieux vaut prévenir que périr, même si l'éventualité du risque extrême n'est pas certaine, pour ne pas regretter la fin de la partie. ■

H.D.

L'allié de votre succès depuis 20 ans



ATL LEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois. En fin de période vous en devenez propriétaire.

20
ANS

20 ans de leasing au service des professionnels



Plus qu'un leasing...



@mennet corporate

banque en ligne

www.amennet.com.tn

POINT COMMUN 71 71 00 91

1^{er} SITE
D'INTERNET
BANKING
EN TUNISIE

Pack téléchargement gratuit*

- **Téléchargez** gratuitement votre relevé de compte mensuel ainsi que vos avis d'opérations au format Pdf avec la possibilité d'accéder à un historique de 6 mois.

*Pour vous y abonner, contactez votre agence AMEN BANK.

Pack classic: vos transactions en temps réel

- **Effectuez** des virements de masse (salaires, fournisseurs) selon des formats standards,
- **Réalisez** vos crédits documentaires et obtenez vos Swifts en 24h*,
- **Téléchargez** votre extrait de compte quotidien au format CFONB (Excel, Txt, Csv),
- **Récupérez** vos avis d'opération et relevés de compte sous format Pdf et Txt ,
- **Emettez** vos virements à l'étranger (selon la réglementation en vigueur),
- **Achetez et vendez** des devises en utilisant la plateforme électronique @menfx.

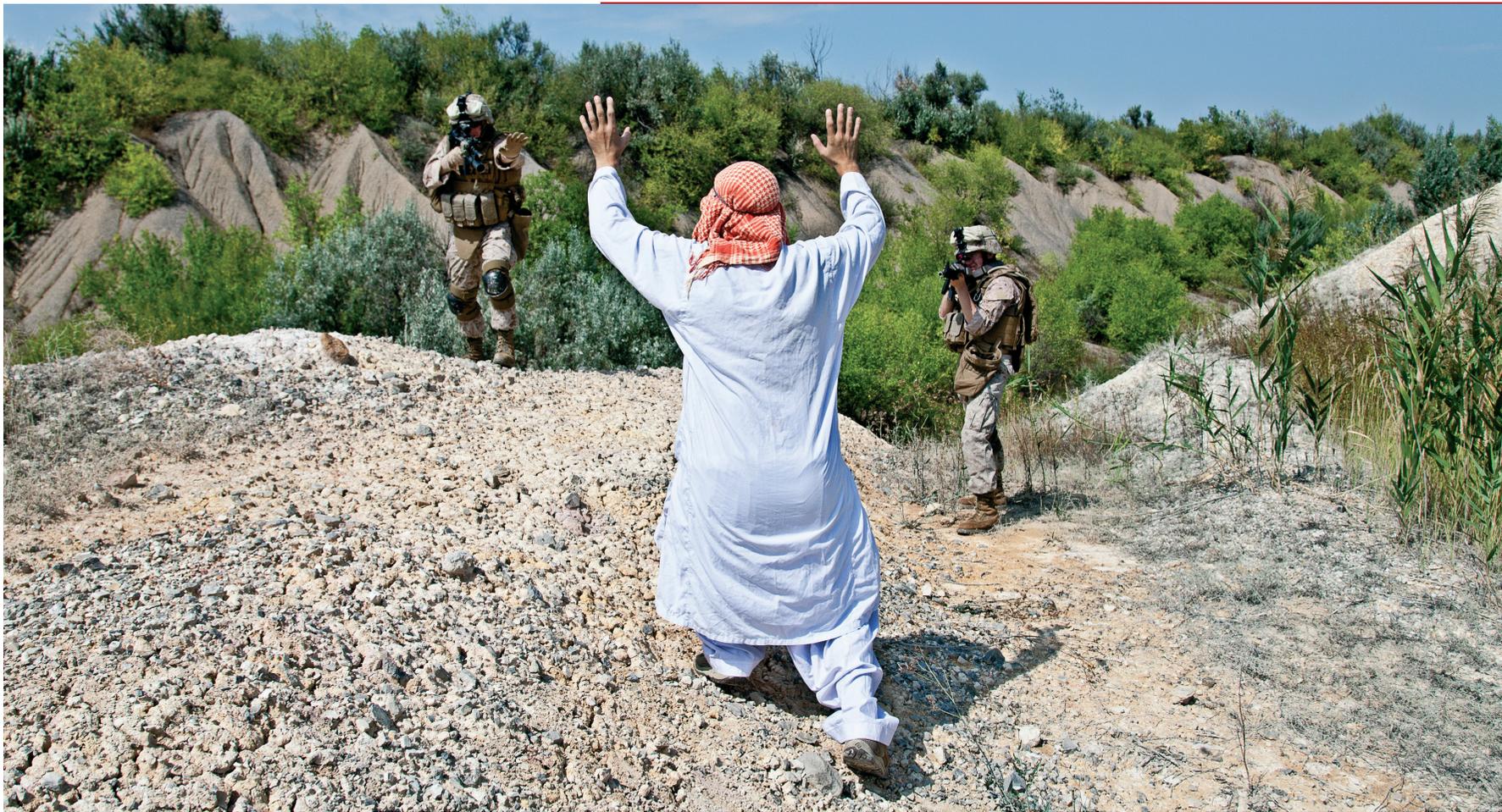
* Pour les dossiers conformes à la réglementation en vigueur.

Autres services

- **Suivez** les opérations de retraits et d'achats effectuées par le biais de vos cartes,
- **Consultez** le relevé des transactions réalisées sur votre TPE,
- **Suivez** les cours des devises en plus des cours des SICAVS et de la bourse, avec possibilité de téléchargement,
- **Suivez** la situation de vos effets impayés (rapide effet),
- **Consultez** la situation de vos crédits.

Site hautement sécurisé permettant des signatures électroniques à plusieurs niveaux.

Adresse: AV. Mohamed V - 1002 Tunis - Tunisie - Tél:(+ 216) 71 148 000 - Fax:(+216) 71 833 517 www.amenbank.com.tn



Terrorisme

Causes, génèse, objectifs et traitement

Notre propos sur le terrorisme est de tenter d'analyser succinctement et aussi concr ttement que possible ce phénomène très ancien qui a profondément entaché l'islam, dès ses débuts, par l'assassinat du calife Othmane, par un groupuscule dissident rebelle venu d'Egypte si lointaine.



Par Général Saïd El Kateb

Cet assassinat politique a provoqué plus tard Al Fitna. Ainsi Arabes et musulmans, chiites et sunnites continuent, 1 400

ans après, à subir les effets catastrophiques de cette fracture qui saigne encore, et n'arrêtent pas de s'entretuer en Irak, en Syrie, au Pakistan et ailleurs pour une cause politique morte mais non enterrée.



Aujourd'hui, un islamisme extrémiste fuyant l'Afghanistan et le Pakistan déferle sur nous, sous le couvert d'un islamisme salafiste djihadiste, sous la pression insoutenable des USA et de leurs alliés de l'Otan. En mai 2011, dix ans après les événements de septembre 2001 à New York, on a assisté à la TV, avec un léger différé, à l'assassinat de Oussama Ben Laden, guide historique d'Al Qaïda, laquelle, décapitée et affaiblie par cet événement, s'est trouvée obligée de se disperser en Extrême-Orient, au Moyen-Orient et en Afrique (Maghreb et Sahel). C'est ainsi qu'on a vu apparaître trois filiales régionales dans les trois zones fortement sensibles suivantes :

A. Al Qaïda au pays des deux fleuves (Irak) qui, après un succès foudroyant en Irak et en Syrie, est devenue l'Etat islamique de l'Irak et du Cham et a accentué son action au sein de l'opposition radicale syrienne. Elle est en passe de s'imposer face à l'Armée libre syrienne.

Cette tendance à unifier ces deux pays par le terrorisme ne manque pas de nous rappeler l'unification de Damas et de Bagdad sous les omeyyades puis sous les abassides et leur séparation plusieurs siècles plus tard à cause de l'antagonisme entre les deux branches du « baath » sous la houlette de Saddam Hussein et Hafedh Al Assad.

B. Al Qaïda dans la péninsule arabique: qui concentre momentanément son effort sur le pauvre Yémen avant de s'occuper sérieusement du Royaume saoudien et des émirats du Golfe.

C. Al Qaïda au Maghreb Islamique :

AQMI a pour mission de :

1. Continuer et achever le travail entamé par les islamistes algériens au début des années 90 et que l'armée algérienne a su et pu stopper non sans difficulté ni violence.

2. Engager l'infiltration du Sahel par l'occupation du Mali déjà affaibli par la rébellion touareg de l'Azawad.

3. Envelopper l'Algérie par le sud et la fixer par des actions meurtrières (In-Aménas) pour atteindre la Tunisie (c'est fait au Chaambi) et la Libye, complètement désarçonnée par des luttes tribales soutenues par des groupes fortement armés incontrôlés et incontrôlables qui menacent l'unité du pays.

4. Entamer à partir du Mali, dès qu'il sera soumis aux djihadistes, la déstabilisation des pays voisins à majorité musulmane déjà sensibilisés aux thèses islamistes. Mais cette action a été provisoirement suspendue par l'intervention française au début de 2013 et le rétablissement du pouvoir central à Bamako (pour combien de temps ?).

Quels sont les prochains pays visés par les islamistes djihadistes

- Le Mali, de nouveau, parce que considéré comme le point central de toute action pour la conquête du Sahel (voir carte)

- La Tunisie, considérée comme le maillon faible du Maghreb. Les actes terroristes déjà commis au Chaambi, Semmama, Tunis, Sousse et ailleurs confirment cette hypothèse.

- La Libye, qui est déjà virtuellement tombée

- Le Nigeria, avec ses ressources pétrolières à proximité du Mali, déjà stabilisé par Boko Haram, allié objectif des islamistes, doit être particulièrement visé. L'action des djihadistes ayant été stoppée au Mali, il n'est pas exclu qu'ils orientent leurs efforts vers l'Est (Algérie du sud, Tunisie, Libye)

- Enfin, atteindre les pays de la forêt équatoriale que l'islam et les Arabes n'ont pas pu pénétrer lors de la conquête du Maghreb et du Sahel à cause de la malaria et de la mouche tsé-tsé qui décimait leurs chevaux.

Mais au début de ce XXIème siècle, les choses et les hommes ont changé. Le cheval a été remplacé par le 4x4 tout-

terrain pour pénétrer ce milieu hostile et la « kalach » a remplacé le sabre. C'est ainsi qu'on a vu apparaître pour la première fois, peut-être, en plein cœur de cette forêt équatoriale les combattants autochtones musulmans en « formations constituées » importantes (la Seleka) participer à la chute du président Bozizé à Bangui en mars 2013.

Deux décennies plus tôt, alors que j'étais ambassadeur auprès de la République Centrafricaine, je n'avais pas constaté, ni même douté de l'existence d'une communauté musulmane aussi importante dans ce pays. Aujourd'hui, on constate que les choses ont évolué très rapidement. Peut-on y voir une action d'AQMI ? De Boko Haram pas si loin ? Ou une forte islamisation de la population autochtone ? L'avenir et l'évolution de la situation dans le Sahel nous le préciseront !

L'avant-propos ci-dessus nous a fait entrer de plain-pied dans le vif du sujet. Mais avant de se hasarder sur son terrain miné (Chaambi), il y a lieu de définir ce phénomène nébuleux universel et insaisissable.

Définition

C'est l'emploi de la violence pour terroriser des individus ou une population donnée et atteindre des objectifs politiques. Cette définition qui paraît simple cache des notions difficiles à déterminer. L'emploi de la violence est-il commis par des moyens légaux pour des objectifs légitimes ou pas ?

La réponse à ces deux questions détermine s'il s'agit de terrorisme ou de lutte pour une cause noble. Mais dans ces conditions, la subjectivité est de mise. Et c'est ce qui fait la difficulté de trouver une définition universelle qui peut générer des solutions acceptables par tous, à opposer aux actes criminels du terrorisme international. Même l'ONU a été incapable de trouver une telle définition. Elle s'est contentée d'adopter des conventions spécifiques pour réprimer certains actes illicites commis contre la sécurité aérienne ■■■

■■■ou l'insécurité maritime (détournement d'avions, piraterie)

Différents types de terrorisme

- **Terrorisme individuel** : commis par de très petits groupes anarchistes isolés ou des individus nihilistes
- **Terrorisme organisé** : soutenu par différentes idéologies : extrêmes gauche ou droite, djihadistes, salafistes, narcotrafiquants.
- **Terrorisme d'Etat** : lorsque le terrorisme est commis, commandité ou manipulé par des services parallèles aux services officiels.
- **Terrorisme économique** : vise la déstabilisation économique d'une société ou d'un Etat tiers.

Causes et racines du terrorisme

1. La pauvreté, le chômage, la marginalisation et l'injustice entre les individus et les régions. Une population qui vit dans la misère est fragilisée, elle succombe facilement à la démagogie de l'extrémisme et à ses promesses chimériques et bascule dans le terrorisme.

2. La naïveté du pouvoir qui ne croit pas que tout pays est sous menace, interne ou externe, qui le guette quelque part et que le malheur n'arrive qu'aux autres. Il ne s'y attend pas ; donc ne se prépare pas à la pire.

3. La faiblesse du pouvoir ; ne s'étant pas préparé au pire, le pouvoir démuni se trouve affaibli et ne peut faire face à toute éventualité. Alors le terrorisme agit, redouble d'effort, se réjouit des coups qu'il a portés au pouvoir et fait avancer ses pions pour atteindre ses objectifs ultimes : vaincre le pouvoir, abolir l'Etat et changer la société qu'il croit impie.

Naissance et genèse du terrorisme

- Le terrorisme naît quand il peut, lorsqu'il se sent prêt à l'affrontement
- Quand il veut : choix du moment

- Là où il veut : choix du lieu
- Comme il veut : choix du mode d'action
- Il possède ainsi l'exclusivité de l'initiative; grand avantage dans la lutte du faible contre le fort

Dans la lutte antiterroriste, il faut toujours avoir présent à l'esprit la précieuse équation suivante : Où, quand, comment, le terrorisme va-t-il frapper ?

Qui a recours au terrorisme ?

Les extrémistes de tous bords ! Qui croient détenir la vérité du Tout-Puissant.

- Ceux qui ne croient pas à la démocratie et rêvent de rétablir des régimes révolus basés sur le pouvoir personnel et le culte de la personnalité tel le califat.
- Ceux qui refusent la modernité, l'évolution de la science, de la société, des peuples.

Par ailleurs, il faut remarquer que le terrorisme n'est pas l'apanage des Arabes et des musulmans. D'autres nations à travers le monde ont subi ses méfaits commis par des organisations devenues tristement célèbres telles que : l'IRA (1916-1997) en Irlande, Stern et Irgoun (1946-1948) en Israël pour chasser les Palestiniens, l'ETA (1956-2011) en Espagne, Action directe en France, Brigades rouges en Italie et au Japon, la bande à Baader en Allemagne, Jamaa Islamia en Egypte, Al Qaïda depuis 1988 et tant d'autres en Norvège et ailleurs. L'activité de ces organisations a duré

pendant plusieurs décennies et causé des centaines de tués et des milliers de mutilés.

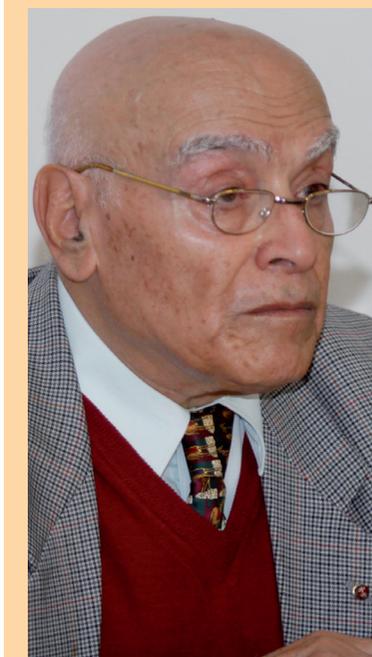
Comment lutter contre le terrorisme ?

1. S'attaquer aux causes en luttant contre la pauvreté, la marginalisation et la corruption

2. Relancer la croissance génératrice d'emplois. Mais la mise en œuvre de ces mesures nécessite beaucoup de temps et d'argent (prêts insupportables). Les résultats espérés sont longs à venir et les nécessaires sont impatients de retrouver la dignité.

Entre-temps, le terrorisme s'organise, devient de plus en plus performant et continue sa basse besogne. Il faut donc, sans hésiter, le contre-attaquer en mettant en œuvre les moyens sécuritaires légaux que tout Etat respectable doit toujours avoir disponibles et en mesure de frapper vite et fort toute menace pour la contenir avant de l'achever. Avant nous, des pays démocratiques victimes du terrorisme n'ont pas hésité à employer la manière forte et à appliquer la loi dans toute sa rigueur, car dans ce combat sans pitié, ce sont les plus décidés, les mieux formés et entraînés, les plus têtus et les mieux équipés qui remportent la victoire. Il faut coûte que coûte maîtriser le terrorisme en employant tous les moyens légaux et les méthodes réglementaires pour sauver la Tunisie, « *pays de la joie de vivre* », d'un avenir incertain, obscur et rétrograde. ■

S.E.K.



Le Général Said El Kateb

Général de corps d'armée, ancien chef d'état-major des armées, ancien ambassadeur de Tunisie dans 6 pays africains (Tchad, République de Centrafrique, Guinée Conakry, Sao Tomé & Príncipe, Gabon et Cameroun) avec résidence à Yaoundé, et dans 6 pays asiatiques (Thaïlande, Singapour, Malaisie, Brunei, Philippines et Indonésie), avec résidence à Jakarta

EVERTEK
Achetez Smart

EverPad 8" HD

299DT

Nouvelle tablette d'Evertek
Ecran 8" HD, Appareil Photo
Android 4.2, Design & Puissance Evertek!



+ 8"
Ecran
HD

**Ouvrez
vos horizons !**

Ecran 8", Dual Core 1.6GHz
2 Appareils Photo : 2MP & 0.3 MP
ROM 8Go, RAM 1Go
Wifi, Sortie HDMI...
C'est ça le nouvel EverPad8"HD!


ANDROID

www.evertek.com.tr

Cellcom 

RESTONS **PROCHES** MÊME QUAND VOUS ÊTES LOIN...



La TFBank, votre banque ici et là bas, met à votre disposition des solutions bancaires pour vous accompagner dans tous vos projets en France et en Tunisie.

Agence du siège

19, rue des Pyramides 75001 Paris
Tél. +33 1 53 45 30 30 - agencedusiège@tfbank.fr

Agence Paris-Belleville

26-28, boulevard de Belleville 75020 Paris
Tél. +33 1 43 66 60 81 - agencedeparis@tfbank.fr

Agence de Marseille

20, boulevard d'Athènes - 13001 Marseille
Tél. +33 4 91 50 71 21 - agencedemarseille@tfbank.fr

Agence Internationale de Tunis

Angle Avenue Mohamed V - Rue 8006 - Montplaisir - 1002 Tunis Belvédère
Tél. +216 71 950 100 - agencedetunis@tfbank.fr

www.tfbank.fr

**TF Bank**
TUNISIAN FOREIGN BANK

Partenaire de vos ambitions.

Saïda Rached

Un militantisme nommé sagesse

Nouvellement élue présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (Atfd) lors de son 10e congrès du 22 au 24 novembre dernier, Madame Saïda Rached est née sous le signe astrologique du Verseau, deux ans après l'indépendance de la Tunisie.



A l'image des natifs de cet avant-dernier des signes du zodiaque, elle est animée de rêves d'innovation, ayant l'espoir chevillé au corps, constellé d'idéalisme et d'amour de la liberté élevé en dogme, l'indépendance étant une règle de vie, outre une générosité à toute épreuve.

C'est probablement l'exemple de sa mère qu'elle qualifie de militante véritable qui lui a ouvert assez tôt les yeux sur les

injustices qui sont faites à la femme tunisienne. Mais elle apprendra vite du fait de son militantisme précoce que les abus ont ceci de positif qu'ils permettent de comprendre le sens et la valeur de la tolérance. Toujours est-il qu'elle avait de la peine à voir ces femmes, au travers de sa mère, jamais assez considérées à leur juste valeur, ne serait-ce que pour leur remarquable et permanente réussite à élever leurs enfants, assurer leur réussite. Ce qui fut le cas de la famille Rached.

Celle qui s'appela un temps Aoun, du fait de cette particularité qui fait porter parfois, en Tunisie, un nom différent aux membres d'une même famille, a fait sa scolarité primaire et son premier cycle du secondaire dans sa ville natale avant de se retrouver interne pour le deuxième cycle à Monastir.

Un caractère avant-gardiste

Déjà, dès sa prime scolarité, elle va se distinguer par une originalité qui marque son personnage veillant particulièrement à être toujours avant-gardiste. Ainsi, son cursus fut particulier. Mordue d'humanités, fascinée par le savoir, elle satisfait sa passion en faisant des études littéraires en sixième et septième après avoir commencé ses 4e et 5e années en filière scientifique. Mais admise brillamment au baccalauréat Lettres en 1975-1976, elle est encouragée, sinon pressée, de faire science dans le cadre du pourcentage ouvert aux littéraires.

La filière littéraire avait mauvaise presse, en effet.

C'est peut-être par compensation psychologique que celle qui n'a pu finalement embrasser la carrière d'avocat à laquelle elle se destinait fut une brillante juriste de terrain.

Ses études de médecine, la militante les poursuit à Sousse, pour le premier cycle, et à Tunis pour le second. Mariée jeune, dès sa deuxième année d'études, elle a eu la chance d'avoir un mari très coopératif, un ami de lutte pratiquement; assurément sa formation des grandes écoles et ses études en France l'avaient préparé à apprécier et aider le militantisme de sa compagne.

C'est probablement l'influence de son professeur de philosophie qui en a fait une militante politique de gauche. Car Saïda Rached le revendique haut et fort: elle a le cœur normalement positionné. Toutefois, assure-t-elle aussitôt, elle est indépendante et y tient comme à la prunelle de ses yeux. Le vrai militant est d'ailleurs celui qui sait défendre bec et ongles son autonomie, condition sine qua non pour préserver ses valeurs intactes.

Ces valeurs, elle a eu l'originalité de les défendre, dans les années 80, au sein d'un groupe trotskiste clandestin, adhérent à la 4e Internationale. Il était le seul à poser déjà clairement la question de la femme. Il était en avance sur tous les autres mouvements de gauche; ce qui explique la présence en son sein de cette femme d'avant-garde qu'est notre militante. D'ailleurs, se souvenir-elle, la condition pour adhérer au groupe était d'avoir des convictions et une option pour un mouvement féminin autonome. ■■■

Concours



Edition 2013

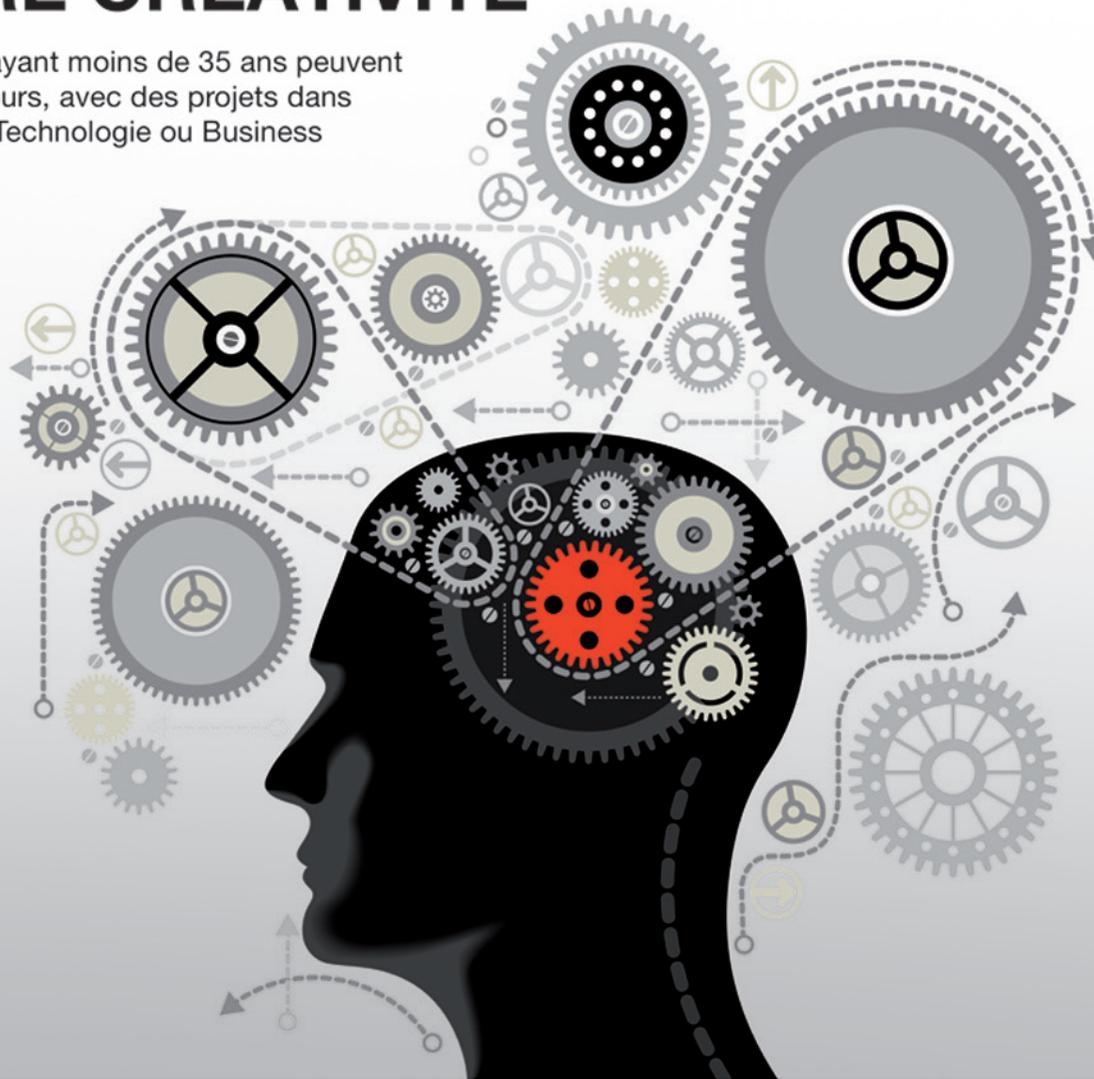
www.atb.tn
www.atbchallenge.com

Date limite de soumission
des travaux : 28/03/2014

LIBRE COURS À VOTRE CRÉATIVITÉ

Tous les tunisiens ayant moins de 35 ans peuvent participer au concours, avec des projets dans les catégories Art, Technologie ou Business

FCA!



L'ATB, organise la 8^{ème} édition du concours ATB challenge, destiné aux jeunes Tunisiens porteurs de projets novateurs et originaux dans l'art et la culture, les sciences et les technologies, le management et l'initiative entrepreneuriale.

Vous pouvez participer et gagner le trophée ATB challenge 2013 et bénéficier d'un grand soutien de l'ATB.

Le premier prix sera d'un montant de **10 000 DT par catégorie**.

Les deuxième et troisième prix seront des prix d'encouragement d'un montant de **1000 DT par catégorie**.

 Retrouvez nos pages officielles ATB TUNISIE

Des professionnels à l'écoute



ATB

البنك العربي لتونس

■ ■ ■ Sa spécificité idéologique tenait justement à cette revendication d'indépendance et ce militantisme pour la dignité de la femme.

Le passage au féminisme ne fut alors qu'une formalité pour qui portait l'exigence de la dignité féminine en proue de sa personne. Et ce fut le club Tahar Haddad, un passage obligé à l'époque où il était formellement interdit de faire du féminisme. Le club se présentait donc comme un club culturel.

Évoquant les riches heures de ce club portant le nom de celui qui fit tant pour la femme, elle a tenu à saluer sa directrice, Madame Jalila Hafsia, qui ne ménageait pas ses efforts pour les aider à avoir la possibilité d'agir, de militer. Elle en évoqua d'autres dans la générosité dont déborde son cœur.

Les grandes réflexions et les débats fertiles continueront dans un groupe syndical appelé «Ceux de la base» au sein de l'Uggt, groupe issu du 18e congrès, parmi six autres groupes syndicaux. Cette activité débordante se reflète bien dans le fait que sa haute responsabilité actuelle à l'association est le 3e mandat en son sein, ayant été déjà sa trésorière et, juste avant son élection comme présidente, sa secrétaire générale.

Aujourd'hui, dans une association qui réunit des militantes d'horizons divers, même si la tonalité d'ensemble est d'être globalement de gauche, Mme Rached ne se dépare jamais de son indépendance politique. Pour elle, comme pour l'association, ce qui compte c'est la liberté du choix à la condition que cela ne touche pas aux principes et valeurs pour lesquels on milite. «*C'est le travail en commun, la solidarité et l'action collégiale qui nous permet de tenir*», dit-elle.

Les valeurs, le féminisme

D'emblée, dans les nouveaux locaux, bien situés sur la route de l'Ariana, juste derrière la place Pasteur, la nouvelle présidente se définit comme une militante



responsable, mais parmi tant d'autres. L'association est plurielle, riche de combattantes pour les valeurs, unies dans l'action et la décision pour être nombreuses, l'union faisant la force, et celle-ci donnant qualité et efficacité au nombre. «*On est plurielles; on vise non seulement les droits de la femme, mais les droits humains. Notre bataille est pour le respect de la pluralité*», assure celle qui ne le dit pas, mais qui est avant tout une militante de toujours, militante de terrain pour une pluralité effective.

Ce militantisme incarné, quasiment organique lui permet de jeter un regard lucide sur le monde associatif, trouvant nombre d'associations coupées du monde, pensant qu'il incombe aux plus actives de la société civile d'incarner au plus près l'intérêt du peuple dans ses différences. D'autant plus qu'on se fait une fausse idée de la réalité sociologique de la Tunisie profonde, moins conservatrice que ses élites ou que l'apparence qu'en donnent les villes huppées de la côte. La présidente de l'Atfd qui ne travaille pas dans la capitale, étant surtout en contact avec la ruralité,

confirme bien que l'âme rurale tunisienne est libre, «*empreinte surtout de dignité*». Avec une émotion non feinte, tout de volontarisme, elle rappelle cette figure emblématique de la vieille dame rurale, lors de la Révolution, à laquelle on a volé la vie de l'un des fils et qui offrait les autres à la réussite de la Révolution du peuple. Et le médecin, femme de terrain, de conclure, péremptoire : «*Les femmes de Redeyef, et du sud en général, affichent une dignité belle à voir*». D'ailleurs, «*la mixité dans le sud du pays ne fait pas problème, elle n'est pas rejetée, la femme côtoyant l'homme dans les divers lieux de travail*». C'est que pour gagner leur vie tellement miséreuse, il ne suffit même plus de travailler à deux dans le couple et au sein des familles pauvres, tellement nombreuses; toutes les mains sont à l'œuvre, garçons et filles confondus, pour subsister. «*Et tous sont égaux dans la vie!*»

«*Bourguiba? On ne verse pas dans le paternalisme !*»

Les femmes de l'Atfd voueraient-elles un quelconque culte à Bourguiba ■ ■ ■

■■■pour l'œuvre remarquable accomplie, comme c'est un peu la mode aujourd'hui? Nullement. Madame Rached martèle, catégorique: «*La femme tunisienne d'aujourd'hui est loin de se considérer comme la création de Bourguiba; à l'Atfd on ne verse pas dans le paternalisme. On croit à l'Etat moderne et on y milite.*»

Elle ajoute, sûre d'elle, l'histoire confirmant ses propos : «*On était des opposantes à Bourguiba*»; et les femmes de l'association restent les opposantes qu'elles ont toujours été!

S'il est de bon ton aujourd'hui d'encenser l'héritage de Bourguiba, Mme Rached estime — même si elle ne nie pas que ce qui a été accompli par le «Combattant suprême» fut révolutionnaire — qu'il aurait pu faire bien plus. Ce faisant, il aurait alors aidé à ce que la graine intégriste ne reste pas dans le fruit de l'État au sortir de l'indépendance. Ce qui ne fut pas le cas; et cela a maintenu en l'état l'absence dans notre pays de culture démocratique.

«*Le Code du statut personnel a bien été une révolution; il a d'ailleurs été adopté avant la constitution!*», dit-elle, avec comme une pointe de regret dans la voix.

«*On a ainsi intériorisé nombre de traditions comme le système patriarcal.*» C'est que les acquis du Code du statut personnel ne sont pas irréversibles, car la révolution n'est pas achevée. «*D'autant plus qu'il reste des lacunes à combler au Code du statut personnel, relatives au patriarcat, l'homme y étant défini comme chef de famille, à la tutelle des enfants donnée ipso facto au père, outre les décisions importantes lui revenant, et sans parler de la part inégalitaire d'héritage ou du nom du mari et le domicile conjugal.*»

La modernité, un fait inévitable

C'est ce qui a fait que l'on se retrouve dans la situation hallucinante actuelle, menaçant d'un retour vertigineux en arrière. Mme Rached ne comprend d'ailleurs pas la «*contradiction flagrante,*

incroyable» de certaines de nos jeunes désorientées, acceptant le voile, et finissant, à la faveur de l'hypocrisie sociale, par se porter volontaires à s'offrir pour le repos du guerrier. Or, tout commence de manière apparemment anodine, comme avec «*le niqab, qui est un reniement de l'humanité de la femme, tout simplement. Les femmes qui acceptent cette déshumanisation, il n'est pas étonnant qu'elles acceptent les formes de traite de la femme, comme de se donner aux guerriers du jihad.*»

À la base, c'est le reniement de l'humanité de la femme qui ouvre largement la voie à tous les excès dont cette prétendue alliance du jihad et du niqah.

La présidente de l'Atfd nuance toutefois ses propos en assurant que notre jeunesse est dans l'ensemble attachée à «*la modernité, un fait inévitable en Tunisie. Il y a juste qu'elle subit un lavage de cerveau. Aussi, il urge d'y apporter la contradiction la plus vigoureuse. Et c'est ce que s'emploie à faire l'association le plus efficacement possible. Il est inacceptable et impossible de laisser libre cours à la moindre volonté de retour des siècles en arrière!*»

«On a milité au sein du Front du salut»

La militante politique, syndicaliste, féministe, droit-de-l'homme et militante pour les droits humains revendique haut et fort ses choix de gauche. Elle les assume, rappelant que ses compagnes de lutte, tout comme elle, étaient habituées depuis longtemps, y compris du temps de Bourguiba, à être taxées d'opposantes. L'Atfd réclame volontiers le qualificatif de groupe de pression, se définissant comme étant le fer de lance de la lutte en Tunisie pour les droits humains, «*ne marchandant point sur les principes universels des droits de l'Homme et les valeurs humaines.*»

D'ailleurs, sa pugnacité dans la défense de ses valeurs, et son positionnement résolument à gauche, ayant participé activement dans le cadre du Front du salut, en a fait la bête noire des islamistes au pouvoir. La nouvelle présidente le

reconnaît avec une pointe de fierté : «*On a milité au sein du Front du salut.*» Certes, la déception était grande, le dialogue n'étant que palabres, un dialogue de sourds, mais la mission de porter la parole juste dans les cénacles politiques a été accomplie et continuera de l'être.

«Une bataille pour le respect de la pluralité»

La bataille majeure de l'Atfd est celle de la pluralité. Elle a été engagée et en a gagné une manche capitale avec le principe de la parité pour la première élection libre en Tunisie. Toutefois, pareil succès demeure insuffisant, dans les faits, tous les partis, à une exception près, n'ayant pas joué le jeu de la parité réelle en plaçant les femmes en tête de listes. «*Or, c'est ça la vraie parité, le vrai militantisme!*», martèle la militante que les apparences et l'écume des choses ne trompent point.

C'est que l'Atfd plonge ses racines loin dans le militantisme, ses premiers combats remontant aux années 1970 avec ce qu'on appelait Mouvement autonome des femmes. Tout au long du règne de Bourguiba, encensé donc par les laïques, mais pas par l'Atfd, les militantes de l'association étaient bel et bien dans l'opposition.

Et elle le reste depuis sa création officielle, le 6 août 1989, avec pour slogan, entre autres, la lutte, la solidarité et surtout l'autonomie. Madame Rached est d'ailleurs l'une des fondatrices. Elle est également de celles ayant fait de leur militantisme un sacerdoce.

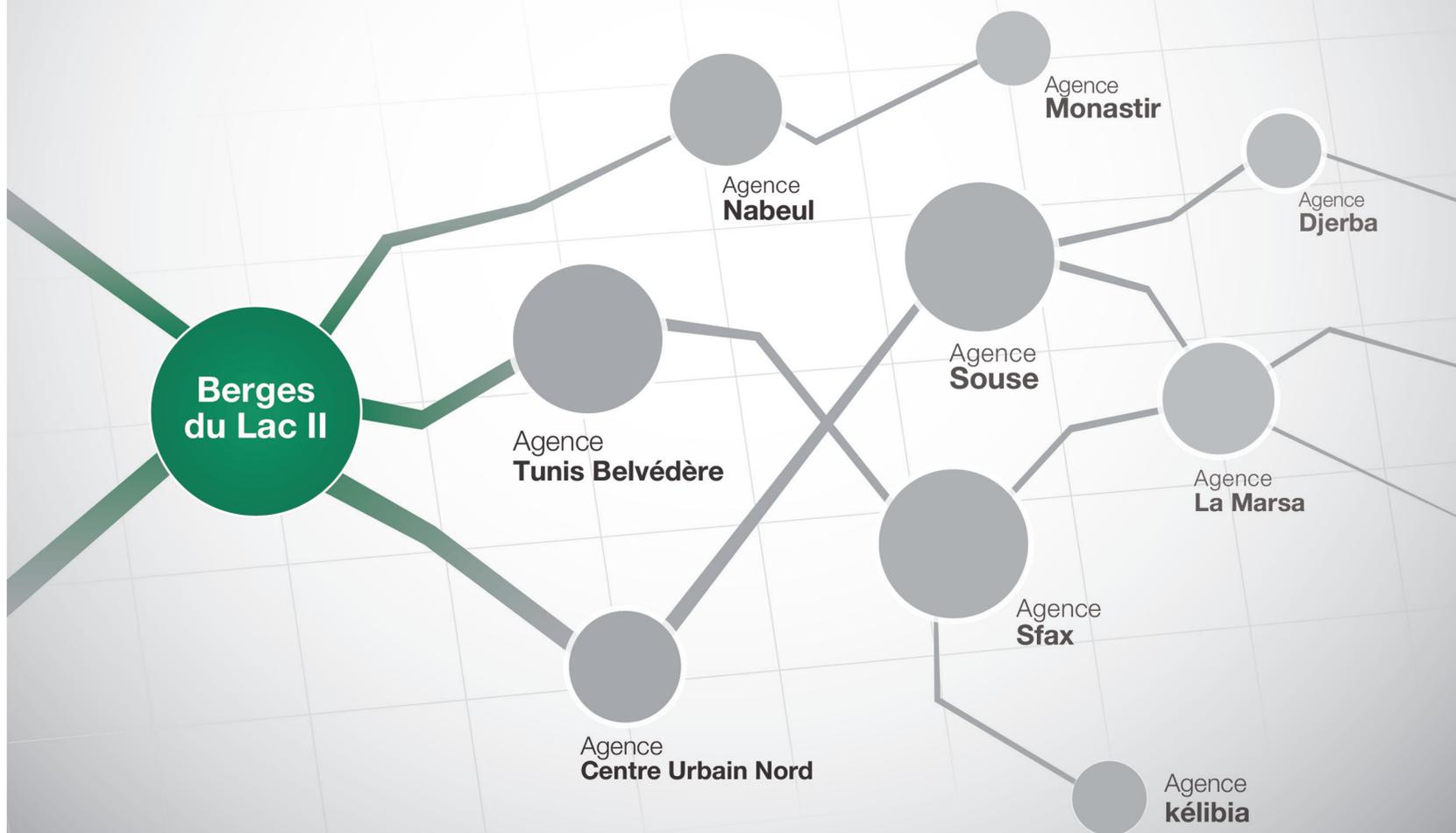
Une aura internationale

Pareil esprit de femmes conquérantes, parfaitement solidaires, si sensibles aux valeurs humaines a été pour beaucoup dans l'aura internationale de l'association, puisque l'Atfd a le statut d'observateur au Conseil économique et social de l'ONU; et elle est aussi membre de la Fédération internationale des droits de l'Homme. ■■■



Tunisie Valeurs vous annonce l'ouverture de
sa 10^{ème} agence aux **Berges du lac II**

Complexe Hannibal Medical Center
Rue les jardins du lac – 1053 – Les Berges du Lac II
Tél.: (+216) 71 267 367 - Fax : (+216) 71 267 109



Agence Centre Urbain Nord

Immeuble INTEGRA Centre Urbain Nord
1082 TUNIS MAHRAJENE
Tél. : (+216) 71 189 600
Fax : (+216) 71 949 325

Agence Tunis Belvédère

17, Rue de Jérusalem
1002 TUNIS BELVÉDÈRE
Tél. : (+216) 71 794 822
Fax : (+216) 71 798 454

Agence la Marsa

Résidence Mongi Slim Rue Chérif
Marsa Plage - 2078 LA MARSA
Tél. : (+216) 71 983 533
Fax : (+216) 71 983 083

Agence Nabeul

115, Avenue Habib Thameur
8062 NABEUL
Tél. : (+216) 72 272 472
Fax : (+216) 72 272 505

Agence Kélibia

19, Avenue Ali Belhaouane
8090 KÉLIBIA
Tél. : (+216) 72 295 395
Fax : (+216) 72 295 069

Agence Sousse

Immeuble Rakoua Route touristique
Khezama Est - 4051 SOUSSE
Tél. : (+216) 73 273 195
Fax : (+216) 73 273 199

Agence Monastir

Angle Avenue du Combattant Suprême
et Avenue 14 Janvier 2011- 5000 MONASTIR
Tél. : (+216) 73 273 195
Fax : (+216) 73 273 199

Agence Sfax

Immeuble Inès 2 Avenue du 14 Janvier
Sfax El Jadida - 3027 SFAX
Tél. : (+216) 74 404 424
Fax : (+216) 74 402 458

Agence Djerba

Rue Mohamed Badra Complexe Chouaref
Houmet Souk - 4180 DJERBA
Tél. : (+216) 75 623 300
Fax : (+216) 75 623 308

دار السلامة



بأقل من **1/2 دينار** في النهار*

من اليوم مع دار السلامة متاع تأمينات ستار تهني على دارك بأقل من نص دينار في النهار. تأمينات ستار توفرك 3 formules بش تختار منهم إلي تناسبك. لمزيد من المعلومات مرحبا بيبك في أقرب فرع ستار و إنا زورنا على موقع الواب www.star.com.tn

* وفق الشروط المنصوص عليها بال عقد

مع دار السّلامة،

متهني على داري متمع بنهاري

■■■ Certes, ce statut, elle l'a eu à la suite de l'arrivée de la Tunisienne Souhayr Belhassen à la tête de la Fédération et grâce à son ambition d'élargir le champ d'action de la Fédération aux droits de la femme. Mais cette ambition de la Fédération internationale s'est faite au travers d'une association féministe précise qui est l'Atfd et par référence à son passé militant, son expérience féministe, son talent et son savoir-faire présent pour la défense haut et fort des droits légitimes au féminin.

Une telle efficacité débordant la Tunisie, irradiant dans le monde arabe et au-delà, est mondialement reconnue. Elle a été récemment saluée par le prix Simone de Beauvoir pour la liberté des femmes, obtenu en 2012.

Ce prix a été également un coup de chapeau à l'indépendance d'esprit de l'Atfd et de ses militantes, opposantes par définition au pouvoir institué; car la démocratie est dans l'opposition et le droit à l'impertinence. Et, dans l'association, on croit que la révolution est en marche dans le pays.

Une mentalité à changer

Or, justement, comment faire pour que cette révolution n'échoue pas ? *«Il faut mettre en place des mécanismes institutionnels pour l'application et l'exercice de la démocratie: un tribunal constitutionnel, un observatoire national des droits de l'Homme, l'accroissement du rôle de la société civile; et ce par la reconnaissance du droit des citoyennes et des citoyens d'agir efficacement en se constituant partie civile.»*

D'où cette ligne stratégique aujourd'hui pour l'Atfd consistant à *«constitutionnaliser les droits de la femme et lever les réserves à la convention de la Cedaw, ou plus exactement veiller à l'enregistrement de la levée des réserves obtenue avec le gouvernement de M. Béji Caïd Essebsi.»*

Et bien sûr, tout reste prioritaire, comme la lutte contre le mariage précoce, cette atteinte aux droits de l'enfant, *«un tel*

mariage n'étant qu'une sorte de pédophilie déguisée. Aussi nous faut-il nous opposer, toutes et tous, à un aboutissement de l'échec de la société.»

La présidente de l'Atfd affirme que jamais il n'y a eu de véritable volonté politique en Tunisie pour l'égalité parfaite entre l'homme et la femme. Ainsi, malgré son œuvre révolutionnaire, le premier président de la Tunisie indépendante est resté en deçà de son modèle, Atatürk; d'où un manque de crédibilité à apporter à son entreprise restée inachevée. *«Ce furent des acquis très importants, certes, notamment en matière de scolarisation, de santé, d'infrastructure dans le pays, mais restés insuffisants.»*

Ce qui a alimenté la discrimination à l'égard de la femme dans l'imaginaire populaire, comme avec *«cette image féminine si défavorable dans les livres scolaires donnant des indicateurs fort négatifs»*. Aujourd'hui, cette absence de volonté perdure encore. Et l'insuffisance manifestée par les uns et les autres est palpable avec l'exemple des réserves apportées aux conventions internationales, notamment la Cedaw.

Les grandes batailles de l'ATFD

«La grande bataille de l'association est celle de l'institutionnalisation des droits humains universels par des dispositions claires de criminalisation de toutes les discriminations.»

À l'Atfd, on ose rêver d'une constitution *«qui soit garante de la citoyenneté et des droits humains, pour l'égalité, la citoyenneté et la dignité.»*

Parmi les axes prioritaires de son programme, figure l'action pour la définition de la discrimination. En cela l'association fait sienne celle proposée par la convention Cedaw : *«Toute distinction, exclusion, ou restriction fondée sur le sexe qui a pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes, quel que soit leur état matrimonial, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, des droits de l'Homme*

et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel et civil ou dans tout autre domaine.»

L'Atfd agit aussi pour amener à l'adoption d'une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, et plus particulièrement à criminaliser les violences physiques, morales et sexuelles faites aux femmes dans les espaces publics et privés, à les considérer comme une atteinte à l'ordre public. Elle agit pour que l'État protège l'intégrité physique, morale et sexuelle des femmes et des fillettes. En effet, comme on l'a vu, Madame Rached n'hésite pas, bien à raison, de qualifier le mariage avec de très jeunes filles de pédophilie.

L'Atfd agit aussi pour que l'on institue un tribunal constitutionnel indépendant afin de contrôler la constitutionnalité des lois et leur adéquation aux conventions internationales relatives aux droits humains ratifiées par la Tunisie. ■

F.A.

Le nouveau bureau exécutif de l'Atfd

Présidente :

Saida Rached

Secrétaire générale :

Najet Yaacoubi

Trésorière :

Bakhta Belkadhi Jmour

Chargée de l'emploi :

Raja Dahmani

Chargée de la culture

et de l'éducation :

Wafa Fraouis

Chargée des affaires juridiques :

Anissa Saidi

Chargée des relations externes :

Emna Zahrouni

Chargée de la communication :

Neila Zoghlemi

Chargée de la santé :

Anne-Emmanuelle Hsairi

Avec nous, vos projets



Projets ont de l'avenir.

En véritable partenaire, la BIAT vous accompagne dans chaque étape de votre vie pour vous offrir ce qu'il y a de meilleur en matière de produits et de conseil bancaires.

STRAT&GO

Gagnons l'avenir, ensemble
www.biat.com.tn





Bourse de Tunis

12 introductions en 2013 et 390 MD de fonds levés

En 2013, la Bourse de Tunis a aligné une troisième année difficile d'affilée – baisse du volume des transactions et repli des cours – en raison de la poursuite de la dégradation du cadre macroéconomique, de la persistance d'un environnement sociopolitique instable et surtout l'apparition d'un phénomène nouveau, à savoir le terrorisme et l'assassinat politique.

Toutefois, elle restera une année marquante dans l'histoire de la Bourse de Tunis. En effet, occupant depuis sa création une position marginale dans le paysage financier tunisien, la Bourse de Tunis connaît un nouveau tournant et une nouvelle dynamique en accueillant, pour la première fois, sur sa cote une nouvelle entreprise en moyenne tous les mois contre une seule par semestre au cours de la dernière décennie.

Le ralentissement économique et le resserrement de la liquidité bancaire ont contraint les établissements de crédit à

une gestion plus rigoureuse de leurs risques, d'où un resserrement du crédit bancaire qui a affecté nos entreprises, y compris les plus grandes. Cela a certainement contribué à donner un coup de pouce additionnel au marché.

Il y a aussi une prise générale de conscience sur les vertus du marché, ses formules de financement et ses exigences de transparence. Cette transparence, parfois assimilée à tort comme un dénudement, est maintenant entrée dans les mœurs car c'est elle qui scelle la relation de confiance avec l'investisseur. Encore plus, cette transparence profite à toutes les parties prenantes dans la vie de l'entreprise: employés, clients, fournisseurs, administration, mais aussi la banque.

Le choix de la Bourse

Cette prise de conscience est le fruit des efforts des acteurs de la place qui ne se sont jamais lassés de quadriller pôles économiques et zones industrielles et d'expliquer aux hommes d'affaires, aux dirigeants, aux auditeurs et autres experts qu'une entreprise peut se financer directement à la source, c'est-à-dire auprès

des investisseurs, que c'est le meilleur moyen, et surtout que c'est la raison d'être de la Bourse et de ses acteurs.

Cet effort de vulgarisation et de sensibilisation a pris un tournant décisif vers la fin de 2012 avec le lancement du projet de renforcement des capacités de la place de Tunis en éducation des investisseurs et du public. Ce projet se décompose en trois activités, à savoir le lancement du Salon Investia réunissant les acteurs du marché boursier, et dont la 1ère édition en novembre 2012 a eu un grand succès, le lancement prochain du jeu pédagogique Myinvestia pour initier les participants au déroulement d'une séance de bourse et enfin la mise en place du futur portail pédagogique en ligne Investia Academy comportant des supports de formation multimédias.

Le milieu éducatif constitue la cible de choix en tant que vivier des investisseurs de demain. Le milieu entrepreneurial a également été ciblé pour informer les dirigeants et les actionnaires majoritaires sur tout ce que le marché financier peut apporter en termes de flexibilité et de

diversification des sources de financement, et les salariés sur les avantages fiscaux accordés par l'Etat aux détenteurs de comptes d'épargne en actions. Outre les professions libérales et les fonctionnaires, il est prévu de s'adresser aux journalistes en tant que relais d'information.

Ce contexte et ces efforts ont contribué à sceller en 2013 le statut de la Bourse de Tunis d'institution majeure et incontournable dans le paysage financier national.

Une plus large diversification des secteurs

En 2013, la Bourse de Tunis aura connu son année la plus faste depuis sa création avec un rythme d'introductions jamais vécu auparavant et des perspectives encore plus prometteuses. En effet, le Conseil d'administration de la Bourse de Tunis aura donné son accord pour l'admission de 12 nouvelles sociétés à la cote de la Bourse, soit en moyenne une par mois. Ces admissions totalisent une offre de plus de 400MD et une capitalisation boursière additionnelle de plus de 1 400MD.■■■

ADMISSIONS EN 2013

(MONTANT DE L'OFFRE EN MILLIONS DE DINARS)

SOCIÉTÉS	SECTEUR D'ACTIVITE	DATE D'ADMISSION	MONTANT À LEVER	CAPITALISATION
ONE TECH	CABLAGE, MECATRONIQUE & TELECOM	15/02/2013	82	348
HANNIBAL LEASE	LEASING	14/03/2013	17	55
BEST LEASE	LEASING	25/06/2013	21	63
CITY CARS	CONCESSIONNAIRE AUTOMOBILE	06/06/2013	44	148
CELLCOM*	HIGH TECH	18/06/2013	10	32
SOTEMAIL	CERAMIQUE	05/09/2013	8	66
MPBS	BOISERIE	17/09/2013	12	37
SAH (LILAS)	ARTICLES HIEGIENIQUES	22/10/2013	128	271
SOTIPAPIER*	PAPPIER	04/11/2013	48	120
TAWASSOL*	INFRASTRUCTURE TELECOM ET DIVERS	28/11/2013	20	119
MSF*	EMBALLAGE PLASTIQUE	17/12/2013	7	26

*A Introduire en 2014

■■■ Les opérations d'introduction effective ont concerné 12 sociétés, dont 5 ont reçu leur accord d'admission en 2012. Elles

ont mobilisé près de 390 MD et apporté à la cote une capitalisation de 1 200 MD. Les sociétés admises en 2013 et qui

s'introduiront en 2014 devraient accroître la capitalisation boursière de près de 400MD.

INTRODUCTIONS EN 2013

(MONTANT DE L'OFFRE EN MILLIONS DE DINARS)

Landor*	AeTech*	NBL*	Eurocycles*	Syphax*	One Tech	Hannibal Lease	BEST Lease	City Cars	MPBS**	Sotumail**	Lilas**
10.9	3.5	13.4	18.1	25.0	83.7	16.5	21	44.3	11.8	8	132.6

*Admises en 2012

**Le démarrage effectif des négociations des titres débutera à partir du 8 janvier 2014

Le point culminant de cet afflux aura été atteint en décembre 2013 avec 3 nouvelles introductions quasi simultanées : Sotumail, Lilas et MPBS, qui totaliseront une levée de fonds de 147 MD. Ce qui porte le nombre de sociétés cotées à 71.

Les sociétés introduites en 2013 ont permis de diversifier les secteurs représentés à la Bourse, comme le textile, le bois ou les emballages. Hormis One Tech et Lilas, il s'agit principalement d'introductions de PME ; ce qui a créé un effet d'entraînement et encouragé d'autres PME à franchir le pas et à envisager de lever à leur tour sur le marché les fonds nécessaires à leur expansion.

Des levées de fonds qui confirment le potentiel du marché financier

L'appel de fonds engendré par les introductions réalisées en 2013, et qui a atteint près de 390 MD, s'est déroulé dans des conditions de marché très particulières, caractérisées essentiellement par des volumes de transactions quotidiens qui se sont établis à 5.7MD contre 8.3MD en 2012, et une baisse quasi générale des cours due à un environnement politique, économique et sécuritaire particulièrement difficile. Cela n'a pas empêché le marché de financer, malgré tous les besoins de financement, d'autres sociétés de la cote qui ont pu lever 122 MD sous forme d'augmentation de capital en numéraire

et 218 MD sous forme d'emprunts obligataires. En fin de compte, le marché boursier aura permis de lever plus de 730 MD.

Ces levées de fonds dans un contexte pareil confirment le potentiel de financement qu'offre le marché financier tunisien. Il ne contribue pas qu'au financement direct de l'Etat, des établissements financiers ou des grandes entreprises. En contrepartie de standards poussés de transparence, il peut financer les PME qui cherchent à consolider leur croissance. Grâce au marché alternatif, il peut également financer les PME qui cherchent à restructurer.

Au-delà des levées de fonds, le marché financier est susceptible de proposer de nombreux services financiers et offrir aux acteurs des instruments de marche plus évolués de couverture de risque par exemple, comme le marché à terme, les instruments dérivés que la Bourse de Tunis a prévu d'intégrer dans la nouvelle plateforme de cotation qui remplacera la plateforme actuelle.

Grâce à la nouvelle dynamique qui s'installe, la Bourse de Tunis ambitionne de devenir le partenaire privilégié pour le développement de l'entreprise tunisienne tant à l'échelle nationale qu'internationale. ■

B.T.

Leaders

Nouveau!

Leaders lance son application  **Windows 8**



Disponible sur  Windows Store

Disponible sur PC et Tablette



SSANGYONG

Le luxe n'a jamais été aussi accessible

CHAIRMAN 

Le prestige a un nouveau visage



Photo non contractuelle



Moteur : XGI3600



10 Airbags



Ordinateur de bord



Portes électriques



Made in South Korea

Dar SsangYong : Route de ceinture, 4022 ZI Akouda - Sousse
Tél. : (+216) 73 343 333 / Fax : (+216) 73 343 233

Succursale de tunis : Route de Sousse, GP1 km7 - 2033 Megrine - Tunisie
Tél. : (+216) 71 425 355 / Fax : (+216) 71 425 253

e-mail : ssangyong.commercial@sotudis.com.tn

SsangYong est une marque du groupe Mahindra & Mahindra.

SOTUDIS
Chemin de réussite

www.ssangyong-tunisie.com



La fusion-absorption des banques publiques



Par Abdelmajid Fredj

Il fut un temps où l'opération de fusion-absorption entre banques publiques était guidée par un souci de redimensionnement de nos banques, leur taille étant jugée trop réduite pour pouvoir tenir tête à une compétition attendue vorace.

Elle avait emballé beaucoup de responsables alors que d'autres criaient haut et fort qu'elle était juste un exercice statique de pur calcul comptable. Elle devait tout simplement plaire au chef en ce qu'elle représentait un phénomène de mode. Que pourrait-on attendre d'une telle opération ?

En tant qu'opération financière, elle devait consolider les actifs des banques qui fusionnent, les portant à des niveaux qui peuvent mieux classer les institutions sous ce critère. Quant aux autres paramètres, ils sont diffus et dilués et peu de gens se rendaient compte de leurs effets. Elle devait aussi répondre à l'objectif d'une meilleure efficacité par une meilleure rationalisation de la production et une meilleure réallocation des ressources. Elle répondait à un adage très répandu, *«l'union fait la force»*.

Aujourd'hui, un temps assez long s'est écoulé et les résultats sont criards et la grosse banque «efficiente» qui devait naître de cette opération de fusion est apparue un petit nain porteur de maladies variées et exigeant un grand renfort en argent frais pour qu'elle recouvre ses forces. Même avec ces injections, nos banques sont affligées d'une malformation structurelle à la base ne pouvant disparaître ou du moins être atténuée que par une nouvelle restructuration qui aboutirait à l'éclatement de l'institution en entités spécialisées plus performantes et au largage des missions déficitaires.

Ni le moment n'est propice, ni le contexte social n'est favorable, ni encore l'environnement économique de crise n'est approprié, ni encore l'expertise ayant conclu à l'indispensable opération de fusion n'est qualifiée, ni enfin les institutions candidates ne sont opportunes pour décider

une telle action porteuse de conséquences trop lourdes. Il s'agit d'une opération publique, nationale dont les effets seront endossés par les contribuables d'aujourd'hui mais aussi ceux des générations futures. Nous devons arrêter ces déclarations tonitruantes qui peuvent séduire le microcosme politique et surtout certains experts étrangers.

Consacrons-nous plutôt à la microentreprise et la microfinance, thérapie fondamentale pour l'emploi des jeunes par une relance forte de l'investissement. Autant je partage l'avis du financier M. Saidane, pour marquer une pause à ce sujet, autant je suis étonné et inquiet en entendant M. Jalloul Ayed défendre avec fougue cette idée de redimensionnement de nos banques. J'espère avoir mal interprété ses propos, tant l'homme me paraît d'une grande sagesse. ■

A.F.



MAC SA, L'INTERMEDIAIRE EN BOURSE.

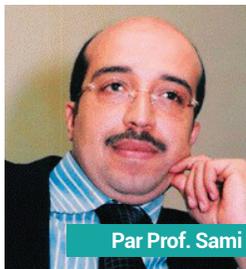
Depuis 20 ans, MAC SA a toujours œuvré pour assurer une relation de confiance solide et une expertise fiable. Aujourd'hui, nous sommes devenus une référence dans les métiers de la bourse. Dès à présent, rejoignez une voie sûre où vos investissements seront valorisés.

■ Intermédiation en bourse ■ Gestion d'actifs ■ Finance d'entreprise ■ Recherches et analyses

www.macsa.com.tn



Dépréciation du dinar tunisien Pourquoi autant de peur ?



Par Prof. Sami Mouley

A partir du mois de mai 2013 (date à laquelle la presse spécialisée nationale a entamé son cri d'alarme), l'euro, devise-phare pour l'économie tunisienne, a atteint 2,16 dinars contre 1,96 dinar en mai 2011, soit une dépréciation de près 10% en deux ans. En même temps, le dollar est passé de 1,377 dinar à 1,619 dinar, soit une dépréciation de 15%.

En décrochant au-dessus de la barre symbolique de 2 dinars, la parité du dinar par rapport à l'euro a suscité depuis lors, et jusqu'à aujourd'hui d'ailleurs, une polémique en imputant sa dépréciation seulement à des facteurs exogènes, et en l'absence de réponses adéquates à des facteurs politiques. Et l'hémorragie de la dépréciation galopante du dinar se poursuit actuellement et on n'entend ici et là que des périodiques linguistiques sans une réelle thérapie. Mais qu'en est-il en fait?

Les facteurs exogènes, certes

En réplique à la crise de la dette souveraine dans la zone euro, la mise en place du fonds européen de stabilisation financière doté d'un budget de sauvetage sans précédent (bail out), ajoutée au programme de rachat (prise en pension) des titres de dette publique par la Banque centrale européenne (BCE), ont conduit à un mouvement d'appréciation de l'euro à partir du dernier trimestre 2011. Un mouvement d'autant plus exacerbé suite au deuxième plan de sauvetage de la Grèce entériné par les chefs d'Etat de la zone euro.

L'appréciation de l'euro s'est poursuivie en 2012-2013 à la suite de la conduite par la BCE d'une seconde génération d'opérations de financement à très long terme (VLTRO) puis l'annonce d'un mécanisme d'opérations monétaires sur titres souverains (OMT – Outright Monetary Transactions).

Le contexte politico-économique de la transition aussi

Le contexte d'instabilité sociopolitique aidant, le taux de change du dinar n'est plus calé sur ses fondamentaux. L'opinion nationale et internationale est au fait de la crise actuelle de fragilisation des équilibres extérieurs

(creusement du déficit courant, insuffisance remarquable des entrées nettes de capitaux, difficultés persistantes de mobilisation de ressources financières externes et surtout une dynamique inertielle de tensions inflationnistes inédites). Bref, tous les ingrédients que l'Université enseigne pour expliquer la chute de la monnaie nationale. Enseignements de toute façon confirmés par la migration malheureuse de l'économie tunisienne au grade spéculatif auprès des agences de rating.

Pire, au niveau du taux de change réel, même le FMI a établi, selon son référentiel international CGER, que le taux de change effectif réel du dinar, n'étant plus calé sur les fondamentaux, devrait théoriquement, au sens de l'équilibre macroéconomique, se déprécier encore de plus de 6,7% pour corriger le gonflement du déficit courant durant la période de transition.

En d'autres termes, et en plus de sa forte dépréciation nominale par rapport à l'euro (et au dollar), le dinar demeure surévalué en termes effectif réel d'une moyenne de 5,1% au sens de l'équilibre fondamental.

Donc, faute de prises de position radicales, courageuses et énergiques de la part des autorités monétaires pour rétablir la situation (ou pour au moins stabiliser la situation), le dinar tunisien risquerait de se maintenir en mode dépréciation. Un autre contre-argument à cette réflexion paraîtra suffisamment farfelu.

Mais, et c'est le plus important, des erreurs d'aiguillage de la politique de change, qu'il va falloir rectifier à tout prix c'est là où réside l'essentiel du débat ou de la peur du débat. La dépréciation du dinar n'est pas seulement réduite au seul contexte international conjugué à un climat de défiance nationale. Elle est surtout imputable à une nouvelle

ligne de conduite adoptée par la BCT depuis 2012 qui a reformulé le cadre opérationnel de la politique de détermination du taux de change du dinar tunisien.

En effet, auparavant, la BCT intervenait quotidiennement, en fait à titre indicatif, pour corriger la valeur du taux de change effectif nominal dans une fourchette de 1% entre les cours acheteurs et vendeurs du dinar vis-à-vis des principales devises étrangères.

Actuellement, la gestion flexible introduite consiste à calibrer le taux de change de référence sur la base du taux de change moyen sur le marché interbancaire et non en fonction d'un panier fixe de monnaies. En d'autres termes, la BCT n'intervient désormais sur le marché de change, à travers des transactions bilatérales, que lorsque les cotations de marché subissent des déviations substantielles par rapport à son fixing quotidien, ce qui a amené concrètement à réduire la marge bid/ask de 1% à 0,2% seulement.

Cette nouvelle orientation, si opportune qu'elle soit (dans un contexte économique parfait, or il ne l'est pas), a soulevé, en revanche, autant de contraintes qui l'ont rendue totalement contre-productive:

- Elle est conditionnée par la disponibilité de ressources en devises suffisantes qui permettraient à la BCT d'intervenir régulièrement sur le marché des changes en guise de défense de la parité du dinar en cas d'écarts des cotations interbancaires de celle du fixing. Luxe que ne possèdent pas toujours les autorités monétaires.

- Elle est rendue d'autant plus biaisée que ces écarts sont devenus la conséquence d'une double distorsion. Celle d'abord du fait que le taux de change n'est plus calé sur les fondamentaux si bien qu'il ■ ■ ■

■ ■ ■ subit automatiquement des ajustements inéluctables du différentiel d'inflation par rapport aux principaux partenaires commerciaux face à des tensions inflationnistes internes. Celle ensuite de certains mouvements bancaires sur le marché monétaire en devises induits de certaines pratiques, disons non orthodoxes, sur les Comptes professionnels en devises (CPD). Et on ne dira pas plus.

• Notons enfin que depuis l'annulation en 2012 de l'obligation imposée aux banques de transférer à la BCT leurs soldes journaliers de devises (nivellement), pratique qui était de mise depuis la création du marché de change interbancaire, la régulation des anticipations des opérateurs sur le marché des changes et la prévisibilité adéquate des avoirs en devises par la BCT ont été quelque peu affaiblies, ce qui a entraîné une plus forte volatilité des cotations sur l'interbancaire par rapport au fixing.

Plus particulièrement, alors que la circulaire aux intermédiaires agréés N°1992-13 du 10 juin 1992 impose le dépôt auprès de la BCT des excédents de liquidités n'ayant pas trouvé d'emplois, notamment pour les devises de résidents, la circulaire N°2012-07 du 15 juin 2012 a autorisé les intermédiaires à utiliser, sans autorisation préalable, les ressources constituées par les devises non cessibles appartenant à la fois à leur clientèle résidente et non résidente dans certains emplois tels que le placement sur le marché monétaire en devises.

En d'autres termes, un tel dispositif n'aurait pas dû être décrété de manière brutale dans la période de transition. S'engager dans un tel processus de recours au fixing aurait dû être accompagné d'autres mesures appropriées de contrôle de change ou de revue du choix optimal du régime de change.

Quelques propositions pas plus que pour demain, en guise de conclusion

Les améliorations souhaitées du dispositif actuel de la politique de détermination du taux de change et du système de cotation au fixing, en termes de flexibilité et d'approfondissement du marché des changes imposent, au vu des contreperformances transitoires, la mise en place de certaines mesures de sauvegarde.

Ces dernières doivent être bien entendu interprétées dans un contexte provisoire lié aux difficultés de la transition, car la BCT ne pourra pas en effet, au moins durant l'année 2014, mener une politique de défense de la parité du fait des contraintes en termes d'entrées de devises.

En revanche, la faiblesse de ces interventions sur le marché des changes (pour toutes les raisons précédemment invoquées) entraînerait forcément l'accentuation des anticipations de dépréciation. Nos quelques propositions, pour l'immédiat, s'articulent autour de mesures de sauvegarde touchant à la fois le contrôle de change et le régime de change.

Au niveau du contrôle de change

• Double suppression d'alimentation des CPD par des emprunts externes en devises ou de placements des avoirs.

• Solution graduelle combinée quotité-maturité (ou durée), en réduisant dans un premier temps le taux de détention de 100% à 75% tout en limitant la durée de séjour de 12 à 6 mois (et graduellement à 3 mois). C'est le cas de notre concurrent direct, le Maroc. La modularité et/ou la progressivité de ces mesures pourraient être décidées par la BCT en fonction des effets

régulateurs attendus sur le marché des changes.

• Réexamen intégral des conditions de levée antérieure de la pratique du nivellement

Au niveau du régime de change

Avant d'imposer la flexibilité du taux de change, il y a lieu d'abord de se familiariser, non seulement contextuellement mais aussi techniquement, avec les différents régimes de bande de fluctuation du taux de change et la prise en compte de l'expérience internationale en matière d'application de ces différents régimes (bandes horizontales de fluctuation versus diagonales, bandes symétriques versus asymétriques par rapport à une parité centrale, bandes à escalier, etc.). La Banque mondiale n'a, elle, pas cessé auparavant de le souligner ! ■

S.M.



L'IFT en partenariat avec ENGDE

Ecole d'expertise comptable et de gestion de Paris propose de préparer les étudiants à la préparation des diplômes LMD et BTS; **DIPLÔMES RECONNUS à l'international»**

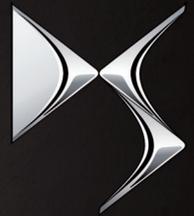
www.tunisieformations.com

Contact : IFT 4, rue Claude-Bernard Tunis

Tél : 71 843 743

L'équipe pédagogique aura le plaisir de vous accueillir dans les locaux de l'IFT pour de plus amples informations.

www.citroen.tn



CITROËN DS5

DÉCOUVREZ L'UNIVERS DS CHEZ CITROËN



 Citroen Tunisie
 @citroen_tunisie



CITROËN

CRÉATIVE TECHNOLOGIE

AURES AUTO DISTRIBUTEUR OFFICIEL CITROËN

SIÈGE SOCIAL LA CHARGUIA : TÉL. : 71 806 100 / SUCCURSALE LES BERGES DU LAC : TÉL. : 71 960 002 / SUCCURSALE EL MGHIRA : TÉL. : 79 408 429 / SUCCURSALE NABEUL : TÉL. : 72 272 470
SUCCURSALE HAMMAM SOUSSE : TÉL. : 73 371 390 - 73 371 392 / AGENCE MAHDIA - AUTO HB : TÉL. : 73 653 820 / SUCCURSALE SFAX : TÉL. : 74 286 200 - 74 286 087
AGENCE MNIHLA - SOMAS : TÉL. : 70 527 700 / AGENCE EZZAHRA - LE GARAGE : TÉL. : 71 455 395 / AGENCE MANOUBA - UNIVERS AUTO : TÉL. : 71 601 290 / AGENCE BHAR LAZREG -
HORIZON CAR : TÉL. : 71 854 850 / AGENCE HAMMAMET - ASH : TÉL. : 72 261 100 / AGENCE SFAX - CPR AUTO : TÉL. : 74 467 900 / RAC SFAX - ETS BELALYA : TÉL. : 74 296 540
AGENCE GABES - GAMA : TÉL. : 75 295 600 - 75 295 700 / AGENCE DJERBA - SOGEMA : TÉL. : 75 655 050 / AGENCE MONASTIR - SMA : TÉL. : 73 464 441 - 73 464 442
E-MAIL : info@citroen.com.tn



L'argent du sport Le nerf de la guerre

Le football a vécu un certain samedi 13 novembre 1985 un fait insolite : pour la première fois, un joueur dispute deux matches le même jour, dans deux pays différents et pour le compte de deux compétitions.



Par Mohamed Kilani

C'est le Danois Soren Lerby et son club le Bayern de Munich qui sont les co-artisans de cet exploit avec le concours du sélectionneur scandinave. Cet après-midi-là le milieu du terrain, alors âgé de 28 ans, disputa une heure de jeu à Belfast lors du match qualificatif pour la Coupe du monde entre l'Irlande du Nord et le Danemark, laissant son équipe mener

3-1 (score final 4-1) avant de rejoindre à Bochum (nord de l'Allemagne), par jet privé, ses partenaires du Bayern pour prendre part à un match de coupe qui l'implique toute la seconde mi-temps et les prolongations (1-1). Il est sans doute inutile d'épiloguer sur la signification d'un tel événement, mais le poids de l'argent a fait en la circonstance une démonstration on ne peut plus convaincante. Les dirigeants du Bayern ont sans doute cherché autant la performance sportive que le retentissement de cette entreprise.

L'invasion grandissante de la télévision

L'argent du sport a cinq sources principales: les droits de télévision, la

publicité, le sponsoring, le merchandising et les recettes des stades. La taille du club détermine sa capacité à drainer ces ressources ; et c'est naturellement l'environnement économique qui décide de l'essentiel de sa surface financière. Mais le diktat des télévisions est aujourd'hui un fait incontournable : la répartition des matches à travers les jours de la semaine et les horaires doivent obéir à un souci de diffusion du maximum de rencontres pour amortir les droits et drainer les annonceurs partout où le direct est prévu. On est allé jusqu'à programmer des matches à 11h.

Nouveaux rapports

Parmi les conséquences évidentes de l'impact de l'argent sur la mentalité de l'athlète, on peut mentionner l'établissement d'un nouveau rapport avec son club formateur. Dès que l'ambition du sportif dépasse la taille de son club, c'est toujours l'argent qui en filigrane décide de tout. Rares sont les exemples qui échappent à cette règle. Le cas le plus célèbre d'une fidélité absolue adossée à une sagesse étonnante est celui de l'Italien Gigi Riva. En effet, le sarde de Cagliari qui a conduit son club au titre en 1970 a décliné une offre alléchante de la Juventus (un milliard à l'époque) arguant qu'à ce prix, il n'était pas en mesure d'assumer la responsabilité de ce transfert, l'obligation de résultat découlant de l'investissement, et de supporter la pression du public et le poids des matches. Ainsi, le joueur s'est soustrait à la dictature de l'argent et ses conséquences perverses.

Mais le phénomène ne s'est pas estompé pour autant, surtout avec le développement de la télévision qui a provoqué une révolution dans la culture économique et commerciale en faisant de la publicité un vecteur incontournable et puissant. C'est donc le tandem télévision-publicité qui a métamorphosé le sport en le transformant en véritable industrie qui doit fonctionner selon les mêmes mécanismes même si le risque est supérieur en raison de l'incertitude du résultat.

Le CIO : les revenus colossaux des droits de TV

L'évolution des droits de télévision est très édifiante : les Jeux Olympiques, lors des années 1970, drainaient des recettes de l'ordre de 300 mille dinars au CIO au titre des Droits de télé, dont environ la moitié provenant de la Rai, en raison de certaines exclusivités. Depuis, le montant a grimpé de manière exponentielle d'une édition à l'autre. En 2012, ces droits ont rapporté au CIO, la somme de cinq milliards de dinars. Naturellement, le CIO en reversement aux fédérations internationales et aux comités nationaux une grande partie pour remplir leur mission et répondre à l'appel de Pierre de Coubertin qui cherchait à ennoblir et fortifier le sport dans la durée tout en précisant que *«l'important n'est pas le triomphe, mais le combat ; que l'essentiel n'est pas de gagner mais de s'être bien battu.»*

Ancrage économique

En Tunisie, il n'est pas fortuit que les quatre grands clubs se soient implantés dans les trois pôles économiques du pays. Depuis l'instauration du professionnalisme, le fossé s'est définitivement creusé entre ce qu'on a appelé la bande des quatre et les autres d'autant que la FTF, sous l'impulsion de Raouf Najjar, avait déjà confié aux clubs l'organisation de leurs rencontres. A titre indicatif, le rapport entre le budget d'un club «ordinaire» et celui d'un grand club était de un à deux. Depuis quelques années, il est devenu de un à cinq, voire huit ou dix. Dans ces conditions, la course au titre est circonscrite entre les quatre clubs nantis. Quelques tentatives ont été entreprises par l'US Monastir en 2006-07 et le CA Bizertin pour briser ce monopole il y a deux ans mais qui n'ont pas abouti en raison essentiellement de l'écart financier.

Crise aiguë

La révolution tunisienne n'a pas encore servi ni sauvé le sport. Les problèmes

de sécurité ont pénalisé les clubs avec l'instauration du huis clos. Conséquence immédiate : les recettes directes des clubs ont disparu, plongeant la majorité dans une crise financière sans précédent. Les déficits ont même créé des rapports conflictuels entre les joueurs et leurs employeurs pour défaut de règlement de salaires. Les dirigeants sont même interdits de chèques pour émission de chèques sans provision, et traînés même devant les tribunaux. C'est l'envers de la médaille d'un professionnalisme qui n'a pas été accompagné dans son lancement pour lui garantir le mûrissement. Le compromis trouvé en 2012-13 autorisant uniquement le public de l'équipe recevant à assister aux rencontres n'a pas résolu le problème économique des clubs d'autant que les quotas brillent par leur modestie. Cela équivaut à voir le sport tunisien régresser et s'éloigner de ses objectifs internationaux. Si à l'exception de l'Espérance tous les clubs connaissent une crise financière, les déficits du CA (15 milliards), de l'Etoile (12 milliards) et du CSS (5 milliards) annoncent des difficultés structurelles aux conséquences imprévisibles.

Le statut du dirigeant est sans doute au cœur de cette problématique. La bonne gestion du sport requiert une qualification, une expérience managériale et un engagement sans faille et dans la durée. Or, l'instabilité des dirigeants est un handicap majeur d'autant que souvent les sortants n'agissent pas dans le sens d'une politique à long terme, d'où des conflits récurrents lors des passations. Mais il faut relever que l'argent n'a pas toujours rendu le meilleur service au sport quand certains dirigeants avaient, il y a quinze ou vingt ans, injecté beaucoup de liquidités sans se soucier de l'inflation créée et de la nouvelle configuration dans les rapports entre joueurs et clubs. Les conséquences sont aujourd'hui flagrantes et le plus difficile consiste à trouver des dirigeants de qualité, rayonnants et motivés. Et surtout conscients de l'impact à moyen et long termes de leur gestion... ■

M.K.

Une ingérence plébiscitée? L'Algérie rêvée des Tunisiens

«Monsieur le Président, que Dieu vous garde en vie. La Tunisie trouvera toujours l'Algérie à ses côtés».

*Déclaration de Chadli Benjedid
à Habib Bourguiba,
décembre 1984*

Vue d'Alger, la crise politique que traverse la Tunisie depuis l'assassinat de Mohamed Brahmi constitue à la fois un sujet de préoccupation majeur et une aubaine. Un sujet de préoccupation, car la nature a horreur du vide.

Une déstabilisation de la Tunisie affectera nécessairement la sécurité intérieure d'une Algérie aux prises depuis de longues années avec la subversion terroriste islamiste. La frontière entre les deux pays, auparavant sûre et presque hermétique, est en passe de se transformer en une éponge poreuse. Les militaires algériens mettront tout en œuvre pour empêcher la jonction entre les djihadistes d'Aqmi (Al Qaïda au Maghreb islamique, émanation du Gspc algérien), ceux d'Ansar Echaria, et leurs homologues libyens. Mais la crise tunisienne est aussi une aubaine : le carnage du Châambi et l'affaiblissement spectaculaire du gouvernement d'Ali Laârayedh ont redistribué les cartes et permis à l'Algérie d'exercer une influence stratégique grandissante. L'Algérie



Par Samy Ghorbal.

est devenue un acteur incontournable de l'équation politique tunisienne. Même diminué, le président Abdelaziz Bouteflika ne s'est pas fait prier pour se glisser dans la posture du «grand frère» et venir au chevet d'une Tunisie malade de ses politiciens. Ce «retour en influence» de l'Algérie, qui est aussi un retour aux «fondamentaux

diplomatiques», témoigne d'un incroyable retournement de situation. Prise au dépourvu par la chute de Ben Ali, l'Algérie, puissance arabe gardienne du statu quo, s'était retrouvée marginalisée et hors jeu en janvier 2011.

Ses dirigeants avaient été contraints de suivre en spectateurs impuissants

l'effervescence révolutionnaire qui s'était emparée de la région. A Tunis, certains avaient même redouté que les puissants services de renseignements du pays voisin n'entreprennent des manœuvres de déstabilisation, pour faire échouer la transition démocratique et enrayer un possible «effet domino». Craintes qui se révéleront parfaitement ■■■



■■■ infondées. L'Algérie choisira de faire le dos rond, et s'abstiendra de toute action hostile.

«L'ingratitude de Moncef Marzouki»

En mars 2011, fraîchement nommé à la tête du second gouvernement de transition, Béji Caïd Essebsi se rend à Alger pour rassurer Abdelaziz Bouteflika et Ahmed Ouyahia. Les fils du dialogue sont renoués. L'Algérie observera une parfaite neutralité pendant toute la durée du processus électoral tunisien. En dépit de leurs préventions à l'égard d'Ennahdha, les Algériens accueillent sans émotion le résultat du scrutin du 23 octobre. Personne n'a oublié la proximité entre les islamistes tunisiens et ceux du FIS. Rached Ghannouchi avait trouvé refuge à Alger après son départ volontaire de Tunisie, en 1989.

Il s'était affiché ostensiblement aux côtés d'Abassi Madani et d'Ali Belhadj, et ne s'était pas privé pour critiquer l'interruption du processus électoral décidée par les généraux algériens en janvier 1992. Mais le passé est le passé, et les relations entre Etats doivent s'élever au-dessus de ces contingences. Sûrs de leur assise, et bien disposés à tourner la page, les dirigeants algériens attendaient simplement du gouvernement de la Troïka qu'il affiche ses bonnes dispositions à coopérer. Ils ont été cueillis à froid par les offenses du nouveau chef provisoire de l'Etat tunisien.

En choisissant de se rendre à Tripoli pour sa première visite à l'étranger, le 2 janvier 2012, Moncef Marzouki a indisposé Alger. Il a aggravé son cas en déclarant, alors qu'il se trouvait à Tripoli, que les Algériens auraient pu éviter le bain de sang des années 1990 en respectant le résultat des urnes et en laissant les islamistes accéder au pouvoir. Ces propos suscitent un tollé à Alger. Mourad Medelci, le ministre des Affaires étrangères, lui répond en expliquant que la souveraineté de

l'Algérie est une ligne rouge à ne pas dépasser. La presse se déchaîne, en soulignant l'amateurisme et l'ingratitude du locataire du palais de Carthage. Hamadi Jebali parvient péniblement à recoller les morceaux. Mais le mal est fait. Moncef Marzouki ne sera plus jamais en odeur de sainteté, et aucune de ses initiatives visant à relancer la construction du Maghreb ne trouvera d'écho positif du côté d'Alger.

Le tournant de l'été 2013 et l'entrée en scène d'Abdelaziz Bouteflika

Les événements de l'été 2013, avec l'assassinat du député Mohamed Brahmi et le massacre de huit militaires tunisiens, dans le djebel Chaâmbi, marquent un tournant dans la relation entre les deux pays. Très vite, l'Algérie prend la mesure de la crise et son armée vole au secours du gouvernement tunisien. 8 000 hommes sont déployés pour sécuriser le flanc arrière de la frontière et prendre dans une nasse le groupe djihadiste responsable de la mort des soldats tunisiens. L'impact est immédiat. En quelques semaines, la situation sécuritaire, qui paraissait compromise, est rétablie.

Quelques jours avant sa rencontre-surprise avec Rached Ghannouchi, Béji Caïd Essebsi, qui séjournait dans la capitale française, reçoit la visite d'un émissaire du président Bouteflika. Les ingrédients de la spectaculaire médiation du chef de l'Etat algérien se mettent en place. Le 25 août, Ghannouchi accorde une interview à la chaîne Nessma et rend un hommage appuyé au grand voisin : «L'Algérie est l'Etat le plus important pour nous. Les décisions de la Tunisie concernent l'Algérie, comme celles de l'Algérie importent pour la Tunisie, notamment en matière de sécurité.» Le 10 septembre, Abdelaziz Bouteflika interrompt sa convalescence pour recevoir séparément — et « à leur demande » — les deux principaux protagonistes de la crise tunisienne, Ghannouchi et Caïd

Essebsi. Moncef Marzouki, le président tunisien, est totalement court-circuité. Le 15 novembre, alors que le dialogue national, mis en œuvre sous les auspices du Quartet et appuyé par les grandes puissances occidentales, s'était embourbé, Bouteflika reprenait langue, toujours à Alger, avec Ghannouchi. Deux jours plus tard, c'était au tour de BCE d'être reçu par le numéro un algérien. Rien n'a filtré de ces différents entretiens, mais on peut imaginer que le chef de l'Etat algérien a sommé ses interlocuteurs de s'entendre. Les images muettes de la conversation semblaient suggérer : «Il est temps de conclure et de parvenir à un consensus»...

La Tunisie, un protectorat algérien?

Cette «ingérence fraternelle» n'a pas été du goût de tout le monde. Des voix se sont élevées pour dénoncer des tentatives de «vassalisation» de la Tunisie. Aziz Krichen, ministre conseiller de Moncef Marzouki, s'est ému, sur sa page Facebook, du comportement de certains hommes politiques «dont l'appétit de pouvoir n'est plus limité par le moindre sentiment de fierté nationale». Ce post accusait, en termes à peine voilés, Ghannouchi et Caïd Essebsi de brader à bon compte la souveraineté tunisienne. «Je ne veux pas pour mon pays un sort comparable à celui du Liban dans ses relations avec la Syrie», assénait Krichen en conclusion. Emanant d'un intellectuel de sa trempe, l'avertissement mérite réflexion. Que faut-il en penser ?

Un constat d'abord : le «droit de regard» concédé à l'actuel chef d'Etat algérien ressemble, à s'y méprendre, à celui que revendiquaient ses deux prédécesseurs, Houari Boumediene et Chadli Benjedid, à une époque où le pays inspirait déjà les craintes les plus vives pour sa stabilité (voir notre encadré). Il s'inscrit donc dans une forme de permanence historique. Est-il besoin de le rappeler? ■■■

Les Introductions

2011



30/06/2011 - TELNET -

2012



13/02/2012 - HEXABYTE -



07/06/2012 - AMS -

2013



07/03/2013 - LAND'OR -



04/04/2013 - AETECH -



09/05/2013 - NEW BODY LINE -



20/05/2013 - ONE TECH -



11/06/2013 - SYPHAX AIRLINES -



24/06/2013 - EURO CYCLES -



04/07/2013 - HANNIBAL LEASE -



23/10/2013 - BEST LEASE -



26/11/2013 - CITY CARS -

Les Introductions en cours





NEW
THINKING.
NEW
POSSIBILITIES.

Le meilleur allié des constructeurs



HD 380 | Mixer CIFA 10m³



HD 260 | CIFA 36m³

هنا الطريق

Tunis : Parc Industriel de Ben Arous GP1 km 5,5 BP 211 2013 Ben Arous - Tunisie - Tél. : +216 71 388 100 - Fax : +216 71 388 050
Succursale Sousse : Route de Tunis km 132,5 4022 Akouda - Sousse - Tunisie - Tél. : +216 73 309 309 - Fax : +216 73 309 999
Succursale Gabès : Route de Tunis km 0,5 BP 31-6001 Hached Gabes - Tél. : +216 75 273 044 - Fax : +216 75 274 151

SOTUDIS
Chemin de réussite

www.sotudis.com.tn

■■■ En novembre 1987, Zine El Abidine Ben Ali avait pris soin d'obtenir le feu vert d'Alger avant de déclencher son «coup d'Etat médical». Les Algériens avaient été les premiers informés de ce qui se tramait à Tunis.

Aujourd'hui, on ne peut être que gênés, du point de vue de l'orgueil national, de voir que les pourparlers qui engagent l'avenir de la transition démocratique aient pu être parrainés, voire orchestrés, par une puissance étrangère, fût-elle voisine et amie. Le caractère dissymétrique de la relation entre Alger et Tunis est tout aussi problématique. Les objections soulevées par Aziz Krichen sont légitimes et fondées. Mais, vu le blocage actuel, a-t-on encore le droit de faire la fine bouche ? A-t-on encore le choix ? La vraie question est là.

L'Algérie, depuis le début de la crise, a exercé une action militaire stabilisatrice et s'est impliquée activement dans la recherche d'une solution politique efficace. Elle a tenté et tente encore de rapprocher les points de vue entre les deux forces incontournables de la scène politique tunisienne. Les leaders politiques tunisiens ont dilapidé leur crédit. Ils ont été incapables de s'élever au-dessus des intérêts partisans, incapables de faire prévaloir l'intérêt national. Abandonnés à eux-mêmes, ils risquaient de mettre des mois, pour ne pas dire des années, avant de s'entendre. La Tunisie ne s'en serait pas relevée. Dans ces conditions, toutes les médiations étaient bonnes à prendre. Les Etats-Unis d'Amérique, l'Allemagne, la France et l'Union européenne n'ont pas ménagé leurs efforts. Mais ils n'étaient peut-être pas en mesure de peser aussi efficacement sur le cours des choses que l'Algérie. Pour deux raisons. Primo: ils étaient tributaires des avancées – et des blocages – du dialogue national, alors que les Algériens avaient opté pour une méthode consistant à passer par-dessus la tête des institutions, des

autres formations et des différentes composantes de la société civile pour dialoguer directement avec les deux poids lourds de la scène politique, Ghannouchi et BCE. Secundo: les Occidentaux ne disposaient que d'un seul levier d'influence, le soft power — la diplomatie —, alors que les Algériens avaient aussi la possibilité d'actionner le levier du hard power, c'est-à-dire la pression militaire.

a mis son poids stratégique dans la balance, au risque de susciter une certaine exaspération. Il semblerait pourtant que ces efforts aient été perçus très favorablement par l'opinion tunisienne. C'est en tout cas ce qu'il ressort du dernier sondage réalisé par Sigma Conseil, dont les résultats ont été publiés le 19 novembre. Les trois quarts des Tunisiens déclarent avoir une image positive de l'Algérie.



L'Algérie pour arrondir les angles ?

Les Algériens sont des diplomates rugueux mais chevronnés. On suppose qu'ils savaient où ils mettaient les pieds. Ils jouaient leur crédibilité. La solution imposée au forceps, dans la soirée du samedi 14 décembre, avec le choix de Mehdi Jomaâ, va-t-elle apaiser les tensions ou polariser encore davantage les positions ? Et, si tel était le cas, les Algériens pourraient-ils, de nouveau, aider à arrondir les angles et à éviter que la rupture soit consommée entre les principaux protagonistes de la scène politique tunisienne ? L'avenir le dira. L'Algérie

Le pays recueille presque autant d'opinions favorables du côté des sympathisants d'Ennahdha (75,4 %) que du côté des sympathisants de Nidaa Tounes (80,1%). Autant le Qatar clive (moins de 40% d'opinions favorables chez les modernistes, contre un peu plus de 52% chez les islamistes), autant l'Algérie rassemble et réunit. La ferveur qui s'est emparée des réseaux sociaux tunisiens au lendemain de la qualification d'El Khadhra (l'équipe algérienne) pour la Coupe du monde de football est un autre signe qui ne trompe pas. Messages d'encouragement et de soutien, commentaires dithyrambiques, ■■■

■■■ applaudissements, effusions : de mémoire de supporter, c'était du jamais vu. Pour un peu, on aurait pu croire que c'étaient les Aigles de Carthage qui avaient arraché leur ticket pour le Brésil !

On sait que les opinions sont, par définition, terriblement versatiles. Peut-être y a-t-il lieu malgré tout de s'interroger sur les raisons de ce qui, côté tunisien, ressemble à un brutal regain d'amour et d'intérêt. Tentons une interprétation psychologique. L'image ombrageuse déglagée par l'Algérie sur la scène internationale constitue un aspect qui rebute fréquemment ses partenaires européens et occidentaux. Mais c'est peut-être justement ce trait de caractère qui séduit aujourd'hui des Tunisiens en mal de prestige, d'autorité et de certitudes. Disons-le d'emblée, cette Algérie rêvée et fantasmée ne correspond sans doute pas exactement à l'Algérie réelle. C'est une projection. Elle est appréhendée par les Tunisiens à l'aune des propres carences de leur Etat. En dépit des incertitudes liées à la succession et à l'état de santé d'Abdelaziz Bouteflika, l'Algérie leur apparaît comme un repère, un pôle de puissance et de stabilité dans un univers régional et arabe chaotique, tourmenté, en proie à l'anarchie et la violence. Son «système», décrié et vilipendé de toutes parts, est inoxydable, et a fait preuve de sa résilience aux crises. Son armée est la plus puissante de la région.

Son Etat est riche et accumule des excédents faramineux. Son économie, en dépit de ses archaïsmes, regorge de potentialités et est perçue comme un fantastique relais de croissance pour les entrepreneurs des pays voisins. Enfin, et c'est peut-être l'élément qui compte le plus ici : l'Algérie incarne une diplomatie de la souveraineté. Elle se donne à voir comme un pays fier pour qui l'honneur passe avant tout et qui ne courbera jamais l'échine. En résumé: comme un Etat libre, indépendant et souverain...■

S.G.

De la défiance à l'entente cordiale

Retour sur un demi-siècle de relations stratégiques entre Tunis et Alger

Les relations tuniso-algériennes ont longtemps été frappées du sceau de la défiance et assombries par l'existence d'un contentieux territorial. Habib Bourguiba, qui leur avait offert l'hospitalité entre 1957 et 1962, reprochait volontiers aux anciens maquisards du FLN leur ingratitude et leur manque de considération pour les sacrifices consentis par la Tunisie. Les Algériens, de leur côté, le soupçonnaient d'avoir joué double jeu et d'avoir voulu négocier avec Charles de Gaulle la restitution à la Tunisie des territoires sahariens compris entre les bornes 220 et 233. Quelques arpents de sable inhabités, mais où l'on venait de découvrir d'importants gisements pétrolifères. A cette dispute sur le tracé des frontières s'ajoutait la rivalité idéologique entre l'Algérie révolutionnaire et arabiste et une Tunisie aux orientations modernistes et résolument atlantistes.

Comment sortir de l'étouffant tête-à-tête avec Alger ?

Plusieurs fois, à plusieurs reprises, les gouvernants tunisiens caresseront l'idée de conclure des alliances défensives avec les puissances occidentales, pour sanctuariser leur territoire contre une possible agression. En décembre 1967, Bourguiba évoquera même, à demi-mots, l'éventualité d'une adhésion à l'Otan. Les alliés ne donneront pas suite. Car une telle initiative n'aurait pas manqué d'être interprétée comme une provocation par une Algérie, championne du non-alignement et viscéralement hostile à la présence de troupes étrangères au Maghreb. Paris et Washington, qui avaient été sollicités, ne souhaitaient pas offrir aux Algériens un prétexte pour se rapprocher davantage des Soviétiques. A défaut d'une alliance militaire en bonne et due forme, Bourguiba devra se contenter d'un «solide rempart d'amitiés occidentales». Suffisant, sans doute, mais pas totalement rassurant.

Le coup d'Etat libyen du 1er septembre 1969, qui porte au pouvoir le colonel Mouammar Kadhafi, vient compliquer un peu plus l'équation géopolitique régionale. Coïncée entre deux pays se réclamant d'idéologies diamétralement opposées aux siennes, la Tunisie doit réagir. L'encercllement n'est pas tenable, et l'Etat, qui a choisi de donner la priorité à l'éducation et à la santé, n'a pas les moyens de se lancer dans une course aux armements.

Il faut vider le contentieux territorial avec Alger pour faire diminuer la pression. En novembre 1969, Bourguiba demande à Hédi Nouira de «normaliser» les relations avec l'Algérie. L'assouplissement de la position tunisienne débouche sur le traité du 6 janvier 1970, qui est ratifié le 30. La Tunisie renonce officiellement

à ses vues sur les 900 kilomètres carrés de territoires sahariens situés au-delà de la fameuse borne 233, en échange de maigres contreparties.

La décennie 1970 / 1980 sera, pour la Tunisie, celle de tous les périls. La «parenthèse socialiste» a été refermée, et le pays a retrouvé une belle prospérité économique. Mais le déclin des facultés physiques et mentales de Bourguiba inquiète. Ses absences sont de plus en plus fréquentes. Cette situation attise les convoitises. L'Algérie est au faite de sa puissance et aspire désormais ouvertement au leadership maghrébin.

En mai 1973, au Kef, Houari Boumediene propose un «traité d'union» à son homologue tunisien, qui refuse, en y mettant les formes. Bourguiba n'est pas foncièrement opposé à un rapprochement, voire à une association, mais il veut négocier d'égal à égal. Il confiera à son entourage: *«L'Algérie, c'est un gros morceau, avec son Sahara, sa population, son potentiel et son gros ventre, nous risquons d'être engloutis»*.

Les séquelles de Djerba : Gafsa et la guerre larvée avec la Libye

Le tête-à-tête avec Alger est étouffant et déséquilibré. Pour en sortir, le président tunisien se laisse convaincre par Mohamed Masmoudi, son ministre des Affaires étrangères, qu'il y a peut-être quelque chose à tenter avec Tripoli. Présomptueux, Bourguiba s' imagine qu'il pourra circonvenir le bouillant colonel libyen et mettre la main sur les fabuleuses richesses du sous-sol libyen. Ce malentendu est à l'origine du projet de fusion avorté entre la Tunisie et la Libye, signé par les deux leaders sur un coin de table dans un hôtel à Djerba, le 12 janvier 1974, et dénoncé quelques jours plus tard.

Cet épisode plombera durablement les relations tuniso-libyennes. Et débouchera sur une véritable guerre d'usure, ponctuée d'épisodes sanglants, comme l'attaque de la ville de Gafsa par un commando armé et entraîné en Libye, le 26 janvier 1980. Les rapports avec l'Algérie vont connaître des hauts et des bas jusqu'à l'accession au pouvoir de Chadli Benjedid, en 1980.

L'affaire de Gafsa, qui souligne la vulnérabilité tunisienne, constitue un moment charnière dans la relation entre Tunis et Alger. L'enquête met en évidence l'implication directe de la Libye, mais révèle que le commando a bénéficié de complicités à Alger. Chadli, qui vient de prendre ses fonctions à la présidence, tombe des nues. L'opération a

été menée à son insu. Par Slimane Hoffmann. Il jure sur son honneur d'officier qu'il n'y est pour rien. Bourguiba choisit de le croire. La Tunisie rejette officiellement l'entière responsabilité de l'incident sur Tripoli.

Chadli et Bourguiba posent les bases d'une alliance stratégique

Les années Chadli se traduisent par une réelle embellie entre Alger et Tunis. Un traité de fraternité et de concorde est signé en mars 1983. L'amitié fait place à ce qui ressemble, de plus en plus, à une alliance, une alliance rendue d'ailleurs indispensable par la dégradation de la situation à la frontière libyenne. Alger s'inquiète pour la stabilité du régime tunisien, confronté à une interminable fin de règne, et en butte à une virulente contestation islamiste. Fin 1984, venu au chevet d'un Bourguiba alité après une énième alerte cardiaque, le chef de l'Etat algérien déclare à son homologue: *«Monsieur le Président, que Dieu vous garde en vie, mais la Tunisie trouvera toujours l'Algérie à ses côtés.»* Les Tunisiens respirent: ils ont désormais la certitude qu'Alger se portera à leur secours en cas d'attaque de Kadhafi.

Le sentiment de vulnérabilité tunisien, joint au besoin d'une amitié forte avec le grand voisin de l'Ouest, qui a maintenant renoncé à ses visées hégémoniques, finit par installer l'idée qu'Alger, en tant qu'allié stratégique, aurait une sorte de «droit de regard naturel» sur les affaires tunisiennes. Cette idée est désormais un des paramètres de l'équation politique. En novembre 1987, le Premier ministre Zine El Abidine Ben Ali s'empressera d'obtenir le feu vert d'Alger avant de déclencher son «coup d'Etat médical». Les Algériens (et les Italiens) seront les premiers informés de ce qui se tramait à Tunis, ce qui provoquera d'ailleurs une brouille passagère avec la France de Mitterrand et Chirac, mise devant le fait accompli.

Les 23 années du règne de Ben Ali vont être marquées par une conjoncture géopolitique exceptionnelle et inédite: une tranquillité parfaite aux frontières, et l'entente cordiale avec les deux grands voisins. Tunis et Tripoli se réconcilient. Kadhafi, qui s'est assagi, a besoin de la neutralité bienveillante de la Tunisie pour atténuer les effets de l'embargo aérien. Les relations tuniso-algériennes resteront au beau fixe pendant toute la période. La coopération militaire s'intensifiera au fil des années, à mesure que la pression de l'insurrection islamiste du FIS puis du GIA s'accroîtra. Cette alliance sécuritaire ne sera jamais prise en défaut. La Tunisie deviendra, aux yeux d'Alger, pendant toute la période, l'allié le plus sûr dans la lutte contre le terrorisme. ■

S.G.



Tunisie-Algérie

Mot d'ordre, coordination tous azimuts

Les relations avec l'Algérie revêtent pour les Tunisiens une importance primordiale. Alors qu'elles balançaient entre «méfiantes» et «confiantes» tout au long de l'histoire récente au gré de l'attrait ou de la répulsion liée à l'instant précis où elles sont jugées, les relations bilatérales sont regardées de plus en plus à l'aune de ce que la Tunisie et l'Algérie en gagnent ensemble et séparément.



Par Raouf Ben Rejeb

Le souci de l'Algérie de voir son voisin retrouver sa sécurité et sa stabilité, qui constituait il n'y a pas si longtemps l'atout majeur de la Tunisie, est hautement apprécié par les Tunisiens et de plus, ils sont sincères. Alors qu'on craignait qu'ils ne prennent ombrage des visites à Alger des chefs de leurs principaux partis politiques

et que la «médiation» invoquée n'exacerbe leur animosité vis-à-vis de leurs voisins de l'Ouest, les Tunisiens plus réalistes, pragmatiques et un brin philosophes n'y trouvent rien à dire. Bien curieusement, ils ont l'air de plébisciter ce rapprochement.

Au niveau officiel, les Tunisiens sont satisfaits de la tournure que prennent les relations entre Alger et Tunis. On a dépassé les liens de bon voisinage et de coopération fructueuse entre les deux pays frères célébrés par la littérature diplomatique. On en est maintenant à parler d'une «*coordination tous azimuts*» entre les deux pays, souligne-t-on à Tunis. La coordination, c'est beaucoup plus que la coopération. C'est mettre ensemble tous les moyens au profit des deux pays. D'abord une coordination entre les services de

sécurité des deux pays. Forte de son expérience dans la lutte contre le terrorisme, l'Algérie met toute son expertise au service de la Tunisie. Convaincus que le terrorisme ne connaît pas de frontières et que la lutte antiterroriste n'est efficace que si elle est menée sans faiblesse des deux côtés de la frontière, Tunisiens et Algériens mettent leurs moyens ensemble pour triompher de ce fléau qui constitue pour eux deux un grave défi. La coordination est en marche entre les deux armées pour traquer et éliminer les terroristes dans la zone montagneuse séparant les deux pays. Les officiers supérieurs de l'Armée nationale algérienne connaissent comme leur poche les montagnes de l'Ouest tunisien où l'état-major était installé au cours de la guerre de libération.

Cette coordination sécuritaire et militaire s'attaque aussi à la contrebande et aux trafics en tous genres, dont particulièrement le trafic de drogue, ainsi qu'au crime organisé. On est convaincu de part et d'autre que le terrorisme se nourrit de la contrebande et du crime transfrontalier et inversement. Mais la coordination ne s'arrête pas là, il faut aussi aller au fond des choses et prendre les causes réelles du terrorisme à bras-le-corps. Le point de mire étant évidemment la misère, la pauvreté et la marginalisation. Les gouvernorats de l'Ouest tunisien sont encouragés à coordonner leurs efforts de développement avec les wilayas de l'Est algérien ainsi d'ailleurs que les communes des deux côtés de la frontière. Une commission consulaire mixte chargée des questions des frontaliers est mise sur pied pour examiner les voies et moyens de favoriser un développement harmonieux des populations vivant à la lisière des deux pays pour créer des zones de vie dans les régions frontalières. Cette commission va remettre sur le tapis la mise en place de projets communs en prenant la leçon des entreprises

qui avaient été créées dans ces zones par le passé et qui avaient malheureusement échoué, en vue de leur réunir de plus grandes chances de succès.

Concernant les communautés tunisienne en Algérie et algérienne en Tunisie, les estimations officielles les chiffrent de 20 à 25 mille des deux côtés. Selon le consulat général algérien à Tunis, les Algériens en Tunisie sont 24 000 avec autour de 7 000 binationaux, alors que les Tunisiens en Algérie sont 18 000. Le nombre augmente beaucoup plus du côté tunisien que de celui algérien, constate-t-on de même source. Leur localisation est tout naturellement sur la frontière. C'est-à-dire dans l'Ouest tunisien et l'Est algérien. C'est la raison pour laquelle, les consulats tunisiens sont situés à Annaba et Tebessa, en plus d'Alger, alors que leurs homologues algériens sont localisés au Kef et à Gafsa en plus de Tunis. Ce qui est nouveau, c'est qu'il y a de plus en plus de cadres et de diplômés tunisiens qui s'expatrient en Algérie, notamment dans le secteur du pétrole et des hydrocarbures.

Des bureaux d'études tenus par des Tunisiens fleurissent un peu partout en Algérie. Les autorités tunisiennes viennent de se rendre compte qu'à la faveur de ces mouvements de population, une importante communauté tunisienne s'est constituée à Oran et dans l'Ouest algérien. L'ouverture d'un consulat tunisien à Oran, compte tenu des distances d'avec Alger, serait à l'étude. On prépare à Tunis comme à Alger, avec la plus grande attention, la prochaine session de la grande commission mixte présidée par les deux chefs de gouvernement. On s'attend à ce qu'elle donne une impulsion décisive aux relations entre les deux pays.

Après la révolution en Tunisie, les tracasseries administratives dont les

Algériens se plaignaient ont été aplanies. La délivrance des cartes de séjour a été facilitée alors que le permis de travail a été supprimé, de même que les entraves à la vente de biens ont été levées. On retourne à l'esprit et de la lettre de la convention d'établissement conclue entre les deux pays en 1963. Les Tunisiens espèrent qu'un même traitement sera réservé à leurs compatriotes vivant en Algérie et ils sont optimistes sur ce plan. Côté algérien, on convient que «la balle est dans notre camp», la bureaucratie algérienne qui a longtemps agi négativement «par réciprocité» ne peut pas changer du jour au lendemain. Mais elle sera obligée de suivre. On aspire à plus ou moins long terme à ce que la circulation dans toutes ses formes, y compris la circulation des personnes, soit entièrement libre des deux côtés. Une zone de libre-échange est quasiment en place. Le nouvel accord commercial, dont les textes d'application sont parus, entre en vigueur le 4 janvier 2014. Il élargit la liste des marchandises échangées. Des deux côtés, on estime qu'il va «booster» les relations entre les opérateurs économiques des deux pays. Ce qui va «surtout profiter aux Tunisiens», dit notre source algérienne.

Prévoyante, une entreprise algérienne de transport routier international cherche d'ailleurs à s'installer en Tunisie. Les hommes d'affaires tunisiens (on dénombre actuellement quelque 400 sociétés tunisiennes ou mixtes installées en Algérie) sont encouragés à investir en Algérie. Par ce biais, ils pourront faire plus d'affaires avec l'Algérie. Les échanges commerciaux s'accroîtront en conséquence. Cette «lune de miel» serait-elle de courte durée comme par le passé. La volonté, voire la détermination des hauts responsables des deux pays est qu'elle soit pérenne. Pour des raisons objectives et dans l'intérêt bien compris des deux pays. ■

R.B.R.

- Z - à Harvard

«J'ai reçu une énorme claque»

Le fameux «Digage» tunisien vient de frapper dans l'Amérique d'Obama. Il n'a pas touché la Maison-Blanche, mais la prestigieuse université de Harvard, à Boston. C'est en soi une performance qu'on doit à notre célèbre caricaturiste Z. Architecte de profession et doté d'un humour décapant, il n'a pu s'empêcher de convertir ses planches à dessin en véritables brûlots contre la dictature.

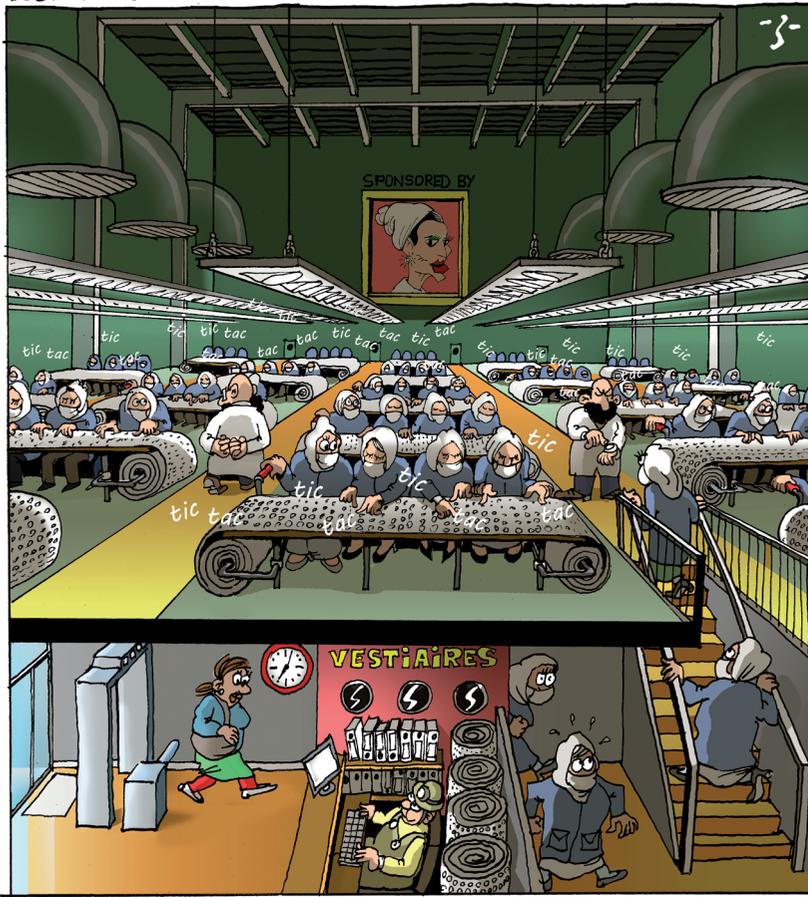
Celle de Ben Ali, mais aussi toutes les autres. Devant les étudiants rassemblés, mercredi 13 novembre dernier, à la Stubbins Rm au Gund Hall où se trouve le Centre d'études sur le Moyen-Orient, à Harvard, il fera tabac.

Drapé dans un total anonymat, Z cultive son grand mystère. Lui qui a toujours fui les médias a, exceptionnellement, accepté de répondre aux questions de Leaders. Quelles impressions garde-t-il de son passage à Harvard? Et quels sont les dessins présentés à cette occasion? Mais aussi, qui est en fait Z? Comment est-il venu à la caricature? Pourquoi a-t-il choisi de signer Z et comment voit-il le Tunisien en 2014. Interview.

• Quelles impressions gardez-vous de votre visite à Harvard?

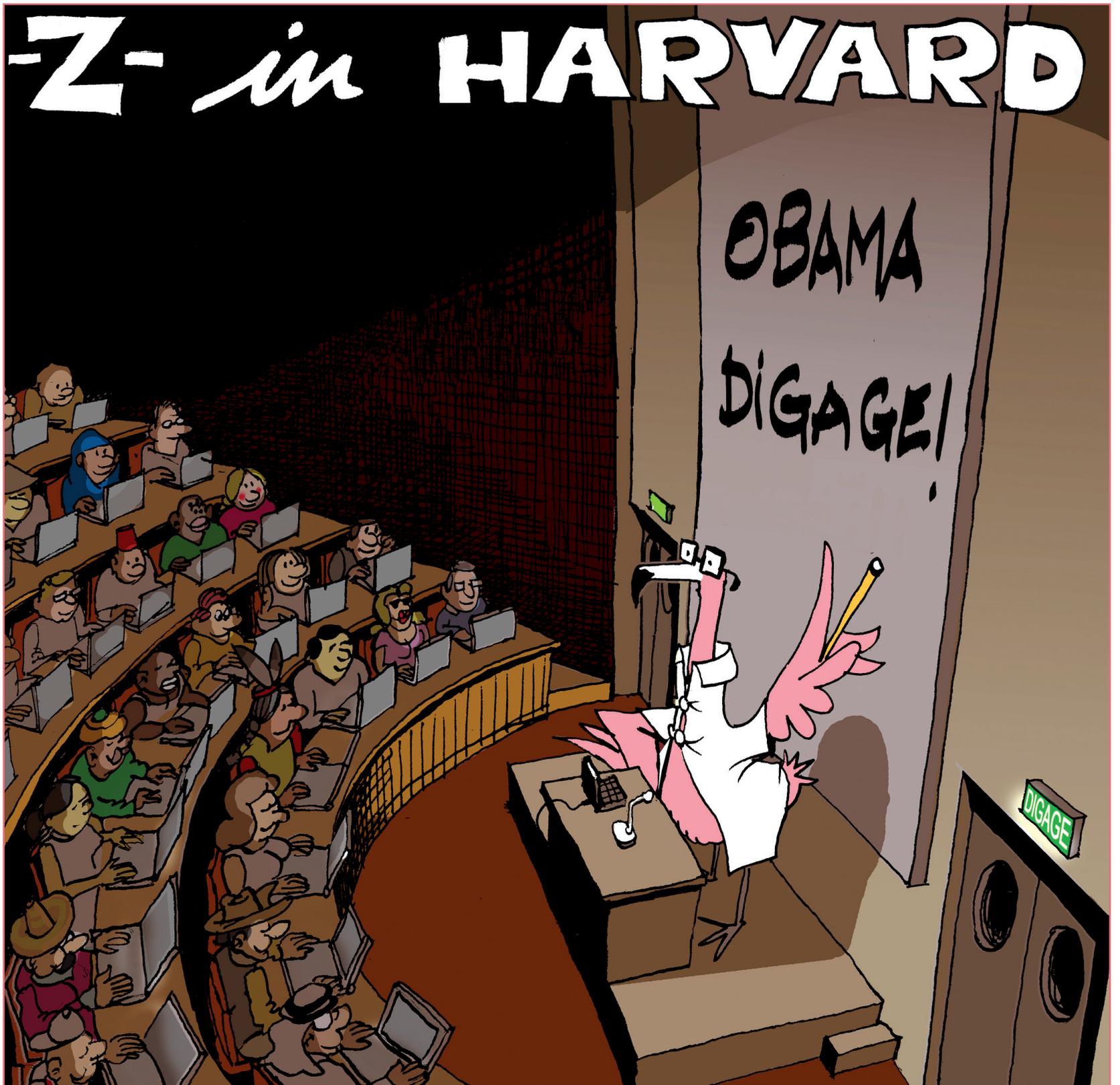
Au-delà du prestige et des honneurs, j'ai reçu une énorme claque. Moi l'ennemi juré du capitalisme, de l'impérialisme et de l'arrogance de ce pays, je n'ai pas su rester indifférent au luxe, à l'argent et aux moyens qu'investissent ces gens dans l'université. Tout ce faste, qui dans nos pays est réservé aux palais de nos puissants, se retrouve aux States déployé au profit du savoir et de la connaissance. Face à moi j'avais un public international de jeunes chanceux, pour la plupart riches, profitant de ce système. Je le dis sans mépris, il s'agit d'un constat objectif. Mais je suis obligé de reconnaître que profitant de ce système, ces jeunes étaient beaux, intelligents et instruits. J'avais un réel plaisir à me retrouver face à cette crème de la crème pour parler de «Zaba» et «Zaballah». J'ai pu également constater la nonchalance d'une ■■■

ÉCLATEUSES DE PAPIER BULLE



■ 15 mai 2013,
Révolution
industrielle promise
par les islamistes et
leurs alliés du Golfe

Z- in HARVARD



■■■ autre catégorie d'étudiants (qui n'étaient pas intéressés par mes dessins) et qui fréquentent les départements de business et de finance. Parmi eux, des fils d'émirs qui adoptent tous les codes de la haute société américaine et qui dans leurs pays respectifs ne remettront aucunement en question la dictature «capitallahiste». Du moins, c'est l'impression que j'ai eue en les observant dans une conférence en train de vanter les mérites du libre marché dans les pays du Golfe sans qu'aucune voix de l'auditoire (complètement acquis) ne relève l'absence totale de libertés—tout court—dans leurs contrées. Tout cela relève des contradictions de cette université, mais plus largement de l'idéologie américaine qui, au nom de l'excellence, est capable de concessions éthiques.

• Dans quel cadre était-elle organisée?

C'est grâce au «lobbying» acharné d'un ami étudiant à Harvard que j'ai pu me faire inviter par le département spécialisé dans les études sur le Moyen-Orient (Center for Middle Eastern Studies). Cet ami, «Y», est plus jeune que moi. Il prépare une thèse à Harvard.

Il a réussi à convaincre son directeur de recherche de la pertinence de ma venue. Il avait dit tellement de belles choses sur moi que le département m'a envoyé illico des billets d'avion en classe affaires, et m'a organisé trois conférences et une expo. Ce qui me stressait le plus, c'était de décevoir «Y» plutôt que de ne pas assurer auprès des Américains.

Pour ma venue, j'ai exigé que Harvard puisse assurer

mon anonymat. Pour mes interventions, j'ai souhaité ne pas me limiter au département des études sur le Moyen-Orient et m'adresser aux étudiants d'architecture. Étant moi-même architecte, je voulais présenter mon travail de blogueur en tant qu'architecte-blogueur-caricaturiste, car ma contestation de Ben Ali avait démarré il y a six ans lorsque je me suis attaqué à sa politique urbaine (les mégaprojets de Sama Dubaï). Harvard a répondu favorablement à ma demande et m'a offert la possibilité d'intervenir deux fois à la GSD (la prestigieuse école d'architecture de Harvard).

Le public de la GSD n'était pas forcément sensible à ce qui se passait

en Tunisie. La plupart étaient incapables de situer notre pays sur une carte. J'ai dû présenter mon travail en dehors du cadre arabo-musulman et éviter «l'auto-exotisation». J'ai pu ainsi parler de manière plus universelle sur la caricature comme arme de contestation politique et citer le cas tunisien comme exemple.

• Quels sont les dessins présentés à cette occasion ?

J'ai beaucoup insisté sur les dessins de l'avant-révolution. En particulier ceux dans lesquels apparaissent des flamants roses manifestant contre les mégaprojets du lac de Tunis. J'ai pu leur montrer l'évolution progressive ■■■



■ 8 janvier 2011, caricature prémonitrice: Ben Ali fuira le pays le 14 janvier 2011



Breeze Residence

Have Only Positive Expectations

Hammamet - Mrezgua
En face du Club Aldiana



S+1, S+2, S+3
& commerces

pulpe



La Société Tuniso-Koweitienne d'el Emar

Immeuble CTKD, Lotissement Al Nakhil, Cité les pins, les berges du Lac II (près de l'ambassade de Canada)

Pour toute information, veuillez nous contacter au 94 885 794 / 98 255 725 / 71 967 123

www.stke-emar.com

faites de vos enfants
les adultes de demain

CARTE JEUNESSE

Sécurité

Contrôle

CARTE JEUNESSE

Responsabilité

Indépendance

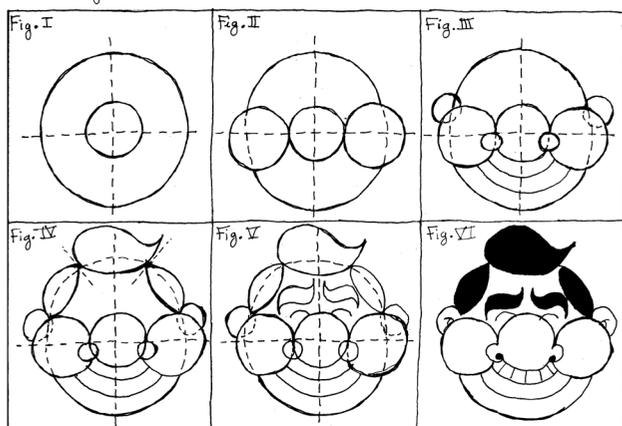


Besoin de donner de l'autonomie à votre enfant ? Envie de garder un œil sur ses dépenses ?
Alors n'hésitez plus et offrez-lui la Carte JEUNESSE!

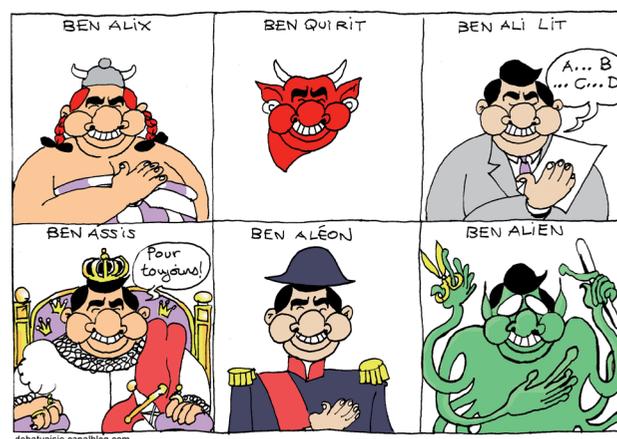
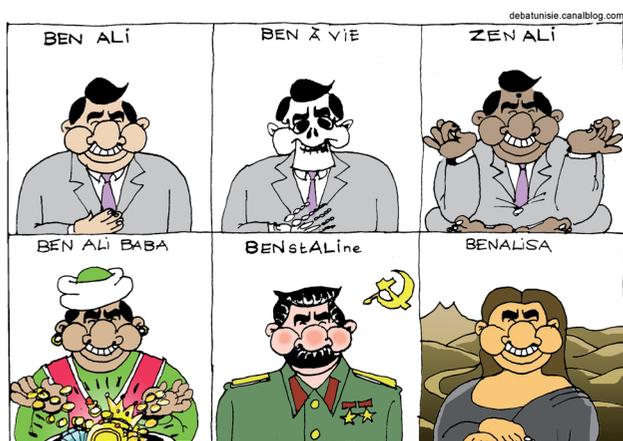
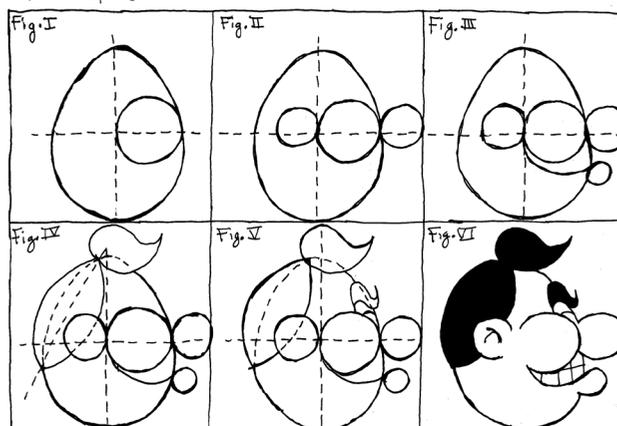
www.bt.com.tn



Leçon n°1:
Vue de face



Leçon n°2:
Vue de profil



9 juin 2010,
Cours
d'art-activisme
en ligne

■■■ d'un architecte qui, commençant par critiquer la politique urbaine, se retrouve à critiquer la politique en général et à dénoncer directement la dictature.

• Comment ont réagi les étudiants et les autres présents ?

Les étudiants du département des études sur le Moyen-Orient (auxquels je m'étais adressé en arabe) connaissent très bien la problématique de la liberté d'expression dans nos pays. Dans l'auditoire, certains sont originaires du Machrek et il y avait même une étudiante tunisienne. Leurs questions étaient pointues et on a traité de sujets de fond. Dans l'école d'architecture, c'était plus ludique. J'ai même dessiné en direct. Je crois que le public a apprécié.

• Comment êtes-vous venu à la caricature ?

J'ai lancé mon blog le 28 août 2007. J'étais à l'époque étudiant en urbanisme à Paris. Je me suis attaqué à la mode des mégaprojets émiratis que je voyais comme une forme de colonisation déguisée conçue au détriment du contexte local et écologique. Mais ma principale critique portait sur le manque de transparence et l'absence totale de toute forme de concertation publique. C'était le fait du prince sur des milliers d'hectares. J'illustrais mes textes par des plans. Puis petit à petit, j'ai commencé à transformer les plans en cartoons.

Je me suis donc progressivement improvisé caricaturiste et j'ai élargi

mon champ de critique sur des problématiques proprement politiques (Benalisme, népotisme, corruption). Les caricatures ont très vite pris le dessus sur le texte, notamment grâce à Facebook où les internautes partageaient mes dessins et ce malgré la censure qui s'était abattue sur mon blog en décembre 2008.

Pourquoi cette signature Z ?

Pour avoir été un fan de Takriz, pour avoir suivi le parcours héroïque de Zouhaier Yahyaoui, j'ai compris que la simple ouverture d'un blog en Tunisie était en soi un acte politique et que, par conséquent, la sécurisation de mon compte était vitale. Le choix d'un pseudo s'est fait par hasard. J'ai cependant été fasciné par la symbolique du «Z», ■■■

■ ■ ■ à la fois dernière lettre de Takriz, première lettre de Zouhaier, de Zaba et d'un gros mot vulgaire que tous les Tunisiens connaissent. Puis évidemment, «Z» comme Zorro et «Z» à l'image du film éponyme de Costa Gavras où il est justement question d'un réquisitoire contre la dictature des colonels en Grèce. Mais j'étais loin à l'époque de penser que Z allait devenir ma signature de caricaturiste.

• **Quels sont pour vous les dessins les plus marquants ?**

Mon dessin le plus marquant reste celui que j'ai réalisé fin décembre 2010, juste après les événements de Sidi Bouzid, et dans lequel j'avais imaginé Ben Ali fuyant la Tunisie. Certains conspirationnistes ont vu dans cette caricature la preuve de mon appartenance à une cellule secrète américaine œuvrant au Proche-Orient. Pour eux, il était évident que je ne pouvais

être qu'un «cyber-collabo» pour avoir eu connaissance avant tout le monde du scénario de la fuite de Ben Ali, tel qu'il aurait été préparé par la CIA. J'attends la réaction de ces mêmes personnes quand elles liront dans votre journal que j'ai été invité par Harvard... Leur preuve sera toute faite !

• **Si on vous demandait de croquer le portrait du Tunisien en 2014 ?**

Je suis opposé à l'idée «du» Tunisien. Pour un caricaturiste, j'aurais pu, au contraire, me satisfaire de certains clichés sur le Tunisien et me contenter d'une image d'Epinal sur le Tunisien hospitalier, sympathique, grincheux et éternellement pacifiste, qu'il ait vécu en 2014 ou à l'époque d'Hannibal. Ce que la révolution a eu le mérite de dévoiler, ce sont les individus. De fait le Tunisien, la femme tunisienne,

ne sont plus que des concepts archaïques. Ces clichés sont malheureusement entretenus par notre intelligentsia aussi bien progressiste qu'islamiste. Cette obsession s'exprime de manière ridicule par les interminables débats sur l'identité qui ont marqué la rédaction de la constitution. Pourtant avec l'émergence de l'individu, on aurait dû comprendre qu'il n'existe pas de Tunisien type, que l'identité est changeante, situationnelle.

L'identité, c'est du mercure. Ça doit rester insaisissable. Pas de Tunisien ! Pas de portrait !

Par contre, il existe un territoire qui s'appelle la Tunisie. Ce qui nous y lie, ça ne devrait plus être tant l'origine, la religion, la langue, le clan ou la famille, mais simplement la gestion efficace de ce territoire, de l'espace public et le partage équitable des richesses et du bonheur. ■



■ 13 août 2013, les assassinats politiques, plongent la Tunisie dans une tempête politique

interieurs®



MOBILIER DE BUREAUX

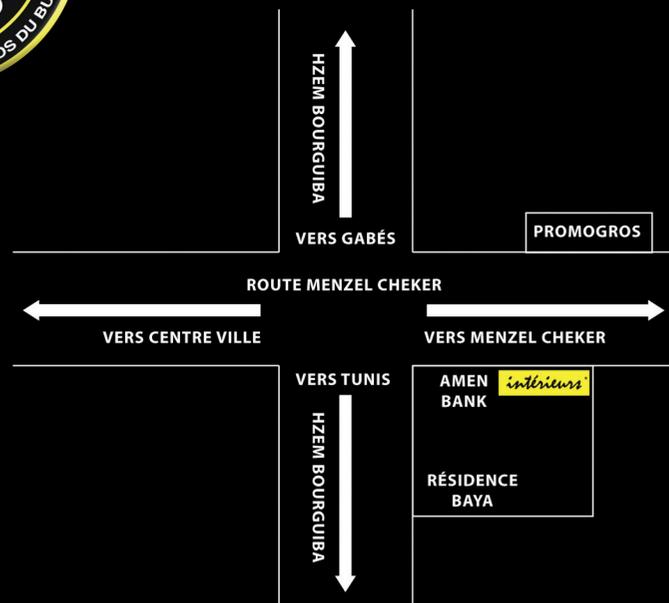
SOYEZ LES BIENVENUS AU NOUVEAU SHOWROOM SFAX



BUREAU *Tempo*



BUREAU *ROOSEVELT*



CommaProd

LES PROS DU BUREAU

Usine : Z.I Sidi Daoud, 2046. Tunis. Tunisie – Tél: (+216) 71 854 666 - Fax: (+216) 71 854 660

SHOWROOMS

Tunis : Rte de la Soukra, Km 13
2036 Sidi Fraj, Tunis, Tunisie
Tél: (+216) 71 863 611
Fax: (+216) 71 863 592
email: show@interieurs.com.tn

Sousse : Avenue de la liberté
Sahloul Hammam Sousse
(en face clinique Ibn khaldoun)
Tél/Fax: (+216) 73 821 477
email: meublesinterieursplus@topnet.tn

NOUVEAU
Sfax : Croisement route Menzel
Cheker et Hzem Bourguiba
Tél/Fax : (+216) 74 625 467

Gabès : GP1-20Rue Salah
Eddine el Ayoubi 6011 Gabès
Tél: (+216) 75 394 606
Fax: (+216) 75 393 888
email: extrameuble@yahoo.fr

Béja : Z.I.2 Béja Nord
9000 Béja
Tél: (+216) 78 451 610
Fax: (+216) 78 451 613

Tripoli-Libye : Hay Damascus
by guest casites Tripoli-Libye
Tél: (+218) 21 361 8646
Fax: (+218) 91 211 0582

Bastardo

Le film événement de Néjib Belkadhi

Mohsen, l'enfant bâtard ; Larnouba, la brute au cœur tendre ; et Bentessengra, la fée souillée, trois amis d'enfance, trois personnages à l'innocence arrachée, hors du temps, pris dans le jeu du pouvoir qui régit leur quartier.



El Houma, quartier de sous-prolétaires, où la misère bat son plein et où les habitants sont rackettés par Larnouba et sa mère Khadhra, personnages tout en laideur, est un bidonville nécrosé et privé de tout. Jusqu'au jour où on décide d'y implanter un relais téléphonique, pile sur le toit de la maison de Mohsen, dit Bastardo. Son ascension fulgurante va gêner le chef de quartier envieux, qui voit

mal le « Bâtard » devenir riche et prendre la place de leader du quartier. Commence alors une spirale de violence et d'avidité qui consume la vie de tous. Telle une gangrène, l'antenne maléfique corrompt, avilit et anéantit le peu d'humanité qui restait dans le cœur des protagonistes.

Fondamentalement révolutionnaire, le film a su innover tant en termes de singularités scénaristiques qu'en

techniques de tournage. On retiendra entre autres les mouvements de la caméra, notamment dans la scène de l'installation du relais.

On notera également l'apparition fugace du réalisateur dans le film à la manière des grands et dont nous saluons le coup de génie. Les influences sont très diverses, un mélange entre affreux, sales et méchants, Mad max et Gangs of



New York, mais sans prétentions hollywoodiennes -surtout en termes de moyens.

Le réalisateur a réussi le pari de nous livrer un produit riche et universel, avec un humour accessible jouant des influences locales sans dépayser le spectateur lambda. Par son intensité, le film a su accrocher jusqu'à la dernière seconde malgré des scènes sciemment dérangeantes mais

contrôlées et à aucun moment rédhibitoires. Après les distinctions dans les festivals internationaux, Bastardo marque une entrée fracassante en tournant à plein régime plus de deux semaines après sa sortie dans nos contrées. Un succès mérité, et qui, espérons- le, inspirera le cinéma tunisien en prouvant, peut -être pour la première fois, qu'on peut briller par nos œuvres sans avoir forcément recours à l'obscène. Un

tableau de laideur, sombre, percutant et dérangeant et où la dualité homme-animal est souvent présente et marquée. Néjib Belkadhi nous livre une œuvre très personnelle, fruit de six ans de travail et réunissant une pléiade de comédiens dont Monoom Chouayat, Latifa Gafsi, Chedly Arfaoui, Issa Harrath, Lassad Ben Abdallah et Taoufik El Bahri. Un film à voir absolument. ■

Myriam Ben Zineb

Education

La mosquée peut-elle se substituer à l'école ?

«La pensée ne doit jamais se soumettre ni à un dogme, ni à un parti, ni à une idée préconçue, ni quoi que ce soit, si ce n'est aux faits eux-mêmes, parce que, pour elle, se soumettre, ce serait cesser d'être.»

Pensée du mathématicien Henri Poincaré (1854-1912) inscrite au fronton de l'Université Libre de Bruxelles (ULB).

Un projet de loi inscrit sur les tablettes de l'ANC se propose de donner à la mosquée de nouvelles missions et des prérogatives fort étendues couvrant pratiquement tous les domaines de la vie en société. Outre l'obligation faite à tout projet de construction de prévoir une mosquée (article 7), celle-ci, en vertu de l'article 18 de ce projet, a un rôle à jouer dans «la vie de la société» et des fonctions spirituelles, éducatives, scientifiques, culturelles et sociales à remplir. Le lieu de culte doit aussi assurer des cours de rattrapage pour les deux sexes, proposer des cours d'alphabétisation ainsi que des leçons de morale et d'éducation religieuse pour le public (art. 20). Il doit

aussi assurer des cours de formation religieuse, remplir le rôle dévolu à la police des mœurs saoudienne («ordonner ce qui convient et interdire ce qui est à blâmer»), veiller à l'application de la charia dans tous les domaines de la vie, lutter contre «les maux sociaux, préserver l'unité religieuse de la nation et la protéger du mal de la différence et du désaccord». L'article 23 confie même à la mosquée la formation sanitaire, la publicité des mariages et la circoncision. Elle doit aussi réserver des activités — spécifiques aux femmes. Enfin, l'article 28 permet le jumelage entre mosquées même avec celles de l'étranger — afin «d'unifier leur façon d'affronter les déviations religieuses, culturelles et sociales.»

Le centre de la vie sociale — de la vie tout court — devient donc la mosquée. Tout tourne autour d'elle comme les astres tournent autour du soleil. Elle devient l'alpha et l'oméga de la vie en société. En un mot comme en cent, la mosquée cristallise de fait tous les attributs de l'Etat.

Adieu au caractère civil de la société? Adieu au modèle traditionnel de notre société tunisienne équilibrée ?

Une école pour tous, la réussite pour chacun

Retient particulièrement notre attention ici le rôle éducatif de la mosquée : cours de rattrapage, éducation sanitaire, alphabétisation face à ce qui se passe aujourd'hui dans nos écoles et nos facultés. Il s'agit de savoir si c'est ainsi, par la mosquée, que nous allons surmonter les handicaps actuels et rejoindre les Etats émergents comme l'Inde, le Brésil ou la Chine — dont la sonde «Lapin de jade» s'est posée sur la lune le 14 décembre 2013. Assurer notre sécurité alimentaire. Produire nos médicaments. Diminuer notre dépendance vis-à-vis des importations. Protéger notre environnement et procurer de l'eau potable à tous les Tunisiens. Dénicher des emplois pour les diplômés chômeurs. Former des citoyens responsables et engagés pour la Tunisie et le bien commun. Ce n'est pas la mosquée qui permettra d'atteindre ces buts dont nous avons un si pressant besoin. Pour notre dignité d'abord et pour notre indépendance nationale ensuite. Intéressant un total de 65 pays, la dernière enquête PISA (Program for International Student Assessment ou Programme international



Par Mohamed Larbi Bouguerra

pour l'évaluation des acquis des élèves de 15 ans), faite par l'Ocde (Organisation pour la coopération et le développement économiques, qui compte 34 membres occidentaux dont le Japon plus le Chili et Israël) portant sur l'année 2012 nous donne une réponse catégorique: Non.

Avec ou sans mosquée, aucun pays musulman ne figure, malheureusement— s'agissant des performances des élèves de 15 ans en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences— parmi les meilleurs. Pourquoi ce test international standardisé? Parce que, répondent les enquêteurs, aujourd'hui, tout adulte, quelle que soit sa profession, «a besoin d'un certain niveau de compétence en mathématiques— ainsi qu'en compréhension de l'écrit et en sciences pour s'épanouir... et participer pleinement à la vie de la société... [Tout citoyen] constructif, engagé et réfléchi [doit pouvoir] poser des jugements et prendre des décisions en toute connaissance de cause.»

Dans certains pays, les conclusions de l'enquête PISA ont donné lieu à un questionnement du gouvernement au Parlement, comme en France et ailleurs la presse en a copieusement traité comme aux Etats-Unis où le *New York Times* s'est étonné du mauvais classement des Américains en mathématiques et de leurs piètres performances en compréhension de l'écrit et en sciences dans plusieurs articles. L'éditorialiste du quotidien new-yorkais (07 décembre 2013) déplore que «des millions d'étudiants américains délaissent les maths, la science et l'engineering tout en achetant smartphones et tablettes sans vouloir pourtant acquérir les connaissances qui permettent de produire ces appareils».

En Tunisie, notre gouvernement, l'ANC, notre président, ont apparemment des préoccupations plus urgentes et les bien mauvais résultats de nos jeunes les laissent de marbre... trop occupés peut-être par le retour des habous ou la question des jawaris et des quatre épouses (voir l'article de M. Gmati, *La Presse de Tunisie* du 08 décembre 2013) ou la condamnation de jeunes rappeurs. Du reste, ont-ils eu

connaissance de l'enquête PISA ? Car nul écho de Son Excellence Moncef Ben Salem, mathématicien de son état, ni de Son Excellence le docteur en sociologie Labiadh, le ministre de l'Education. Pourtant, en dix ans d'existence, ce programme international de l'Ocde pour le suivi des élèves (PISA) est devenu «la référence mondiale dans le domaine de l'évaluation de la qualité, de l'équité et de l'efficacité des systèmes d'éducation», écrit Angel Gurría, secrétaire général de l'Ocde. L'enquête montre que «parmi les pays qui ont participé à toutes les évaluations PISA depuis 2003, la performance en mathématiques a augmenté de plus de 25 points par an au Brésil, en Italie, au Mexique, en Pologne, au Portugal, en Tunisie et en Turquie.» Cette constatation positive concernant notre pays doit cependant être tempérée : notre score en mathématiques n'est que de 388 alors que celui de la Chine — sur la plus haute marche du podium — est de 613 et que la moyenne, pour les pays de l'Ocde, se situe à 494. Nous avons encore donc du chemin à faire malgré nos lycées-pilotes et la ribambelle de cours particuliers payants — qui saignent le budget des familles et contribuent au mal-être ambiant— que nous infligeons à nos jeunes. Tout aussi déprimant : l'enquête PISA révèle qu'en mathématiques 67,7% de nos élèves sont classés comme «peu performants» et qu'un très chétif pourcentage de 0,8% de jeunes Tunisiens se hissent au niveau «très performant» alors que la Chine en compte 55,4%, la Suisse 21,4% et Israël 9,4%.

Quelle mosquée, quel *kouttab*, quel miracle pourrait nous permettre de rejoindre par exemple la Corée (score de 554) ou le minuscule Lichtenstein (score de 535)? Seuls la Jordanie, la Colombie, le Qatar, l'Indonésie et le Pérou font plus mal que nous. Et ce n'est certainement pas l'augmentation de 29% du budget de 23 milliards du ministère des Affaires religieuses de M. Khademi (*Le Maghreb* du 30 novembre 2013) qui contribuera à faire de nos jeunes de bons élèves en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en science!

Pour ce qui est de «la compréhension de l'écrit», notre score PISA pour 2012 est de 404, alors que celui de la Chine est de 570 et celui des pays de l'Ocde 496. C'est là une bien grave lacune de nos élèves de 15 ans, incapables de comprendre ce qu'ils lisent ! Avec un tel score, il sera très difficile de comprendre Ibn Taymiyya ou Mohamed Ibn Abdelwahab dans nos mosquées. Pour ne rien dire de Karl Marx ou de Jules Verne !

En culture scientifique, si la Chine arrache un score de 580, la petite Slovaquie 514, le Vietnam 506 et la France 499, l'enquête PISA nous gratifie d'un score de 398. Les Jordaniens et les Colombiens, avec des scores de 409 et 399 respectivement, font un peu mieux que nous. Ces piètres résultats devraient nous conduire à mettre à l'ordre du jour les programmes, les manuels, la formation des maîtres— notamment en mathématiques — et faire en sorte que, très tôt, vers 4-6 ans, nos enfants soient familiarisés avec les chiffres, les rapports entre eux et le fait qu'un nombre représente une quantité. Notre but est clair si nous voulons une Tunisie qui s'inscrive dans son temps et vise à rattraper ses retards: Une école pour tous, la réussite pour chacun. Ce qui est bien loin, on l'admettra, des intentions de ceux qui menacent les institutrices d'une école de Midoun (Djerba) coupables à leurs yeux de ne pas couvrir leurs cheveux! «L'éducation est une arme puissante pour faire évoluer les mentalités et transcender les différences», disait Nelson Mandela.

Bien sûr et pour conclure sur l'enquête PISA, il faut relativiser certaines hautes performances car, écrit l'étudiante Isabelle Feng dans *Le Monde* (13 décembre 2013, p. 21): «Le nouvel homme fort de la Chine, Xi Jinping, avait envoyé sa fille unique faire des études à l'université Harvard aux Etats-Unis, un pays encore moins bien classé par PISA et même devancé par la France ! La rumeur a circulé parmi les internautes chinois que, malgré les appels de ses parents, Melle Xi refuse de retourner étudier dans une université en Chine.» ■■■

■ ■ ■ A l'Université, rien ne va plus!

Rien ne va plus à l'Université et la motion des présidents d'université le dit nettement: refus des décisions démagogiques et électoralistes du ministre de tutelle. Ils déplorent en outre la centralisation à outrance et le manque d'intérêt des autorités pour les travaux des commissions consultatives nationales travaillant sur la réforme de l'Université. Soulignant la situation fort délicate que traverse notre pays, ces responsables universitaires demandent au ministre de s'entourer des avis des professionnels et de cesser de faire la pluie et le beau temps à partir de son bureau, entouré de son seul staff.

Mais le gouvernement, tel un prestidigitateur sortant des lapins de son chapeau, nous a annoncé la création de nouvelles facultés de médecine, de chirurgie dentaire, de pharmacie... De l'avis de tous les spécialistes, il s'agit là d'une décision inappropriée, populiste et de basse politique... qui a provoqué moult manifestations et colères à Gabès, à Sidi Bouzid et à Gafsa, aigusant ainsi les revendications purement régionalistes. Pourtant, il n'y a pas si longtemps, un membre de l'actuelle équipe gouvernementale, le Pr d'orthopédie Khalil Zaouia, déclarait: «*Le chômage des médecins, quel gâchis !*» (*Attariq al Jadid*, 18-24 avril 2009, p. 2). Comprenne qui pourra... d'autant qu'outre le Dr Khalil Zaouia, ni le Dr Moncef Marzouki ni le Dr Mustapha Ben Jaâfar n'ont consenti à éclairer le pays sur cette affaire.

D'autre part, le 4 décembre, les enseignants se sont mis de nouveau en grève dans les institutions universitaires tunisiennes face à la politique de gribouille menée par M. Moncef Ben Salem (appuyée par ses collègues de l'Agriculture et de la Santé) et le fait que son ministère ne tient pas ses engagements vis-à-vis des enseignants. Iskander Hachicha, un responsable syndical, affirme: «*Les décisions autocratiques, sans concertation avec les enseignants, nous poussent à la grève.*» (*Le Maghreb*, 1er décembre 2013, p. 9). Son

Excellence Ben Salem ne semble pas avoir assimilé les leçons de la Révolution qui l'a pourtant installé sur ce fauteuil ministériel puisqu'il continue à se comporter comme ses prédécesseurs du temps de Ben Ali (Cf. Hassine Boujara, *Le Maghreb*, 4 décembre 2013, p. 11). Très révélateur à cet égard est le traitement («punitif») affirme l'intéressé) réservé à un brillant enseignant qui a eu le tort — aux yeux de l'actuel ministre et son staff — de faire partie du cabinet de M. Ahmed Brahim (Cf. *Attariq al Jadid*, 30 novembre- 6 décembre 2013, p. 13).

Est-ce ainsi que l'on fera avancer la recherche et l'enseignement supérieur dans ce pays? Avec des grèves à répétition? A coups de vendetta et de chasse aux sorcières? Comme au bon vieux temps où sans carte du RCD, rien n'était possible?

Ailleurs, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique mobilisent au sommet même de l'Etat. C'est ainsi que la prestigieuse revue scientifique *Nature* — qui paraît tous les jeudis depuis 1868 — nous apprend, dans sa livraison du 19 septembre 2013 (pages 293-294), que l'Union européenne alloue d'importantes sommes aux chercheurs israéliens et leur donne libre accès aux laboratoires des pays membres et à leur communauté scientifique dans le cadre de son programme Horizon 2020. Ce dernier est doté de 80 milliards d'euros et durera sept ans à partir de 2014.

Depuis 1996, Israël est associé aux programmes de recherche de l'Union européenne — bien que ne faisant évidemment pas partie de l'Union — énorme privilège dont jouissent seulement la Suisse et la Norvège. Ayant placé 34 millions d'euros pour faire partie du très sélect club de la recherche européenne, Israël en a récolté 634 millions pour ses programmes de recherche et près de 1 600 chercheurs israéliens en sciences fondamentales ont profité de cette manne européenne. Seule la Suisse en a eu plus. Or, cette année, il y a eu un grain de sable dans la machine. Les ministres des Affaires

européennes ont décidé que «*tous les accords entre l'Etat d'Israël et l'Union européenne doivent sans équivoque et explicitement indiquer qu'ils sont inapplicables aux territoires occupés par Israël en 1967.*» Ainsi, la société de cosmétiques Ahava, installée sur les bords de la mer Morte en Cisjordanie à Mitzpe Shalem, ne devrait pas bénéficier de crédits de recherche européens.

Fureur du gouvernement Netanyahu qui, le 14 juillet dernier, a accusé l'UE de le pousser à renoncer à sa souveraineté sur ces territoires et qu'en conséquence, il ne signera pas le programme Horizon 2020. Mais les chercheurs israéliens sont montés au créneau car, affirme Benny Geiger, biologiste à l'Institut Weizmann des sciences à Rehovot, il s'agit là «*d'un coup très rude, à bien des égards.*» Ruth Arnon, présidente de l'Académie des sciences et des humanités de Jérusalem, se fendit d'une lettre au Premier ministre. Résultat: une semaine avant la date limite et avec quelques entourloupes diplomatiques, les Israéliens ont dû signer début décembre.

Le Prix Nobel de chimie israélien Dan Shechtman a dû baisser pavillon: «*Dans les conditions actuelles, cela vaut la peine de signer cet accord. A l'avenir, nous essaierons d'avoir des conditions plus en conformité avec la position du gouvernement israélien... Nous faisons partie de la communauté [scientifique] européenne et nous avons des relations avec tous les scientifiques des pays européens. De plus, il y a un aspect économique. Israël investit un milliard d'euros et reçoit un milliard et demi [en bourses de recherche, équipement, voyages d'étude, échanges...]. N'importe quel homme d'affaires auquel on offrirait ce marché sauterait immédiatement dessus.*» Aucun jumelage de mosquée ne nous permettra d'atteindre le club des scientifiques de haut vol. Le travail et le sérieux de nos scientifiques et le jumelage avec d'autres institutions scolaires et universitaires en sont capables si le gouvernement et les forces vives de la Nation y mettent le prix, en sentent la nécessité et en réalisent l'importance. ■

M.L.B.

COTUNACE

Compagnie Tunisienne pour l'Assurance du Commerce Extérieur

LEADER DE L'ASSURANCE CRÉDIT



COTUNACE

La Compagnie Tunisienne pour l'Assurance du Commerce Extérieur



Le monde à votre portée... nous vous l'assurons

NOS NOUVAUX SERVICES

- Assurance des Lettres de Crédits (L/C)
- Assurance des Investissements
- Assurance Crédit acheteur
- Assurance des Ventes locales

Siège Social

14, rue Borjine (ex 8006) Cité Montplaisir 1073 - Tunis

Tél. : (216) 71 908 600 - Fax : (216) 71 909 439

Email : Info@cotunace.com.tn - Site Web: www.cotunace.com.tn

La malédiction

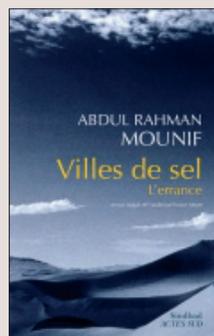
C'est dans Wadi al-Ouyoun, une oasis verdoyante, au milieu d'un immense désert, à l'est de l'Arabie Saoudite, que débute l'action de *Villes de sel* d'Abdul Rahman Mounif (1933-2004). Elle évoluera par la suite longuement à Harran, une petite bourgade côtière. Cette œuvre, parue en 1984, simultanément à Beyrouth et à Amman, sous le titre original '*Mudun al-Milh*', vient d'être publiée par les Editions Actes Sud dans une traduction limpide de France Meyer.

Le titre et la localisation spatiale de cette œuvre volumineuse — elle totalise 650 pages — ne sont pas tout à fait anodins. Né et élevé en Jordanie, de parents saoudiens, et d'une grand-mère irakienne, l'auteur sait de quoi il parle. Après des études supérieures de droit à Bagdad, au Caire et à Paris, il s'est installé un temps à Belgrade. Là, à l'université, il côtoie la jeunesse communiste et obtient un doctorat en sciences économiques (option pétrole). Muni de ce diplôme, il retourne de nouveau à Bagdad et intègre le ministère du Pétrole. Mais vite happé par les démons de la politique, il s'inscrit au parti Ba'ath pour se retrouver finalement dans les geôles de Saddam Hussein. Libéré, il s'installe à Damas et commence à écrire des brûlots, dont *Villes de sel* est l'un des plus percutants. Quatre ouvrages aussi volumineux le suivront pour constituer une longue saga: *Al-ukhdud* (1985), *Taqasim al-layl wa-al-nahar* (1989), *Al-munbatt* (1989) et *Badiyah al-zulumat* (1989). Des écrits au vitriol qui ne tardèrent pas à le porter aux nues dans le monde arabe mais qui lui valurent, comme on le devine, l'ire et la censure des autorités saoudiennes, et la perte de sa nationalité.

En effet, à lire ce beau roman on se rend vite compte que «La malédiction du pétrole» ne date pas de 1973, à la suite de la flambée des prix enregistrés cette année-là, comme on le croit communément. Elle s'est abattue en Arabie Saoudite bien avant, insidieusement, avec d'abord la prospection puis le forage des premiers puits de pétrole.

Pour ceux qui y sont nés et qui l'habitent, le désert a un charme particulier. Il peut incarner l'emblème du monde par excellence tant la vie, au rythme des caravanes qui le sillonnent, y est indolente et tranquille, même si cette vie peut aujourd'hui sembler proche de l'ascèse. Mut'ib al-Hadhal est l'un de ces habitants du désert, un bédouin respecté et influent de Wadi al-Ouyoun qui, seul, s'insurge contre la destruction systématique de l'oasis par les Américains à la recherche du pétrole. Lorsque, avec la bénédiction et le ferme soutien des autorités locales, les premiers signes du forage résonnèrent dans la paisible oasis, semant l'effroi dans les cœurs des habitants, Mut'ib prit sa chamelle et son fusil et disparut, laissant derrière lui femme et enfants, mais créant du coup le mythe de la résistance :

«Les oasiens étaient persuadés que Mut'ib n'abandonnerait pas



Abdul Rahman Mounif, *Villes de sel, L'errance*, roman traduit de l'arabe par France Meyer, Sindbad/ACTES SUD, 650 pages.

le 'wadi' - il n'était pas de ceux qui pouvaient faire leur balluchon et s'en aller. S'il s'était jeté dans le désert, furieux et farouche, comme son père et son grand-père avant lui, c'était pour suivre leur exemple. Ils avaient été les plus féroces ennemis des Turcs. Ils ne dormaient jamais deux fois au même endroit, et avaient transformé la route des Sultans en un véritable enfer...» (p.118)

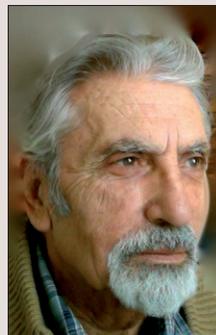
Et effectivement, Mut'ib fut aperçu quelque temps plus tard, par ses deux fils, d'abord par Sha'lan, aux abords du campement américain, puis par Fawaz, un jour d'orage, en train de haranguer les habitants de Mashta, une oasis voisine de Wadi al-Ouyoun. Il n'empêche cependant que les Américains finirent par détruire l'oasis et chasser tous ses habitants. Laisant Sha'lan derrière elle, à Wadi al-Ouyoun, la famille de Mut'ib plia alors bagage et partit chercher refuge chez des parents à Al Hadra, une autre oasis. Désœuvrés, Fawaz et son cousin Swaylih décident de retourner à Wadi al-Ouyoun dans l'espoir de travailler avec les Américains, comme Sha'lan, mais en chemin, ils rencontrent al-Rashid, le chef de leur tribu, qui les emmène à Harran, pour travailler avec les Américains :

«Après avoir passé quelques jours à Oujra et une fois qu'Ibn al-Rashid eut réuni les hommes dont il avait besoin, ils repartirent ensemble vers Harran, ce lieu étranger dont peu avaient entendu parler et où aucun d'entre eux n'était allé. Ils s'arrêtèrent plusieurs fois en chemin... et cinq jours plus tard, ils découvrirent la mer. Ils se figèrent et ouvrirent grands leurs yeux, ébahis, incrédules: de l'eau... à l'infini... de l'eau à perte de vue... C'était la mer! La mer, aussi vaste et étendue que le désert!» (pp.189-90)

La suite du roman est consacrée entièrement au rapide développement de ce petit port sur fond d'un puissant sentiment de frustration aussi bien des habitants que des ouvriers. En un clin d'œil, deux cités finirent par jaillir et s'étaler dans le désert, côte à côte, Harran l'américaine et Harran l'arabe. Deux microcosmes différents et un choc des civilisations des plus frappants, qui seraient en fin de compte décrits avec humour et dérision sans la vie de plus en plus pénible des ouvriers et la mort accidentelle, en mer, de l'un d'entre eux, aux conséquences funestes:

«Ce fut un jour noir et sinistre que celui où on ramena son cadavre à terre. La nouvelle se répandit rapidement, du campement des ouvriers à la Harran américaine et à la Harran arabe. Ce même après-midi, on l'enterra dans le chagrin et la colère. Pas un homme qui ne participât aux funérailles et ne partageât le chagrin des autres...» (p.309)

Et tout au long du livre, derrière cette nouvelle forme de colonisation, qui n'est pas sans rappeler certaines œuvres célèbres comme celles de Faulkner en Amérique et de Chinua Achebe en Afrique, ce déni des valeurs ancestrales, la souffrance, le déchirement identitaire, enfin derrière ce désir de résistance, se profile la vraie tragédie de ces bédouins, la perte de leur terre et, partant, la perte de



l'épanouissement humain, une vie frappée par la malédiction, constamment en porte-à-faux, toujours sur la corde raide.

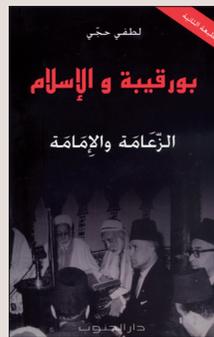
Tissant sans discontinuer des détails révélateurs, l'auteur met à nu, peu à peu, les états d'âme et les ressorts du comportement humain et si, parfois, la surprise des personnages devant les objets insolites comme la voiture, le téléphone ou encore la radio, tourne bien vite à la réprobation et à l'indignation, à aucun moment Mounif ne verse dans la banalité. Les valeurs sacrées, comme l'attachement à la terre et à la tradition, ne basculent jamais dans la démystification. Au contraire, en contraste avec les nouveaux symboles de la modernité, les avidités, les désillusions et les renoncements suscités par cette manne du pétrole, elles constituent la référence suprême.

D'où ce souci de la vérité historique qui court en filigrane et qui impose forcément des servitudes et des stéréotypes, mais aussi ce ressentiment légitime éprouvé par l'auteur contre la société, résultant probablement de sa propre expérience dans les champs pétrolifères. ■

Rafik Darraji

Bourguiba et l'Islam

La réédition du livre du journaliste et militant des droits de l'Homme Lotfi Hajji *Bourguiba et l'Islam : leadership et imamat*, paru en 2004 et qui fut un best-seller en 2005, est l'une des dernières décisions de feu Mohamed Masmoudi avant sa mort ; l'une de ses dernières volontés. C'est que le sujet est d'actualité. D'abord, Bourguiba jeté aux oubliettes pendant l'ère Ben Ali, revient sur le devant de la scène. Non seulement, la classe politique dans sa quasi-totalité, mais aussi l'intelligentsia et la population dont une majorité ne l'a pas connu alors qu'il était au pouvoir, reconnaissent les qualités de l'homme d'Etat qu'il était et lui savent gré pour les empreintes indélébiles qu'il a laissées sur la Tunisie. Ensuite l'Islam politique, un sujet majeur de ce début de siècle avec le 11 septembre 2001, reprend sa primauté après les révolutions du « printemps arabe » qui ont permis à des mouvements qui se réclament de l'islamisme de prendre le pouvoir avec des fortunes diverses, que ce soit en Tunisie, en Egypte ou ailleurs. Dans son analyse de la relation de Bourguiba à l'Islam, ce livre, dont une traduction en français est en cours, rend justice au père de l'indépendance tunisienne. Lotfi Hajji insiste sur le fait que Bourguiba n'a pas utilisé l'Islam par machiavélisme mais parce qu'il en connaissait les ressorts et l'influence sur la population. Admirateur de Mustapha Kamel Atatürk, le fondateur de la Tunisie moderne s'en écarte dans le fait que lui n'a jamais préconisé la laïcité. Bien au contraire, c'est à partir d'une lecture ouverte du Coran qu'il a bâti toutes ses réformes dont la plus importante est celle de la promotion du statut de la femme réalisée grâce au Code du statut personnel où, avec le concours de l'école de l'*ijtihad* des ulémas de



Bourguiba et l'Islam : le leadership (temporel), et Imamat (guide religieux), deuxième édition en arabe de Lotfi Hajji
Sud-Editions, octobre 2013, 286 pages, 12 dinars.

la Zitouna, il a introduit l'interdiction de la polygamie et de la répudiation. Lotfi Hajji explique comment Bourguiba n'a pas été jusqu'à faire de la femme l'égal de l'homme en matière d'héritage parce que le texte coranique est explicite sur ce point précis. De même, il n'a pas interdit le jeûne pendant le Ramadan, mais il a pris exemple sur le Prophète qui a autorisé ses disciples à ne pas respecter cette obligation religieuse, car ils menaient une bataille contre leurs ennemis polythéistes, alors que la Tunisie menait, elle, une bataille contre le sous-développement. Ainsi le chef de l'Etat n'a même pas obligé ses ministres de ne pas faire le jeûne, alors qu'il en avait les moyens. Le plus bel hommage au père de l'indépendance fut lorsqu'un gauchiste, Noureddine Ben Khedher, et un islamiste, Habib Mokni, tous deux pourtant emprisonnés et opprimés sous Bourguiba, reconnaissent qu'ils en sont les disciples. Le livre foisonne de témoignages mais aussi de documents fort éloquentes dont la polémique que Bourguiba a eue avec le chef des ulémas (wahhabites) de l'Arabie Saoudite, Cheikh Ibn Baz, à l'époque recteur de l'Université islamique de Médine, à la suite d'un discours qu'il a prononcé en mars 1974 sur le thème : « L'Islam, religion de travail et d'*ijtihad* », discours qui lui a valu d'être taxé d'apostat (*kafer*) par Ibn Baz. En annexe, le livre publie le texte intégral du discours de Bourguiba, le texte in extenso de la « fatwa » de Cheikh Ibn Baz et de la lettre en réponse signée par Chédli Klibi, directeur du Cabinet présidentiel. La polémique s'arrêta là même si le chef religieux saoudien exigea de Bourguiba qu'il se confonde en excuses, ce qu'il ne fit pas. ■

La voix du travail Etude monographique de l'organe de langue arabe de l'Uggt

Sud Editions vient de publier un ouvrage de Salem Mansouri, sociologue et ancien gouverneur au Kef et à Bizerte sous Bourguiba, dans lequel il fait l'étude monographique du premier organe en langue arabe de l'Uggt, *La Voix du travail*. D'abord bimensuel puis hebdomadaire, il est paru le 30 avril 1947 avec à sa direction Farhat Hached, fondateur et premier secrétaire général de la centrale syndicale, le rédacteur en chef étant jusqu'au numéro 8 Sahbi Farhat, enseignant diplômé de l'Ecole normale d'instituteurs de Tunis et père de l'homme de théâtre, notre ami Raja Farhat. Ce journal suspend sa parution après le numéro 39 daté du 4 juillet 1948, en raison de problèmes matériels, avant de réapparaître le 27 février 1955 avec à sa direction Ahmed Ben Salah, à l'époque secrétaire général de l'Uggt. Cette seconde série devait s'interrompre le 28 décembre 1956 avec la démission d'Ahmed Ben Salah de la direction de la centrale ouvrière. Entre-temps, il y a eu en novembre 1955 le Congrès de Sfax du Néo-Destour où l'Uggt a joué un rôle majeur pour faire triompher Bourguiba aux dépens de son adversaire Salah Ben Youssef, puis le 6ème Congrès



AVEC **MIDEA**
LE BONHEUR SE CUISINE
TOUS LES JOURS.



MODÈLE HAUT DE GAMME



Cuisinière Midea

Nos cuisinières sont performantes, polyvalentes, pensées pour durer. Elles nous permettent d'offrir à nos clients une réponse adaptée à chacune de leurs attentes et exigences. Nos cuisinières sont plus solides et professionnelles que jamais, surprenantes par leurs prestations de haut niveau et toujours actuelles grâce à un design raffiné et linéaire.



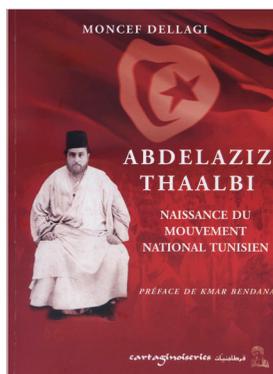
APPEL GRATUIT
N° Vert 80 100 500



it's your idea!

Abdelaziz Thaalbi

Naissance du mouvement national tunisien



*Abdelaziz Thaalbi,
naissance du mouvement
national tunisien*
De Moncef Dellagi,
Editions
Carthagoiseries, 2013,
302 pages 30 DT

Il ne faisait pas bon se frotter à Bourguiba après l'indépendance, mais également bien avant. Abdelaziz Thaalbi, un des pères du nationalisme tunisien et fondateur du Destour, avait été un témoin à charge contre Bourguiba lors des événements du 9 avril 1938, croyant ainsi se débarrasser d'un rival politique qui venait de créer, avec d'autres jeunes destouriens, le Néo-Destour. «Le combattant suprême» s'en souviendra après 1956. Le nom de Thaalbi sera totalement occulté. Il aura tout juste droit— provisoirement— à une rue de Tunis, rue Zaouia El Bokria, qui reprendra quelques années plus tard son ancien nom, alors que son apport au mouvement nationaliste tunisien est immense.

Dans son livre posthume, *Abdelaziz Thaalbi, naissance du mouvement national tunisien*, Moncef Dellagi, ancien directeur des Archives nationales, rend justice à un homme aux multiples facettes et dont la vie politique ne peut en aucun cas se réduire à cette malheureuse déposition devant le juge militaire, de Guérin du Cayla, car son geste, aussi condamnable soit-il, doit être relativisé et mis dans le contexte de l'époque.

Dans une langue élégante, l'auteur nous restitue l'itinéraire d'un homme exceptionnel, un visionnaire et un véritable personnage de roman, à la fois aventurier, penseur politique avec son livre, *La Tunisie martyre*—resté pendant longtemps le vade-mecum des nationalistes tunisiens, rénovateur de la pensée islamique grâce à *L'Esprit libéral du Coran*^(*), mais aussi tribun hors pair. ■

(*) Ce qui a permis à Thaalbi de ne pas être récupéré par Ennahdha toujours à la recherche d'une filiation avec des opposants de Bourguiba, comme elle l'a fait avec Ben Youssef, Mestiri et même Behira Ben Mrad

La postérité

Le conflit personnalisé entre Thaalbi et Bourguiba a pesé sur la postérité de Thaalbi. Après sa mort, Thaalbi a été perçu, et pour longtemps, non pas comme le père du nationalisme tunisien, mais comme l'ancien chef du Vieux-Destour, parti en déclin et n'ayant pas su s'affirmer face au Néo-Destour. Thaalbi a donc subi le destin du Vieux-Destour et de la perception que les Tunisiens s'en faisaient, à savoir un parti fondateur mais ayant dû passer le témoin à l'autre, faute d'avoir perçu correctement la mutation de la société tunisienne.



Après 1944 et l'indépendance, Thaalbi sera donc considéré non comme l'homme qui a fondé le premier parti moderne qui a mis le nationalisme sur des bases nouvelles, celle de l'entité tunisienne, de l'indépendance, mais comme l'homme dépassé par la dynamique qu'il a créée lui-même. Le Néo-Destour a accredité cette représentation pour confirmer sa nécessité historique et sa légitimité, encore que du fait de son hégémonie, il n'avait nullement besoin d'abaisser ses prédécesseurs et rivaux. Un grand parti doit être magnanime et juste.

De 1944 à 1955, le Vieux-Destour essaya, à plusieurs reprises, de relancer son activité et de regagner le terrain perdu avec, naturellement, Thaalbi comme référence. Mais l'antagonisme Vieux-Néo était encore vivace et ces derniers ne manquaient pas, dans leurs réunions, de polémiquer avec le Vieux-Destour lorsqu'il essayait d'émerger, et de rappeler que dans sa déposition devant le juge d'instruction, Thaalbi n'avait pas hésité à piétiner le Néo-Destour et Bourguiba.

Le Vieux-Destour cherchait à utiliser les thèmes de l'actualité d'après 1945. Le climat d'unitarisme arabe qui avait suivi la fondation de la Ligue arabe en 1945, et la guerre de Palestine de 1948, faisaient de Thaalbi un précurseur incontestable, et le Vieux-Destour avait là son capital historique de visionnaire et de services rendus à l'Orient arabe que n'avait pas le Néo-Destour, strictement nationaliste.

Bourguiba, lui-même, en exil au Caire de 1946 à 1949, avait retrouvé sur son chemin le personnage historique de Thaalbi bien connu en Orient, et lorsqu'il rencontrait des gens qui étaient encore subjugués par la personnalité de Thaalbi, mais qui ne connaissaient rien des nouvelles réalités tunisiennes, il avait eu à s'expliquer, se défendre et nuancer ses propos. Ah Thaalbi ! lui disait-on. Il lui avait fallu la caution de M'Hamed Ali Tahar, par ailleurs grand ami de Thaalbi, pour surmonter ce handicap. Ce sont les données tunisiennes d'après 1945 qui ont fait tomber Thaalbi dans l'oubli : la répression et les souffrances d'après le 9 avril 1938 qui ont ancré définitivement le prestige et la légitimité nationaliste du Néo-Destour ; la relance populiste du Néo-Destour d'après-guerre, malgré la clandestinité ; le nouveau mouvement social incarné par l'Uggt étroitement liée au Néo-Destour ; et enfin les mentalités de plus en plus modernistes, donc de moins en moins arabistes de la génération d'après-guerre. Dans ces conditions, Thaalbi, tel qu'il était présenté par le Vieux-Destour, c'est-à-dire réduit à l'arabo-islamisme, ne pouvait être d'un grand secours. C'était plutôt l'homme respecté d'une période révolue dont on exhumait l'arabisme, rhétorique qui, dans l'esprit du Néo-Destour, ne pouvait être utilisée que tactiquement, pour avoir des soutiens en Orient.

— Quelle a été la postérité de Thaalbi en matière d'œuvres écrites ?

En Orient arabe, Thaalbi a seulement laissé une trace. Après 1945, plusieurs hommes politiques et penseurs, en Egypte, en Irak et en Palestine, se souvenaient de lui et rappelaient aux lecteurs son souvenir et sa puissante personnalité. On aimait dire qu'il avait été le plus grand orateur du siècle, une nation réunie en un seul homme. Mais ceux qui écrivirent l'histoire politique et l'histoire de la pensée du monde arabe dans l'entre-deux guerres se contentaient de mentionner son nom. C'était Rachid Ridha et Chekib Arslan qui avaient la vedette. Seul un auteur, Anouar Joundi, lui a consacré un livre publié tardivement en 1984 par Dar el Gharb el Islami Beyrouth, livre apologétique, sans sens critique et déficient quant à la carrière tunisienne de Thaalbi.

En Tunisie, presque rien n'a été fait concernant la personne même de Thaalbi, jusqu'à l'époque récente. Tout d'abord les chefs du Vieux-Destour, ses héritiers politiques et spirituels qui l'avaient bien connu, ne se sont pas préoccupés du sujet, à part Habib Chelbi concernant des sujets limités, et Ahmed Ben Miled qui avait connu un vaste projet, dont seul fut publié un volume élaboré par M. Driss. Par ailleurs A. T. Madani, dans ses Mémoires, *Hayatou Kifah*, publiées à Alger en 1976, ■■■

■ Retour de Abdelaziz Thaalbi en juin 1937



■■■ a apporté beaucoup d'informations sur Thaalbi. Il faut ajouter aussi Mohamed Fadhel Ben Achour dans son ouvrage... [Ben Achour F., *Al Haraka al adabiya walffriyafi tounis* (Le mouvement littéraire et intellectuel en Tunisie), Tunis, 1972].

Il y a cela deux explications. Tout d'abord, Thaalbi n'a publié de son vivant qu'une infime partie de son œuvre écrite. D'autre part, il y a les archives volumineuses de Thaalbi. Elles sont très riches, elles comportent une correspondance avec plusieurs personnalités arabes, couvrant presque un demi-siècle et aussi plusieurs manuscrits et ouvrages inédits. Elles sont la propriété, acquise par voie d'achat, d'Ahmed Ben Miled et elles ne sont pas encore accessibles. [Les archives de Thaalbi ont été léguées par ce dernier à Ahmed Ben Miled. Celui-ci les a à son tour remises à Beït-al Hikma dans les années 1990. N.d.]

Depuis l'indépendance, côté Néo-Destour et gouvernement tunisien, le personnage de Thaalbi devint plutôt un sujet à éviter. Il n'y eut aucun encouragement pour l'étudier. Par exemple, *La Tunisie martyre* n'a jamais été réédité et est resté un livre célèbre par son titre seulement [réédité en 1985 à Beyrouth par Dar Gharb el Islami puis Numéris]. Les manuels scolaires mentionnent honnêtement son action et son importance de 1919-1923, mais non son rôle de leader, soit par ignorance, soit parce qu'il s'agissait du Mouvement National Tunisien. Dans ses discours sur l'Histoire du Mouvement National, Bourguiba l'a souvent cité sans animosité particulière, mais dans ses propos privés, il ne manquait pas de le critiquer vivement, surtout au sujet de sa fameuse déposition. Toutefois, les travaux historiques entrepris

sur initiative gouvernementale, comme par exemple la série de recueils de textes publiés par Mohamed Sayah sous le titre général d'*Histoire du Mouvement national*, est particulièrement sévère à son égard.

Comme ces recueils de textes commencent en 1934, seule la guerre des destours et la déposition de Thaalbi ont retenu l'attention de l'auteur, et cela sur un ton polémique. En fait, cette publication retient seulement la thèse de Bourguiba. Il faut la prendre pour ce qu'elle est, un ouvrage d'édification pour l'opinion et des arguments pour démontrer la légitimité historique du régime. Cette carence du gouvernement de Bourguiba est dictée moins par un choix politique que par le désintérêt.

Dans le secteur de l'université et de la recherche dite scientifique, Thaalbi a aussi été évité, sauf dans les ouvrages couvrant toute la période, comme ceux de Mustapha Kraiem et de Mohamed Salah Lejri dans lesquels tout son dû lui est rendu. Il y avait à l'Université tunisienne soit un manque d'intérêt, par parti pris idéologique, soit un souci (par les directeurs de recherche et les chercheurs) d'éviter les éventuelles complications politiques et les aléas de carrière, aléas qui étaient beaucoup plus imaginés que réels. Des dizaines de chercheurs

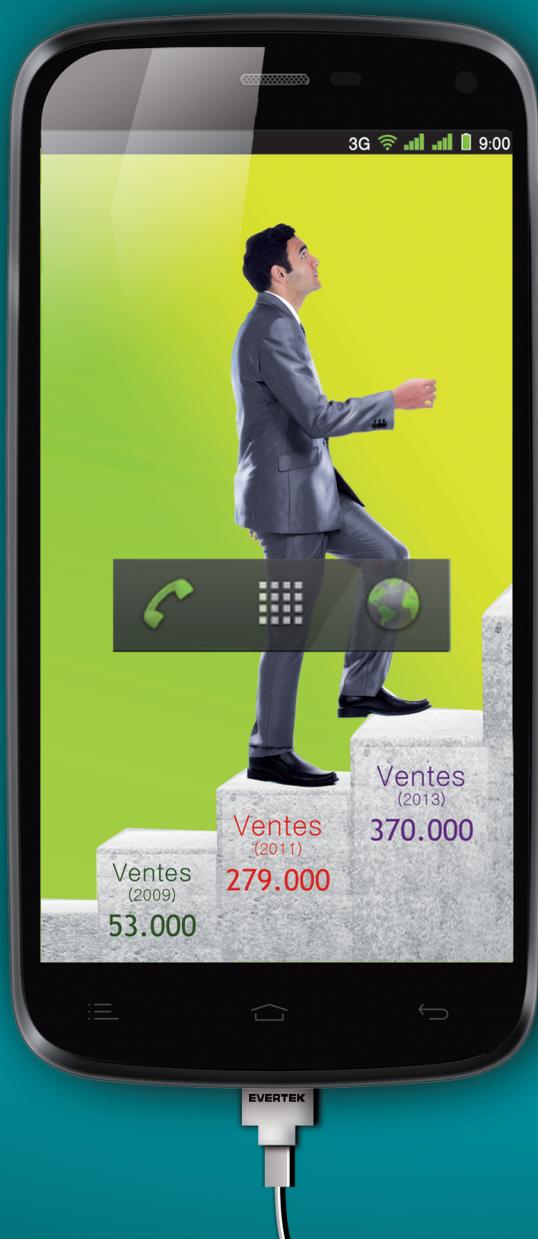
tunisiens ont été orientés vers des sujets, intéressants en soi, mais marginaux et ont évité les sujets centraux. On tournait autour du pot. On a étudié, par exemple, les socialistes de Tunisie sous tous leurs aspects, les colons, les libéraux français, les anarchistes, les libertaires, les fascistes, les antifascistes... etc, etc.

Dans les années 1980, les islamistes ont accordé un intérêt à Thaalbi. Ils ont voulu en faire un ancêtre, mais après une lecture attentive de *L'Esprit libéral du Coran*, ils ont révisé leur opinion sur Thaalbi. Son réformisme religieux, et surtout sa modernité, ne cadrerait pas avec le projet souhaité. Et Thaalbi est retombé dans le purgatoire.

Il reste que Thaalbi mérite une réhabilitation, en commençant par une étude objective et critique (c'est-à-dire en s'armant de la raison). Il a été une forte personnalité qui a imprimé sa marque dans l'histoire du Mouvement national. Il a été à l'origine de ce qui sera essentiel dans la Tunisie du XXe siècle : l'ancrage de l'idée d'indépendance et la fondation d'un parti politique moderne, cadre nécessaire pour l'action, la mobilisation et le développement de la conscience nationale. Sa vie a été toute de luttes et de sacrifices. Cette étude sur Thaalbi n'est qu'une introduction déblayant le terrain afin que soient entreprises des études exhaustives et définitives sur Thaalbi. En toute honnêteté intellectuelle !

[Ce manuscrit a été achevé au début 2000 et ne mentionne pas les dernières études faites sur A. Thaalbi. N.d.] ■

CELLCOM EN BOURSE



success
loading

EVERTEK

Période de souscription : du 6 au 17 janvier 2014 inclus.
Prix de l'action : 7 Dinars

Introduction au marché principal de la cote de la Bourse à travers :

- Une Offre à Prix Ferme auprès du public de 976 746 actions
- Un Placement Global de 418 608 actions auprès d'investisseurs désirant acquérir au minimum pour un montant de 250 000 dinars

Visa n° 13-0847 du 16 décembre 2013 du Conseil du Marché Financier donné en application de l'article 2 de la loi n° 94117- du 14 novembre 1994. Ce visa n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

Responsable de l'information: Abdelraouf Dziri
Tél : 70 836 522 - Fax: 70 836 523
daf@cellcom.com.tn

Intermédiaire en bourse introducteur



Tél : 71 788 870
Fax: 71 798 314
contact@cgf.com.tn

Syndicat de placement



Evaluateur



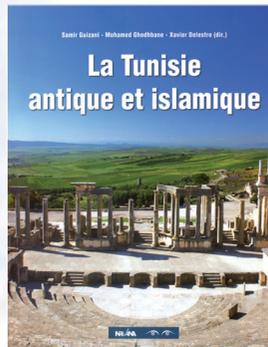
La Tunisie antique et islamique

La problématique de l'identité tunisienne est au cœur des débats de ces dernières années. Ce livre consacré au patrimoine antique et islamique de la Tunisie vient nous en rappeler toute la richesse. Dédié aux passionnés d'archéologie, initiés et profanes, et à tous ceux que l'histoire de la Tunisie captive, cet ouvrage porte un regard sur les connaissances acquises aujourd'hui et retrace plus de quinze siècles d'histoire de la Tunisie antique, médiévale et contemporaine, à travers une vingtaine de sites, parmi les plus exceptionnels du patrimoine archéologique. Ces illustrations sont enrichies par de courts encadrés

thématiques et des textes synthétiques sur des sujets généraux pour permettre une meilleure connaissance de ces grandes périodes historiques.

Ce projet collectif, qui fait appel aux meilleurs spécialistes tunisiens et français, met en lumière l'importance, la qualité scientifique, patrimoniale et l'intérêt majeur de la documentation archéologique disponible pour l'histoire nationale et internationale.

Un beau livre tant par la richesse de son contenu que par la puissance de son message. Cette richesse, fruit d'une imbrication des échanges et des spécificités culturelles, est à préserver, et ces vestiges, source majeure de connaissance, continueront de nous livrer les secrets d'une histoire collective parfois totalement oubliée. ■



*Samir Guizani- Mohamed Ghodhbane- Xavier Delestre
Ed Nirvana, octobre 2013*

Les bonnes feuilles

La gestion de l'eau

Le climat de la Tunisie est caractérisé par une diminution de la pluviosité entre une zone septentrionale bénéficiant d'une saison humide et une zone méridionale au climat saharien. L'été, les hautes pressions sahariennes remontent vers la zone méditerranéenne tandis que, l'hiver, le front saharien descend vers le sud permettant aux dépressions d'arroser le nord du pays. Mais il n'est pas exceptionnel qu'il ne redescende pas et que la sécheresse se maintienne durant toute l'année. Il en résulte une forte variabilité interannuelle et régionale qui affecte particulièrement la partie centrale de la Tunisie. Cette contrainte est à l'origine d'un patrimoine architectural et paysager qui témoigne de la manière dont les sociétés qui se sont succédé sur ce territoire en ont géré les ressources hydriques. Il compte parmi les plus riches de l'aire méditerranéenne.



Les premières installations d'approvisionnement en eau des habitats sont des puits et des «mines d'eau» captant les nappes phréatiques locales. À Carthage, la mise au jour des citernes dont était pourvue chaque maison du quartier punique de Byrsa livre les premiers témoignages de stockage de l'eau pluviale. Elles anticipent les grandes citernes dont étaient pourvues les villes romaines, sans pour autant que le stockage collectif n'ait entraîné l'abandon des citernes individuelles. À Carthage encore, les grandes citernes de La Marsa comptent parmi les réalisations emblématiques de la période romaine dans ce domaine. À cette époque, ces deux modes d'approvisionnement des habitats ne suffisant plus pour répondre aux besoins croissants des villes, celles-ci se dotent d'aqueducs qui anticipent les transferts modernes de l'eau. C'est ainsi qu'à la suite d'une grande sécheresse, Carthage, qui s'imposait comme la métropole de l'Afrique, est dotée par l'empereur Hadrien d'un aqueduc long de 135 km qui captait des sources dans le Djebel Zaghouan. Mais d'autres ouvrages moins célèbres ou moins accessibles se distinguent comme le pont de l'oued El Hanaya sur l'aqueduc d'Utique ou les arches de l'aqueduc de Chemtou. Ces adductions ne sont pas remarquables seulement par la qualité architecturale des ouvrages qui les portaient. Elles relèvent de savoirs hydrauliques complexes à l'exemple du pont-siphon de l'aqueduc de Dougga. Aux deuxième et troisième siècles, dans le contexte du

développement urbain et d'une probable augmentation de l'aridité, elles assuraient aux villes un approvisionnement qui ne pouvait plus se satisfaire de ressources locales limitées.

Les restaurations médiévales dont fit l'objet l'aqueduc de Carthage en attestent l'utilisation tout au long de l'histoire de la Tunisie. À l'époque hafside, il fut dérivé vers Tunis et assura jusqu'à la conquête ottomane, pendant près de trois siècles, l'alimentation en eau des résidences royales, des jardins d'agrément et des vergers. Mais l'ensemble le plus célèbre de cette époque est constitué par les bassins aghlabides de Kairouan qui s'impose alors comme résidence royale et capitale de l'Ifriqiya. Ces bassins circulaires décrits par Al Bakri au XI^{ème} siècle constituent un moment fort de l'histoire de l'hydraulique en Tunisie. L'élargissement des connaissances archéologiques, la relecture des textes et le dépouillement des archives restituent l'origine antique et la diffusion médiévale de ce type de réservoir. Ces réservoirs étaient alimentés par le captage de nappes phréatiques par des galeries drainantes. Cette technique a été décrite pour l'alimentation en eau de la ville romaine de Thysdrus (El Jem), mais son origine est bien antérieure comme l'attestent à Hadrumète (Sousse) les galeries qui alimentaient la ville punique.

Une capitale est née sous les Hafsides

En 1159, les Almohades, berbères du haut Atlas marocain, réussirent à unifier sous leur autorité tout le Maghreb et même l'Andalousie. En 1160, ils chassèrent les Normands avant d'aller stopper pour quelque temps les progrès de la Reconquista en Espagne. En repartant à Marrakech, Abdal-Mu'min laissa un membre de sa famille comme gouverneur pour gérer le pays. Mais l'Ifriqiya connut des heures particulièrement sombres car elle devint la proie, durant près d'un demi-siècle, des convoitises des Banu Ghaniya, almoravides de Majorque, et de Salah al-din al-Ayyubi, le fameux Saladin qui envoya une petite armée au Caire.

Les deux envahisseurs nouèrent des alliances stratégiques entre eux et les nomades sulaymides. Les guerres, les pillages et les massacres furent le lot des villes prises et reprises, dont Tunis. Près de quatre califes almohades successifs durent revenir pour les combattre et les chasser. Lorsque les Almohades désignèrent à la tête de l'Ifriqiya comme gouverneurs, les membres de la famille d'un de leurs proches compagnons, les Banu Hafsi, la lutte devint de plus en plus efficace et ils vinrent à bout des envahisseurs et fondèrent une dynastie. Les Hafsides connaîtront une longévité et une fortune extraordinaires alors que les Almohades disparaîtront après la lourde défaite de 1212 à Las Navas de Tolosa, al-Iqâb, en Andalousie. Ils se rendirent très vite indépendants et furent même prépondérants au Maghreb pour un temps.

Tunis s'affirme alors comme la capitale de l'Ifriqiya. La prospérité bénéficia à Tunis. Les nouveaux venus bâtirent à l'extérieur de l'enceinte et plus haut un ensemble fortifié, la Qasaba, comprenant des palais, les habitations des membres de la famille, les casernes de la milice, une bibliothèque et une mosquée, celle que l'on appelle aujourd'hui mosquée de la Qasaba, ou mosquée des Almohades, véritable petite ville : c'est ce qu'on appelle «la ville des cavaliers». ■■■



Magnésium

Calcium

Forme

Dynamisme



Calcium
Magnésium



أكثر كلسيوم
و أكثر منيزيوم



Un Nouvel art de vivre ? Allez-y, plongez...



- * Piscine privée
- * Piscine publique
- * Rénovation des piscines
- * Vente et installation SPA

- * Structure en Béton Armé
- * Filtration sans Local Technique
- * Toutes Formes, toutes Dimensions



N'hésitez pas à demander une visite technique sans aucun engagement de votre part.

28, Av. Abdelaziz AL Saoud Manar II 2092
Tél.: 71.875.299 / 71.875.298 - Fax: 71.875.297
Email: desjoyaux.tn@topnet.tn
www.desjoyaux.com

Distributeur exclusif en Tunisie



■■■ Anselme Adorne, qui visite l'Ifriqiya en 1470, décrit la Kasbah en ces termes : « *A l'Occident de la ville se dresse un château très grand et très beau, appelé Kasbah, où le roi réside la majeure partie de l'année. Il a un périmètre d'une ville et demie et il est très bien défendu, bien qu'il ne soit pas entouré de remparts. Il a des parties voûtées et bien défendues, leur ouverture n'est pas droite comme celle de nos portes, mais incurvée en forme de vipère ou mieux de trompette... Ce château est à l'intérieur si beau et si riche en ses bâtiments que j'aurais peine à le décrire.* »

Sous l'impulsion des Hafside, la ville s'agrandit ; ses deux faubourgs nord et sud se développèrent de même que les faubourgs est et ouest. Une deuxième ligne de remparts s'avéra nécessaire. Abu ` Abd Allah Muhammad fit élever des murailles réunissant la ville et les faubourgs en 1317, mais ces murs n'étaient pas d'une grande qualité. Lorsque Abu'l-Hassan al-Marini envahit l'Ifriqiya en 1347, il ordonna de les reconstruire et de creuser un fossé alentour. C'est seulement sous le règne d'Abu Ishaq ` Umar (1350-1370) que la construction des fortifications fut achevée.

La ville massifiée, densifiée, a eu besoin de nouvelles grandes mosquées à *khutba*, à prêcher ; c'est ainsi que sept autres furent édifiées alors qu'on observe un ralentissement dans la construction des oratoires de quartiers, *masjid*. La grande mosquée Zaytouna a été embellie. On y a ajouté une *midhat*, une salle des ablutions, et plus tard une bibliothèque. Selon Anselme Adorne, Tunis avait plus de deux cents mosquées à la fin du XV^{ème} siècle entre *masajid* et *javami*, grandes mosquées et oratoires de quartier.

Des collèges, *madrasas*, furent érigés ; l'apparition des *madrasas* à Bagdad à partir de 1071 allait connaître un grand essor dans l'ensemble du monde musulman, d'est en ouest. Près de dix-neuf *madrasas* ont été fondées à Tunis dont sept seulement sont parvenues jusqu'à nous. La première d'entre elles a été fondée par le premier sultan hafside Abu Zakariya' en 1236.

Le phénomène de la sainteté qui commençait à s'affirmer dans le monde musulman au XII^{ème} siècle connaît au siècle suivant son plein épanouissement avec la fondation de *zaouias* (mausolées des saints). Plusieurs saints personnages jouent un rôle important dans cet essor. Sidi Abu'l-Hasan al-Shadhuli, Sidi Muhriz Ibn Khalaf, Sidi Ibn Arus, Sidi Qasim al-Jalizi et al-Sayyida A'isha al-Mannubiyya. Plusieurs *zaouias* se pressent aux abords de la ville et servent de refuge aux pauvres et



aux voyageurs. Les saints des portes forment comme une ceinture de protection de la cité. Peu à peu, ces monuments pénètrent dans la ville et des quartiers se forment autour d'eux.

Ce même voyageur brugeois cité plus haut, a donné une description vivante et fort précise des souks couverts de la médina de sorte « *qu'on est à l'abri des intempéries, été comme hiver* », de la place extra-muros de Bab Bhar, la Porte de la mer, vers laquelle affluaient les habitants en fin de journée.

Des travaux importants d'adductions d'eau ont également été entrepris par les Hafside. Le fameux aqueduc romain qui faisait venir l'eau de Zaghouan (à 50 km) à Carthage a été restauré et détourné au profit de Tunis et de sa banlieue ouest sous le règne d'al-Mustansir en 1276. Des fontaines, des puits ont été creusés pour alimenter la ville en eau. Des bains, des moulins et des fours ont été construits dans les quartiers. Tous ces monuments doivent leur existence grâce à une sorte « d'évergétisme », de mécénat, des notables qui, par le biais des fondations pieuses, *habus*, finançaient ces édifices pour le bien de la communauté.

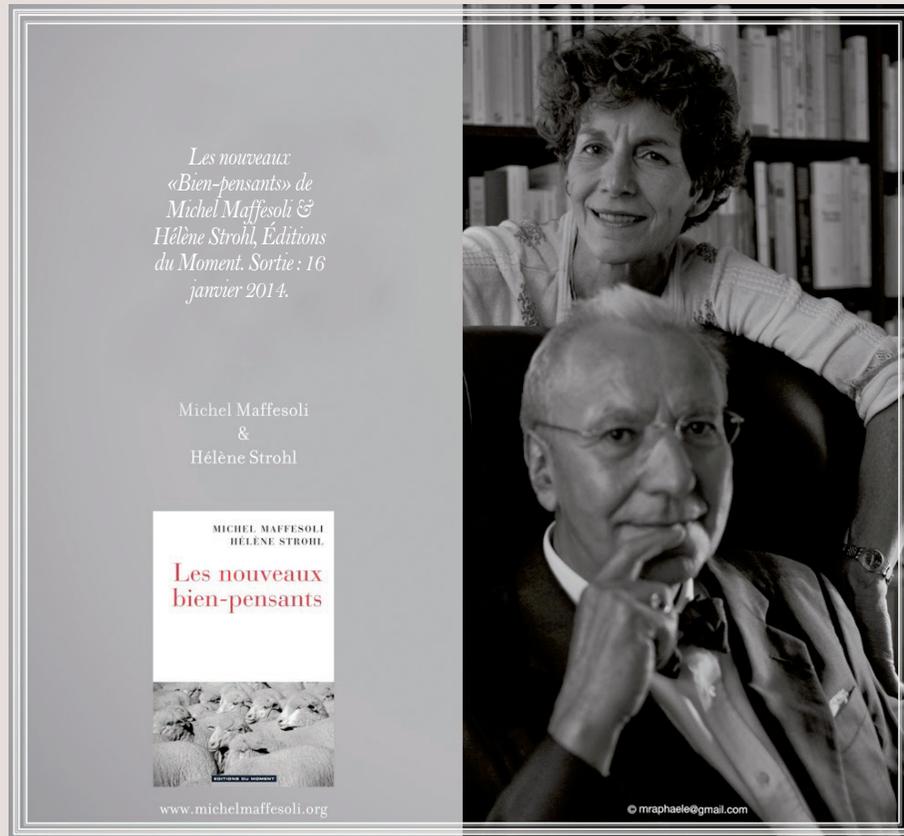
Des résidences de plaisance, extra-muros, à Ras Tabia, au Bardo, à Abu Fihir (Ariana), à al- ` Abdilliya (La Marsa), des petits villages satellites se développent tout autour de la ville.

Les andalous, juifs et musulmans, chassés d'Espagne par les progrès de la Reconquista, trouvent refuge dans Tunis et sa banlieue. Ils participent d'une manière décisive par leur savoir-faire à la beauté des « quatre mille jardins de la banlieue » et leur influence architecturale est sensible dans les monuments de la ville. Plusieurs savants andalous vinrent également et firent partie de l'élite des ulémas. Une importante communauté juive s'était installée dans le quartier de Bab Suwayqa près du mausolée de Sidi Muhriz dans la Hara. Ils furent rejoints par les Andalous qui arrivèrent par vagues successives après la chute des grandes villes comme Cordoue, Séville et Valence.

Les chrétiens quant à eux s'installèrent de préférence dans deux quartiers: du côté de la Porte de la Mer, dans des fondouks, regroupés par nations. Ce sont les marchands des principales villes italiennes Pise, Gènes et Venise, des Catalans, des Majorquins, et des Marseillais. Venise envoyait chaque année sa flotte commerciale « la mude de Barbarie ». Tout près de la Qasaba, un autre quartier, « le faubourg des nazaréens », Rabd al-Nasara, abritait la garde personnelle du sultan formée en majorité de Catalans (2000).

Un voyageur espagnol décrit la ville en 1403 en ces termes : « *C'est une fort grande et fort belle ville, extrêmement riche. Elle a plus de cent mille habitants; on y voit de belles maisons, de magnifiques mosquées et des maisons-fortes. Sur une hauteur se trouve un magnifique palais (alcazar). Dans l'arsenal sont toujours dix galères. Le port n'est jamais sans avoir au moins une galère armée. Je ne connais pas de plus beau pays que les environs de Tunis. Il y a là au moins trois cents tours (burj) ou pavillons, chacune avec son domaine alentour.* » (Gamez dans la chronique de San Pedro Nino)

Une capitale est née. Elle donne son nom au pays. Désormais l'Ifriqiya devient Bled Tunis, le pays de Tunis. ■



Les nouveaux «bien-pensants» de Michel Maffesoli

Le plus éminent théoricien de la postmodernité salue la nouvelle année en s'associant à sa femme pour publier, le 16 janvier aux éditions du Moment, un nouveau pamphlet prolongeant l'esprit de ses écrits de combat ayant déjà fait l'objet de La République des bons sentiments.

Maffesoli est l'inventeur de notions devenues incontournables, développant une pensée révolutionnaire iconoclaste. Il est le théoricien génial de l'actuel et du quotidien, de la connaissance ordinaire et de l'imaginaire, de la socialité émotionnelle et affective des tribus et leurs réseaux, de la personne plurielle nomade et hédoniste au vagabondage initiatique, de la raison sensible et de la revanche des valeurs du Sud dans le cadre de l'écosophie et du réenchèvement du monde, du retour du fait religieux dans l'orgasme dionysiaque de l'homme postmoderne qualifié d'homo eroticus.

En rappelant que *Leaders* a déjà eu l'honneur d'interviewer M. Maffesoli qui aime notre pays, suivant de près sa révolution, pensant même qu'elle fait de la Tunisie une illustration basique de la postmodernité, nous estimons que son réquisitoire sans concessions du modèle périmé hexagonal et de l'esprit français dépassé s'applique mutatis mutandis à notre pays.

Aussi livrons-nous ici ces quelques bonnes feuilles des cinq chapitres *robotifs* de son livre dont la lecture pourrait aider à sortir de notre propre «bienpensance» politico-religieuse. Et comme la lecture de Maffesoli relève de la nourriture céleste dont on ne se lasse point, nous signalons nos autres extraits exclusifs de cette ambrosie déjà sur internet.

Les bonnes feuilles

Le conformisme logique

À l'encontre d'un lieu commun hérité du XIXe siècle faisant de l'infrastructure économique le fondement de toutes choses, il est de plus en plus évident que c'est l'immatériel qui conditionne le lien social. Et donc permet sa survie ou son déclin. N'est-ce point ainsi que l'on peut comprendre la remarque de Milan Kundera : « Il en est des amours comme des empires ; que cesse l'idée sur laquelle ils reposent et ils s'effondrent avec elle »?

Mais il est des moments où cette «idée» perd sa force et sa vigueur spécifiques. Des sociologues, tel P. Sorokin, ont ainsi parlé de « saturation ». Par usure, par fatigue, par lassitude aussi, l'idée ne peut plus exercer sa fonction agrégative. Tel un aimant ayant perdu sa faculté d'attraction, il ne lui reste plus, dès lors, qu'une rémanence de peu d'importance qui, avant que naisse un autre champ magnétique, perdure tant bien que mal ; plutôt mal que bien.

Il s'agit là de l'indubitable symptôme de toutes les périodes de décadence. Voilà ce qu'est la crise : un moment où n'ayant plus conscience de ce que l'on est, on n'a plus confiance en ce que l'on est. La crise étant un jugement («crisis») porté par ce qui naît sur ce qui est en train de disparaître. La crise est dans nos têtes ! Pour paraphraser Léonard de Vinci, c'est une « cosa mentale », une chose travaillant l'esprit collectif. Comprendre, c'est autrement plus riche. Car cela prend en compte l'entière de l'être individuel et collectif. Au travers de ce que Auguste Comte nommait un « empirisme organisateur », voilà qui permet de saisir le « pays réel », et non cela que l'on aimerait qu'il soit.

J'ai commencé ma carrière en faisant une analyse critique du « progrès et du service public ». Je renvoie le lecteur curieux à ces pages intempestives. Je voulais indiquer par là que le progressisme est, potentiellement, destructeur. Seule la « progressivité », celle de l'enracinement dynamique, est à même de nous aider à comprendre ce que l'on vit au présent. Chose fort simple que les « progressistes » de tous poils s'emploient, avec constance, à dénier. La pensée empirique, celle du bon sens, celle de la sagesse populaire, le sait bien : ce qui doit naître, ce qui advient à une époque donnée, mûrit lentement à

l'époque précédente. On va parler de modernité seconde, d'hypermodernité, de surmodernité, de modernité avancée et autres fredaines de la même eau. Et ce afin de tenter de sauver un monde déshabité. Car c'est bien de cela dont il s'agit : l'inconscient collectif ne se reconnaît plus dans les grandes valeurs ayant constitué l'époque moderne. Un cycle commencé avec le XVIIème siècle s'achève, et on ne sait pas le reconnaître.

C'est exactement dans cette dénégation que se trouve la source de la bien-pensance contemporaine. Les incantations sur la République, le Progrès, le Contrat Social, le Citoyen, la Démocratie, la Liberté et autres majuscules n'ont d'autre but que de masquer le profond désarroi d'un monde officiel vis-à-vis d'une socialité souterraine dont il ne comprend pas les manifestations. Cette dernière pivote. Elle fait subir une torsion aux valeurs établies. Elle valorise le ludique, le festif, l'onirique, l'imaginaire. Et ainsi, rappelle à sa manière qu'il est un éternel retour du même. N'est-ce point ainsi que dans son œuvre si bien nommée «*De Naturarum*», de la nature des choses, Lucrèce rappelait que «*eademsunt omnia semper*», les choses sont toujours les mêmes ?

C'est cela la progressivité de la postmodernité, contre le progressisme moderne. Ce que ceux qui ont la prétention d'être les tuteurs du peuple ne peuvent pas voir. Durant les périodes de mutation, il est fréquent d'exorciser les peurs plutôt que d'affronter de nouvelles valeurs. C'est ainsi que, d'une manière on ne peut plus rétrograde, on va faire miroiter le retour de l'Etat, le recours à l'Etat, l'idéologie du Service Public, comme étant la panacée universelle. L'histoire de la pensée, tout comme l'Histoire tout court, est ponctuée de longs assoupissements et de réveils non moins brusques. Nous sommes en un de ces moments charnières où la socialité de base retrouve une indéniable effervescence, alors que les élites se réveillent difficilement de leur long sommeil dogmatique. C'est d'ailleurs celui-ci qui est cause et effet de cette mentalité diffuse du ressentiment caractérisant les élites contemporaines.

Voilà ce à quoi conduit la somnolence dogmatique, celle du rationalisme moderne déniait le vitalisme quelque peu anémique, refusant la vitalité exubérante, combattant l'effervescence désordonnée au nom d'un puritanisme bien-pensant l'amenant à condamner ce qui est corrompu : attitudes, pensées, situations non conformes, donc anormales. Le refus de ce qui est, au nom de ce qui devrait être, est, à n'en pas douter, la forme constante de l'homme du ressentiment n'arrivant pas à se débarrasser de la hantise du péché adamique.

Il n'est pas nécessaire d'être un grand clerc en psychologie pour rappeler que ce mépris de la vie n'est que la manifestation inversée d'un mépris de soi. Et il est frappant de voir que l'arrogance de ces divers « commissaires » (journalistiques, académiques, politiques) masque mal une profonde misère existentielle. C'est chose connue, le dogmatisme est, toujours, une prothèse pour ceux qui ne sont pas sûrs d'eux. L'agressivité, en quelque domaine que ce soit, est bien une attitude infantile ne pouvant se poser qu'en s'opposant. Les militants de quelque cause que ce soit sont, toujours, des impuissants narcissistes ayant besoin du regard de l'autre pour assurer leur existence. ■■■

■■■ Et c'est parce qu'ils sont centrés sur eux-mêmes que les protagonistes de l'opinion publiée sont bien incapables d'être attentifs aux forces volcaniques souterraines remuant, en profondeur, le corps social, et qui à l'occasion ne manquent pas de percer la croûte terrestre. Pour cela il faut savoir se purger de ses certitudes, s'éveiller à ce qui est Réel ou, pour le dire à la manière imagée de Platon (*République*, 521, C) : « retourner l'huître ». C'est-à-dire faire une révolution du regard sachant repérer le lieu où les mots, les actions et les choses sont en concordance opportune. C'est-à-dire non pas une justice, a priori, quelque peu abstraite et en tout cas moraliste, mais une justesse a posteriori permettant de s'accorder, tant bien que mal, au monde tel qu'il est, et aux autres pour ce qu'ils sont. Le bruit de fond du monde semble dire : « cause toujours, tu m'intéresses ! » Ou encore « ça rentre d'un côté et ça sort de l'autre ». En bref, les élites sont déconsidérées, et ce parce qu'elles n'ont pas su exprimer, représenter, cristalliser (ce qui est, pourtant, la vocation première de toute élite) les préoccupations et le souci du tout venant.

C'est en ce sens (ainsi que je l'ai indiqué, ainsi qu'il faudra le redire) que les protagonistes de la bien-pensance contemporaine, les obsédés du « correctness » et du « normal », sont essentiellement les héritiers attardés d'une modernité caduque. Puis-je ici rappeler, avec un brin d'ironie, que ce n'est qu'en 68, en 1868, que le terme de « modernité » s'institutionnalise (une première occurrence apparaissant en 1848).

Le «canada dry» théorique

Edgar Morin se voyait reprocher sa sociologie qualitative par l'école bourdivienne qui découvrit les méthodes non quantitatives et notamment les plongées dans le « terrain » vingt ans plus tard. Baudrillard fut longtemps qualifié d'essayiste, même si ses analyses sur la perte de l'échange symbolique sont largement pillées maintenant. Les analyses de la postmodernité, c'est-à-dire celles qui tentent de déchiffrer dans notre société contemporaine le changement de valeurs et donc d'épistémè, n'ont pas été prises en compte à l'époque où J.F. Lyotard écrivit son livre fondateur. Il en fut de même à mon niveau, qui fut plutôt moqué quand je montrais le retour de la société hédoniste (*L'ombre de Dionysos*, 1982), le phénomène d'une diffraction de la société Nation en tribus et le glissement de l'individu UN (propre à la modernité) vers la personne plurielle (caractéristique de la postmodernité) (*Le temps des tribus*, 1988), l'émergence d'une Raison sensible (1996). Il en fut de même *Du Nomadisme* (1997) et autres analyses prospectives que ceux qui m'en firent procès à l'époque réescomptent sans vergogne. G. Vico parlait de la « boria dei dotti », que l'on peut traduire ainsi : la morgue des « sachants ». C'est-à-dire ceux qui ont oublié que la science est la connaissance des fondements. Un savoir principiel, essentiel. Et qui, du coup, ne sont mus que par leurs convictions, leur « militance », leurs opinions personnelles. Mais la « doxa » est-elle encore une connaissance généralisable ?

On voit ainsi resurgir des thèmes des années 60, des revendications égalitaires et laïcardes tout à fait fermées aux mutations sociétales en cours. D'où l'incapacité qu'ont les intellectuels, mais aussi les politiques et les journalistes à voir combien notre modèle national assimilationniste est en difficulté et comment à hurler sans cesse au

communautarisme, on laisse aux groupes les plus extrémistes, fondamentalistes religieux ou politiques le soin de proposer ces solidarités de base, ces échanges tribaux qui sont le seul ciment d'une société. Mais, pour cela, et contre les divers conformismes du dogme établi, il faut savoir se démystifier des démystifications on ne peut plus mystifiantes. En effet, les théories de l'émancipation (celles de la « démystification ») sont au fondement même du « modernisme » élaboré tout au long du XIXe siècle. Et c'est cette posture intellectuelle qui constitue la doxa contemporaine. Le « correctness » sous ses diverses manifestations consistant à ne penser le lien social qu'en fonction du paramètre rationnel, voire à partir d'une conception rationaliste. Et c'est être « incorrect » que de rendre attentif à la puissance du mythe, à l'importance de l'imaginaire et au retour, sous ses formes multiples de l'émotionnel comme élément structurel de l'être-ensemble.

L'opéra – bouffe du politique

La dichotomie raison / passion, esprit / vie n'est plus de mise. Mais c'est bien un penser passionné qui tend à prévaloir. D'où la nécessité de mettre en œuvre un agir du même ordre. Il y a, bien sûr, de l'exagération dans les qualificatifs employés, mais l'administration préfectorale en France est, à bien des égards, la quintessence de la providence venue du haut. Son pouvoir, certes, est amoindri, mais dans l'esprit des élus, tous bords politiques confondus, le préfet joue le rôle antique de la « fons perennis », la source éternelle des bienfaits du Dieu tout-puissant. Ce qui suscite fascination et sidération. Vestige des temps anciens en des temps nouveaux, il est un frein inconscient à toute initiative venue du bas. Ce qui correspondrait bien à la « topique » postmoderne par excellence : l'horizontalité. On attribue à A. Gramsci une heureuse formule délimitant bien la double polarité dont il vient d'être question : « pessimisme de l'intelligence et optimisme de la volonté ». Nombreux sont les politiques, de tous bords, qui usèrent et abusèrent de la formule. En comprenaient-ils bien le sens ? Homme d'action et de réflexion, Gramsci a illustré, bellement, l'expression « d'intellectuel organique ».

Enraciné dans la culture sarde qui était la sienne, notre politique-philosophe voulait ainsi traduire le fait que c'est en étant enraciné dans une manière d'être et de penser (c'est cela la culture) que l'on peut être à même d'en saisir la dynamique, la force interne, la rotation en spirale. Et ce à partir du caprice des vents ; autre manière de rappeler l'importance des atmosphères mentales, celle des imaginaires sociétaux.

A quand des « génies » politiques, dans le sens que j'ai donné à ce terme : ceux qui personnifient une collectivité, qui cristallisent ses aspirations profondes ? C'est à partir de ces aptitudes que le politique, plutôt que de répéter sempiternellement les litanies des valeurs modernes, saura dire l'épopée postmoderne qui, souterrainement, taraude le corps social. Et par là, en phase avec l'atmosphère du moment, pourra rappeler qu'au-dessus d'une réalité rabaisée à la chose économique, il y a le champ des possibles : le « Réel » en son entièreté. ■

Farhat Othman

شمس FM

تونس الكبرى

101.7 FM

بنزرت
95.7 FM

قفصة

88.7 FM

صفاقس
96.2 FM

الوطن القبلي
106.5 FM

القيروان
107.0 FM

المنستير
90.6 FM

سوسة
93.7 FM



Cérémonie en l'honneur de Mandela Le bal des hypocrites

Une centaine de chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que le secrétaire général de l'ONU se sont pressés mardi 10 décembre 2013 à l'imposante cérémonie à la mémoire du Président Mandela au FNB Stadium de Soweto, endroit symbolique par où passait jadis «la frontière» de l'apartheid.



Nombreux parmi eux sont les gens qui n'ont rien à voir avec les idées et l'œuvre de Madiba. C'est le cas de Nicolas Sarkozy qui déclarait à Dakar en juin 2007: *«Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez rentré dans l'Histoire.»* Prononcées à l'Université de Dakar, ces paroles ont été unanimement condamnées par tous les grands intellectuels et les progressistes africains. Ceux-là mêmes pour qui Mandela est une icône et un symbole de l'émancipation et de ce que peut réaliser l'homme noir quand il brise ses chaînes et proclame comme Mandela : *«Je suis le maître de mon destin»*. Et rappelons à Sarkozy cette parole de mon regretté ami, le Burkinabé Joseph Ki-Zerbo, premier agrégé d'histoire africain: *«S'il y avait quelque chose de bon dans la guerre, dans l'agressivité, les chiens l'auraient trouvé.»*

Les larmes de crocodile des dirigeants occidentaux

A cette cérémonie en l'honneur de Mandela, symbole de la lutte contre l'apartheid, et au premier rang, le président et deux ex-présidents des Etats-Unis ainsi que le Premier ministre anglais, c'est-à-dire les représentants des Etats qui soutinrent, envers et contre tous, le régime de l'apartheid, notamment sous la présidence de Reagan, acteur de films de série B qui qualifiait d'«*organisation terroriste*» l'ANC de Mandela. Lors du passage de Margaret Thatcher au 10 Downing Street, son soutien au régime de l'apartheid a été aussi sans faille. Alors que Reagan était aux commandes, le 24 août 1984, le régime de l'apartheid pendait 14 nationalistes africains en une semaine! Cette répression n'a alors ému ni la Maison-Blanche ni Whitehall.

Comment oublier que David Cameron, l'actuel Premier ministre, membre en vue du parti conservateur, effectua en 1989 un voyage en Afrique du Sud parrainé par la société Strategy Network International, farouche partisan du régime de l'apartheid et opposée à toute sanction contre les racistes blancs?

Quant à l'ancien président Bush Jr, il a mis sur pied le Commandement Africa, instrument de la politique américaine sur le continent noir — et dont le siège est en Allemagne. Sa sanglante intervention en Irak a été fermement condamnée par le président Mandela. Il pleure aujourd'hui — larmes de crocodile — *«un grand combattant pour la liberté»*. Etait présente aussi à cette cérémonie Hillary Clinton qui a toujours arpenté l'Afrique avec une multitude de multinationales désireuses d'exploiter ses richesses en faisant la pauvreté et le malheur de ceux dont la terre natale regorge de minerais, de pétrole, de gaz, de diamants, de métaux rares et de lithium... Quant à M. Obama qui maintient Guantanamo au mépris de tous les droits humains, il aurait pu associer à son hommage la mémoire de Crispus Attucks, esclave fugitif qui fut le premier à défier les Britanniques en Amérique, le 5 mars 1770, et fut le premier martyr de la guerre d'indépendance des Etats-Unis. ■■■



■ Nicolas Sarkozy et François Hollande au Soccer City Stadium pour l'hommage à Nelson Mandela

■ Barack Obama d'humeur chahuteuse aux funérailles ultra-people de Nelson Mandela

■ ■ ■ L'absence remarquée des Israéliens

Tous ces puissants étaient là et pleuraient Mandela, l'homme qui a mis fin au régime de l'apartheid. Ils s'accrochent pourtant de l'existence d'un autre Etat raciste et occupant par la force un autre peuple: Israël. Vaincue en Afrique du Sud, l'idéologie raciste peut continuer à prospérer en Palestine avec le soutien des politiciens américains, allemands, français ? Peut-on continuer à mettre en cage 1,7 million d'humains à Gaza en les affamant et en les privant d'eau potable et d'électricité, alors que le monde pleure ce géant qui a abattu l'infamie et le racisme ? Peut-on laisser en place ce Mur de la Honte condamné par le Tribunal international de la Haye ? Peut-on accepter qu'à Hébron, par exemple, 600 colons mettent en coupe réglée la vie de 130 000 Palestiniens et disposent de routes et de rues interdites aux Palestiniens ? L'hommage rendu par la terre entière à Madiba a montré avec une grande clarté l'isolement de l'entité sioniste qui a brillé par son absence. Pouvait-il en être autrement ? Non.

Dès sa proclamation unilatérale, Israël a fait de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud — Etats racistes et anciens soutiens des nazis — ses alliés privilégiés. Il est vrai que Cecil Rhodes, fondateur de la Rhodésie — Zimbabwe actuel — et propriétaire de la société de diamants De

Beer, a énormément échangé des lettres avec Theodor Herzl — le théoricien du sionisme — une correspondance si compromettante que le gouvernement anglais en a interdit la divulgation pour le centenaire de la mort de Rhodes en 2002. Dès mars 1896 pourtant, le Zimbabwe se soulevait contre le pouvoir colonial : c'était le premier chimurenga, musique de lutte contre le pouvoir anglais.

Rappelons que l'Assemblée générale des Nations unies a condamné en 1976 « l'alliance entre le racisme sud-africain et le sionisme ». Shimon Peres, « grippé », n'a pu être là, disent sans rire les officiels israéliens, et Netanyahu a reculé devant la dépense pour entreprendre ce voyage ! Le vieux cheval de retour qu'est Peres craint probablement que le peuple sud-africain ne se rappelle que, lorsqu'il était ministre de la Défense en 1975, il avait les contacts les plus amicaux et les plus assidus avec Eschel Rhoodie, le directeur sud-africain de la propagande, et Henrik van den Bergh, le directeur des services secrets sud-africains, et qu'il les a reçus à Jérusalem, à la résidence du Premier ministre Yitzhak Rabin. Pour ne rien dire de la coopération nucléaire entre Israël et le pays de l'apartheid. Un éditeur dénonce ainsi dans les colonnes du journal *Haaretz* l'hypocrisie du président Shimon Peres, louant « un leader d'une immense stature », alors même qu'il était « impliqué jusqu'au cou dans la coopération entre Israël et le régime de l'apartheid. Israël accueillait

alors les Premiers ministres sud-africains en grande pompe, pendant que Mandela moisissait en prison ». Les Haoussa du Nigeria ont un proverbe qui dit : « Le mensonge peut courir un an, la vérité le rattrape en un jour. »

Il est dommage que ces puissants d'aujourd'hui viennent faire croire qu'ils pleurent l'homme qui a instauré de manière pacifique la démocratie en Afrique du Sud et signé la première page du post-colonialisme. Quant aux Palestiniens, qu'ils méditent ce proverbe peul : « Si longue que soit la nuit, le jour viendra. » et qu'ils sachent que leurs amis de par le monde affirment avec Madiba : « We know too well that our freedom is incomplete without the freedom of the Palestinians » (Nous savons parfaitement que notre liberté est incomplète tant que les Palestiniens ne sont pas libres). C'était le 4 décembre 1997, devant le Conseil national palestinien, à Gaza. Lors de la cérémonie d'hommage, Monseigneur Desmond Tutu qualifiait ainsi Madiba : « Il a été le laborantin qui a permis à la chimie de ce pays de se faire. » Puissent le quartet et les partis tunisiens s'inspirer de l'action politique de Madiba — homme de paix et de dialogue, qui a mis son mouchoir sur le ressentiment et la vengeance — pour que la chimie de notre pays, la Tunisie, continue ses traditionnelles réactions de concorde et de modération. ■

Mohamed Larbi Bouguerra



■ Juste avant de prononcer son discours, Barack Obama a serré la main à Raul Castro, le président cubain. Un moment symbolique mais historique entre les deux présidents, dont les pays sont en froid diplomatique. Ce geste intervient près d'un mois après que le président américain eut déclaré vouloir lever l'embargo commercial qui pèse sur Cuba depuis l'arrivée au pouvoir de Fidèle Castro, en 1959.

For the third year in a row, we are chosen the best airline in Europe.

Every year, Skytrax, the world's largest airline passenger satisfaction survey asks millions of passengers around the world to choose their favourite European airline.

For the past three years, the answer has always been the same.

Turkish Airlines remains the best airline in Europe.
We would like to thank you and congratulate our employees for making this possible.

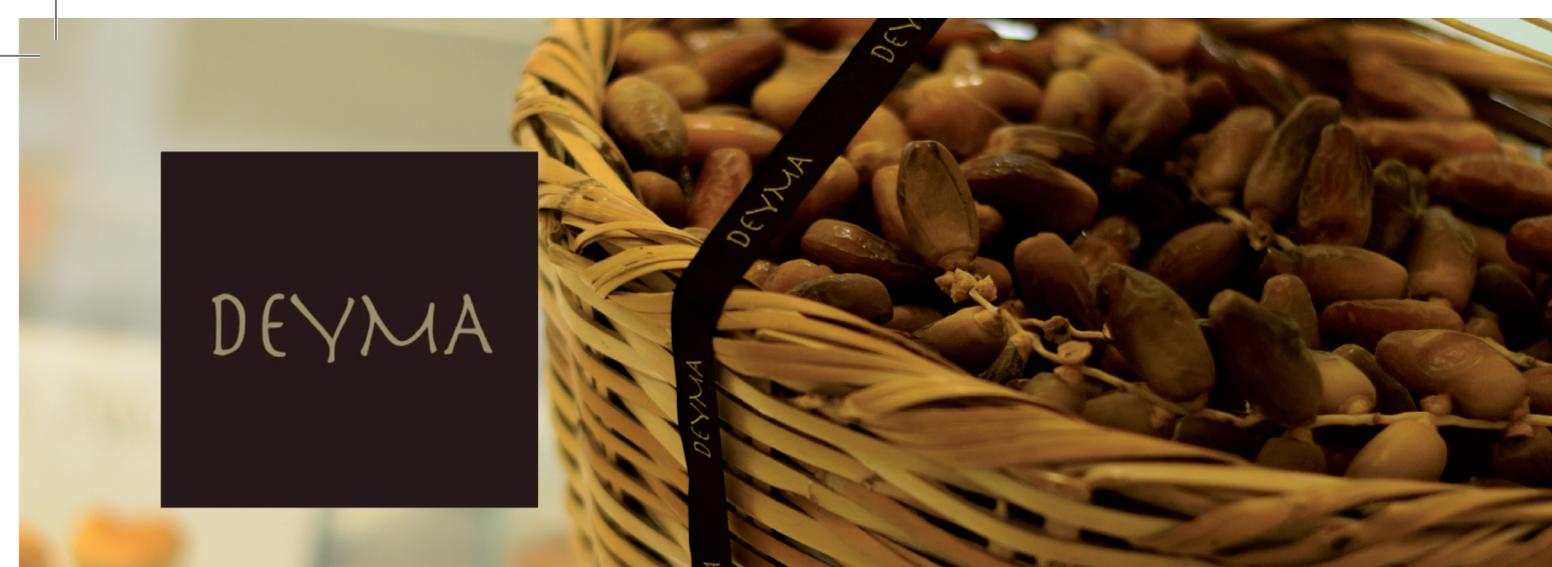
Globally Yours | **TURKISH AIRLINES** 



Voted Europe's Best Airline at the 2013
Skytrax Passengers Choice Awards

turkishairlines.com

A STAR ALLIANCE MEMBER 



DEYMA

Des saveurs authentiques, une tradition revisitée

Née il y a plus d'une décennie, «DEYMA» est issue d'une tradition familiale de plus d'un demi-siècle de culture et d'exportation de fruits particulièrement les dates, dont "Deglet Noir", une des variétés les plus nobles de part sa rareté, la clarté de son aspect et sa douceur unique.

De par le profil entrepreneurial de sa fondatrice et l'envergure de son actionnaire de référence, DEYMA bénéficie d'un savoir faire de relief et d'un support logistique relevant.

DEYMA dispose d'un réseau de trois points de vente sur le Grand Tunis, fréquentés par des particuliers, sociétés et administrations publiques tout comme les missions diplomatiques. DEYMA réalise près de la moitié de son chiffre d'affaires en exportant vers l'Europe, l'Asie et l'Amérique du Nord.

La vocation de DEYMA est d'offrir à ses clients une gamme de produits combinée à une palette de services autour d'une

stricte sélection de la meilleure qualité de Deglet Noir. Combinée aux plus savoureux fruits secs, la date fait de l'acte d'offrir, un moment distingué et mémorable.

Alliant rigueur, innovation, créativité, tout en puisant dans notre patrimoine, notre R&D œuvre à créer une subtile mixture de saveurs à base de produits 100% naturels, sans additifs et sucres ajoutés. Nous offrons aussi une gamme de pâte de fruits, de nougats et de chocolats.



Nos packagings sont une création interne et ont tous pour vocation d'avoir une seconde vie. DEYMA a été primée plus d'une fois pour ses packagings par des STARPACKS.

Nous déployons également autant d'efforts, de rigueur et d'innovation dans la recherche de packagings qui affirment notre touche distinctive tout en répondant aux besoins de nos clients. DEYMA offre des possibilités de personnalisation et de créations exclusives pour ses clients.



DEYMA offre aussi un assortiment de produits cosmétiques à base de dattes et autres plantes locales aux vertus reconnues

La qualité est une valeur dans l'action de DEYMA qui est certifiée HACCP et IFS / BRC, tout comme elle œuvre pour obtenir une certification en commerce équitable.



Au delà des produits, DEYMA est un concept qui puise ses sources dans la palmeraie du Sud Tunisien et se reflète dans un vocable architectural moderne.

Notre sens de la communauté et du terroir fait que nous offrons à nos clients des pauses gourmandes, petits déjeuners et cafés gourmands dans notre magasin de Sidi Bou Saïd.

Notre univers est fait de saveurs, d'une palette de couleurs, d'odeurs qui se développent au quotidien.



DEYMA CHARGUIA1
31, rue 8603 Charguia 1- 2035 - Tunis
Tél: +216 71 771 117 Fax: +216 71 772 994
DEYMA SIDI BOU SAID
12, rue du 7 novembre 1987- Sidi Bou Saïd
Tél/Fax:+ 216 71 741 843
<http://www.deyma-gift.com/>



Lancement de la gamme des tracteurs Renault Trucks : le programme Optifuel

Confort de vie à bord, optimisation des coûts d'exploitation, plaisir de conduite, fiabilité et sécurité sont au rendez-vous avec la nouvelle gamme de tracteurs 440CV 4X2 de Renault Trucks. Les performances en termes de consommation de ces véhicules montrent que l'économie de carburant a toujours été au centre des préoccupations de Renault Trucks, et ce, très en amont, dans les travaux de recherche, puis de la conception même du camion à son entretien dans le réseau.



Meubles Intérieurs ouvre un nouveau showroom à Sfax

La société Meubles Intérieurs a inauguré, en décembre, un nouveau showroom à Sfax. Cette nouvelle installation à Sfax permettra à la société de consolider son réseau commercial, opérationnel actuellement à travers les points de vente suivants : Tunis, Béja, Sfax et Gabès, et ce, en attendant l'ouverture du showroom de Sousse. La société s'apprête également à en ouvrir en Algérie, conformément à sa stratégie de développement orientée Maghreb.

Le programme Microsoft Student Advantage en Tunisie

Microsoft lance officiellement le programme Student Advantage en Tunisie. Grâce à ce programme, tous les établissements qui ont une convention couvrant leurs enseignants et leur personnel pourront également faire bénéficier leurs étudiants d'Office 365 ProPlus sans frais supplémentaires. Cela permettra aux jeunes étudiants d'acquérir des compétences qui sont aujourd'hui indispensables à leur réussite professionnelle.



One TECH Business Solution se lance dans l'IPv6, une première en Tunisie



One TECH Business Solutions a annoncé l'intégration de l'Internet Protocol version 6 (IPv6), en collaboration avec l'Agence tunisienne d'internet (ATI). One TECH Business Solution est la première entreprise tunisienne à exploiter cette nouvelle technologie d'adressage, plus rapide et plus sécurisée en termes d'authentification et de confidentialité des données. L'IPv6 a été développé pour parer à l'épuisement des adresses IPv4, actuellement utilisées à travers le monde, qui s'accélère en raison de la croissance mondiale d'internet.

UBCI soutient les artisanes des localités de Birinou et Layoun



UBCI et l'association «Femmes, montrez vos muscles» ont uni leurs efforts pour mettre à profit une opportunité de création d'emplois et permettre à des femmes artisanes-tisserandes de gagner leur autonomie financière et contribuer par leur travail à l'amélioration de leur cadre de vie. Une exposition des meilleures créations de *mergoum* et *klim* a été organisée à Tunis. Le partenariat UBCI-Groupe BNP Paribas et «Femmes, montrez vos muscles» a été particulièrement fructueux avec un résultat bel et bien tangible. Les actions de l'UBCI en matière de création de groupes communautaires se poursuivront en 2014.

Le nouveau crossover Peugeot 2008 arrive en Tunisie



Stafim, concessionnaire officiel de Peugeot en Tunisie, vient de lancer sur le marché le nouveau crossover 2008 en motorisation essence. Peugeot a développé ce véhicule combinant agilité, compacité, polyvalence et style affirmé pour de jeunes urbains qui aiment et créent la ville, tout en adorant s'en évader. Sous son capot racé, 2008 est équipé d'un moteur 3 cylindres essence qui participe à sa polyvalence avec une puissance de 82CV. Son style unique, mariant élégance et robustesse, procure une expérience de conduite inédite. Stafim enrichira sa gamme en 2014 par une version diesel. ■

Jawhara



الموجة التي تربحنا

pulpe



102.5 MHz

Sousse, Hammamet
Sud de Nabeul et Zaghuan

104.4 MHz

Kairouan, Sidi Bouzid
Kasserine, Seliana et Sfax

89.4 MHz

Monastir et Mahdia

Téléchargez l'application JawharaFM !



facebook

Suivez-nous sur notre page officiel:
www.facebook.com/Radio.JawharaFM

www.jawharafm.net



Par Hédi Béhi

La vraie politique se moque de la politique

La scène se passe dans un marché de la proche banlieue de Tunis. Un homme d'un âge certain, la mise soignée, s'arrête devant le marchand de légumes. Il s'enquiert du prix du kilo de piment. 3,500 dinars, lui répond le marchand, en baissant la voix, comme pour s'excuser. Le client se contente de lui remettre une pièce d'un dinar. Il aura droit en contrepartie à trois ou quatre piments. Avant de partir, il marmonne quelques mots à peine audibles : j'ai cru entendre des mots pas très tendres pour le pouvoir en place.

Ceux qui fréquentent régulièrement les marchés ne doivent pas être surpris par ces réactions. Protéiformes, elles peuvent aller de la simple moue jusqu'aux insultes où tout le monde en prend pour son grade, du pauvre marchand jusqu'au président de la République, en passant par le sourire narquois, les litotes et les cris de colère.

Mais il y avait des lignes rouges qu'on se gardait de franchir. Il n'était pas question de s'en prendre à la révolution, ni de regretter le régime Ben Ali, d'autant plus que le souvenir des frasques de «la belle-famille» était encore vivace dans les esprits. Et quand quelqu'un osait enfreindre ces interdits, il était très vite rappelé à l'ordre par les citoyens eux-mêmes. Depuis, les langues se sont déliées. Certains marchés se sont même transformés en Hyde Park, où il n'était pas rare qu'on en vienne à regretter l'ancien régime avec toutes ses tares et à le proclamer publiquement, sans provoquer la moindre réaction d'hostilité. Ce qui en dit long sur l'érosion de la popularité de la Troïka et notamment de sa composante principale, Ennahdha. Ce parti doit en être conscient puisqu'il s'est résolu à quitter le gouvernement, ce qui était impensable il y a quelques mois. On dit qu'un ventre creux n'est pas un bon conseiller politique. Mais comment blâmer des citoyens qui entendent un ministre claironner sur les ondes que pour la première fois dans l'histoire, le prix de la pastèque est tombé à 300 millimes le kilo, alors qu'il constatent que les prix de produits de première nécessité flambent. Ils doivent se dire

que décidément, ils ont affaire soit à des autistes, soit à des gens qui se moquent de l'intelligence des Tunisiens et se laissent aller à des écarts de langage.

J'entends déjà les protestations véhémentes des uns et les accusations déraisonnées des autres. Décidément, ces médias de la honte... Pourtant, il faut bien se garder des interprétations hâtives. Il ne s'agit ni de fouloul, ni de représentants de l'Etat profond, mais généralement du petit peuple, des sans-grade, des sans-parti, de la classe moyenne, cette exception tunisienne au sud de la Méditerranée, mais qui est aujourd'hui complètement laminée et paupérisée. Tous ont ce regret dans la bouche : la Tunisie n'est plus ce qu'elle était. Ils n'ont cure de ces débats à n'en plus finir sur le sexe des anges. Ils en ont assez des déclarations triomphalistes des ministres, des mesures populistes prises à la hâte, sans concertation, comme ces cinq facultés de médecine projetées, mais qui sont appelées à devenir autant d'éléphants blancs, de ces visites de responsables dans les marchés sous les sunlights des caméras de la télévision, qui ont un air de déjà-vu, de ces courbes de statisticiens qui montent et ne cessent de monter, de ces comparaisons avec des pays moins nantis que nous pour relativiser leurs échecs.

En 1957, Ahmed Ben Salah, à l'époque ministre de la Santé, visitait incognito, souvent déguisé, les services d'urgences des hôpitaux, le soir, pour s'assurer de la qualité des soins qui y étaient dispensés. En France, le ministre des Finances du général de Gaulle en 1958-59 et artisan du redressement économique de la France dans les années 60, Antoine Pinay, consacrait ses week-ends à son village de Saint Chamond où il se ressourçait et prenait le pouls de la France profonde en écoutant...son boucher. C'est peut-être ce qui a manqué le plus à la troïka. Le bon sens populaire est parfois plus instructif que les analyses les plus pénétrantes, surtout quand elles sont faites dans les bureaux feutrés des ministères. La vraie politique se moque de la politique. Peut-être que cette cure d'opposition où ils s'apprentent à entrer les incitera à se ressaisir. ■

H.B.